

**Michel Beaud  
(1987)**

# Le système national mondial hiérarchisé

**Une nouvelle lecture du capitalisme mondial**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,  
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.  
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

**Le système national/mondial hiérarchisé. Une nouvelle lecture du  
capitalisme mondial.** Paris : Les Éditions La Découverte, 1987, 134  
pp. Collection : Agolma.

[Autorisation conjointe de l'auteur, Michel Beaud, et de son éditeur, Syros-La  
Découverte, accordée aux Classiques des Sciences sociales de diffuser ce  
livre.]

[Autorisation formelle accordée le 1<sup>er</sup> août 2007 par l'auteur et son éditeur,  
Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser  
ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : [m.beaud@wanadoo.fr](mailto:m.beaud@wanadoo.fr)  
M. François Gèze : [f.geze@editionsladecouverte.com](mailto:f.geze@editionsladecouverte.com)  
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.  
Pour les citations : Times New Roman 10 points.  
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour  
Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 26 octobre, 2007 à Chicoutimi, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. [La Découverte](#), M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

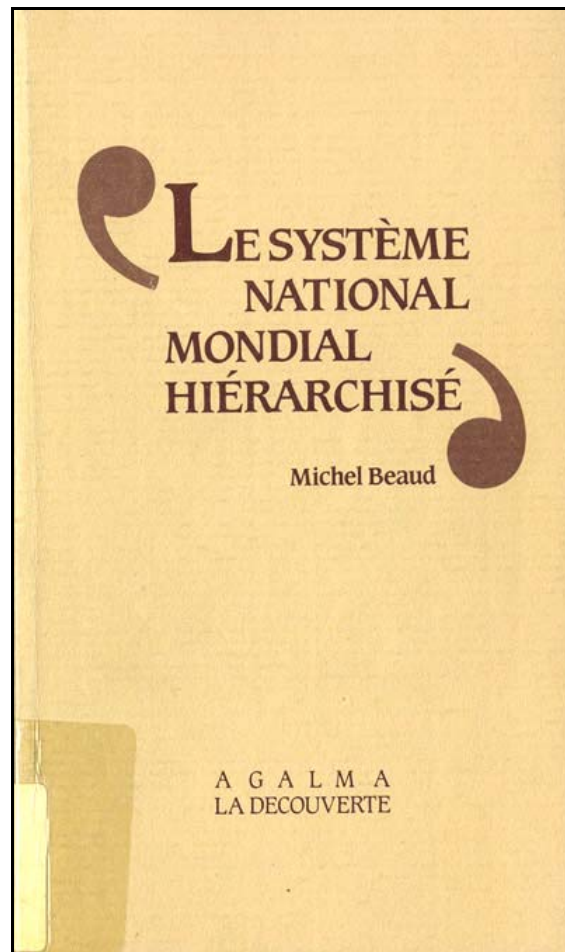
Michel BEAUD : [m.beaud@wanadoo.fr](mailto:m.beaud@wanadoo.fr)

M. François Gèze : [f.geze@editionsladecouverte.com](mailto:f.geze@editionsladecouverte.com)

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,  
Sociologue,  
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

**Michel Beaud**  
(1987)



## DU MÊME AUTEUR

*Le Commerce extérieur du Maroc*, Éd. Médicis, 1960.

*La Croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest*, Cujas, 1966.

*Une multinationale française : Pechiney Uguine Kuhlmann*, en collaboration avec P. DANJOU et J. DAVID, Seuil, 1975. Traduit en grec.

*Lire le capitalisme. Sur le capitalisme mondial et sa crise*, en collaboration avec B. BELLON et P. FRANÇOIS, Anthropos, 1976.

*Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, en collaboration avec P. ALLARD, B. BELLON, A.-M. LÉVY, S. LIÉNART, Seuil, 1978.

*La France et le tiers monde*, textes d'un colloque tenu à l'université Paris VIII, édités avec G. de BERNIS et Jean MASINI, PUG, 1979.

*Histoire du capitalisme*, Seuil, 1981 ; nouvelles éditions Point-Seuil, 1984, 1987 et 1990. Traduit en anglais (Monthly Review Press, 1983 et MacMillan, 1984) ; en espagnol (Ariel, 1984) ; en italien (Éd. Del Lavoro, 1984) ; en chinois (Institut des langues étrangères de Pékin n° 2, 1986) ; en grec (Malliaris, 1987) ; en brésilien (Ed. Brasiliense, 1987) ; en coréen (Changbi publ., 1987) ; en portugais (Teorema, 1992). Traduit, avec un nouveau chapitre 7, en hollandais (Aula, 1994) et en japonais (Fujiwara Schotten, 1996). Traductions en cours en bengali et en turc.

*Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, 1982 ; nouvelle édition 1985. Traduit en grec (Malliaris, 1985) et en anglais (Humanities Press, 1993).

*La Politique économique de la gauche*, tome 1, *Le Mirage de la croissance*, Syros, 1983 ; tome 2, *Le Grand Écart*, Syros, 1985.

*Au cœur du IX<sup>e</sup> plan, l'emploi*, rapport de l'intergroupe Emploi de la Commission nationale de Planification, in *Annexes au rapport de la Commission nationale de Planification*, La Documentation française, 1983.

*L'Art de la thèse (Comment rédiger une thèse de doctorat... ou tout autre travail universitaire)*, La Découverte, 1985 ; nouvelles éditions 1988, 1990, 1991, 1993 et, dans la collection « Guides-Repères » 1994, 1997. Édition

augmentée, avec Daniel LATOUCHE (Éd. Boréal, Montréal 1988). Traduit en portugais (Bertrand Brasil, 1996).

*Le Système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, 1987. Traduction en cours en hollandais.

*L'Économie mondiale dans les années 1980*, La Découverte, 1989.

*Old and New Trends in Francophone Development Research*, dir. avec E. LE ROY et Michel VERNIÈRES, numéro de l'*European Journal of Development Research*, Frank Cass, Londres, vol. III, n° 2, 1991.

*L'État de l'environnement dans le monde*, dir. avec C. BEAUD et L. BOUGUERRA, La Découverte, 1993. Traduit en portugais (Instituto Piaget, 1996).

*La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs*, avec G. DOSTALER, Seuil, 1993 ; édition abrégée, Points-Seuil, 1996. Traduit en anglais (Edward Elgar, 1995 et, en édition « Paperback », Routledge, 1997). Traductions en cours en portugais et en arabe.

# Table

*Note à l'attention du lecteur pressé*

*Introduction*

1. Pour une analyse réunifiée du national, de l'inter- et du multinational, et du mondial
2. La formation sociale nationale
3. Le système national/mondial hiérarchisé (SNMH)
4. Formations sociales nationales dominantes, polarisations et domination
5. SNMF et formations sociales nationales dominées

*Propos d'étape*

*Bibliographie*



## QUATRIÈME DE COUVERTURE

### **Le système national-mondial hiérarchisé.**

#### **Une nouvelle lecture du capitalisme mondial par Michel Beaud**

Des économies nationales de plus en plus soumises à la « contrainte extérieure », des firmes multinationales toujours plus puissantes et qui jouent sur l'échiquier des États-Nations ; une économie mondiale que structurent chaque jour davantage les échanges internationaux et les stratégies des groupes multinationaux : l'imbrication du national, de l'international, du multinational et du mondial est devenue plus étroite que jamais. Elle invalide les analyses économiques qui se referment sur une seule de ces dimensions. Or, après la « flambée conceptuelle » des années soixante, la théorie économique est aujourd'hui quasiment muette sur cette question.

Le concept de « système national-mondial hiérarchisé » doit permettre d'articuler ces différents niveaux d'analyse. Avec ce concept, Michel Beaud propose une nouvelle lecture du capitalisme mondial, avec l'ambition de contribuer à la recomposition d'une économie politique des nations et du monde.

*Michel Beaud est professeur au département d'économie politique de l'Université de Paris VIII. Il a notamment publié Histoire du capitalisme (Le Seuil, nouvelle édition 1987), Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (Le Seuil, nouvelle édition 1985), La politique économique de la gauche (Syros, 2 volumes, 1983 et 1985), L'art de la thèse (La Découverte, 1985).*

Partout où la logique capitaliste domine, on voit apparaître le maximum de *besoins*, le maximum de *travail*, le maximum de *capital*, le maximum de *rendement*, le maximum d'*ambition*, le maximum de *puissance*, le maximum de *modifications de la nature extérieure*, le maximum de *relations* et d'*échanges* \*.

---

\* La citation exacte est : « Partout où l'esprit européen domine, on voit apparaître le maximum de *besoins*, le maximum de *travail*, le maximum de *capital*, le maximum de *rendement*, le maximum d'*ambition*, le maximum de *puissance*, le maximum de *modification de la nature extérieure*, le maximum de *relations* et d'*échanges*. » Paul VALÉRY, 1922, in Œuvres, La Pléiade, vol. 1, p. 1014 (souligné par l'auteur lui-même). Cité par Pierre PASCALLON, *Cahiers d'économie personaliste*, n° 4, 1986, p. 23.

## *Note à l'attention du lecteur pressé*

### [Retour à la table](#)

Dans ce livre, nous avons défini, à l'attention du lecteur attentif, les principaux termes que nous employons.

Pour les lecteurs pressés, précisons dès l'abord quelques mots clés.

*National*, se rapporte principalement à l'État-nation et à la formation sociale nationale qui se constitue en son cadre.

*International*, s'applique aux relations repérables entre deux États-nations.

*Multinational ou transnational*, s'applique aux espaces que les firmes, banques, organismes financiers constituent sur la base de (et à travers) plusieurs États-nations.

*International*, se décompose dès lors en deux :

- 1) au sens strict, relations entre deux agents distincts situés dans deux États-nations ;
- 2) l'autre composante, correspondant à des relations (entre États-nations) internes à l'espace multinational d'une firme ou banque.

*Plurinational*, s'applique à l'action conjointe de plusieurs États-nations (exemple : coopération, concertation, planification plurinationales).

*Mondial*, s'applique à ce qui concerne le monde entier, ou l'ensemble, la plus grande partie du monde, en débordant à la fois l'espace des États-nations et celui des firmes multinationales...

*SNMH*, sigle de « système national/mondial hiérarchisé » qui est un raccourci pour « système national/international/multinational/mondial diversifié et hiérarchisé ». Voir l'ensemble du livre et plus spécialement le chapitre 3.

## Introduction

[Retour à la table](#)

J'y ai écrit ce livre pendant l'été 1986. La droite française revenue au pouvoir en chantant les vertus du libéralisme et du moins d'État devait tenir compte des exigences des corporatismes, de l'intérêt national et de la formidable attente d'État qui est présente dans toutes les couches et tous les groupes de la société française. Aux États-Unis l'administration reaganienne mettait la dernière main à une spectaculaire réforme fiscale, qui, présentée comme essentiellement simplificatrice, risque de peser particulièrement sur les classes moyennes et les entreprises moyennes. Dans le monde, aux préoccupations nées de la dette du tiers monde s'ajoutent les inquiétudes liées aux « trois dettes » américaines — deux internes (publique et privée) et, bien sûr, la dette extérieure ; après un lustre de dollar cher (et de taux d'intérêt levés) a commencé une nouvelle période marquée par la baisse du dollar. Plus généralement, aucun pays dans le monde ne peut penser son devenir d'une manière autonome : le Brésil doit gérer son énorme dette extérieure — ce qui implique un effort d'exportation énorme — tout en développant des secteurs d'activité d'avenir — ce qui appelle un minimum de protection ; l'Égypte, l'Algérie, le Nigéria, le Mexique, l'Union soviétique sont touchés par la baisse du prix du pétrole que vient accentuer la baisse du dollar, la Chine souhaite maîtriser les technologies les plus modernes et a développé un réseau assez important de zones franches ; les petits et moyens pays sont tous plus ou moins pris dans les filets de la contrainte extérieure ; et finalement l'ensemble des pays, des États, des firmes et des banques de tous les pays sont concernés par un système monétaire et financier agencé autour de quelques monnaies — qui sont précisément celles des économies nationales dominantes — et principalement autour du dollar — monnaie qu'on le veuille ou non de la première puissance mondiale.

Ainsi dans le quotidien, dans la réalité économique, à l'évidence, *national, international, multinational et mondial sont indissociablement imbriqués, puisqu'ils se constituent mutuellement.*

Et pourtant, la plupart des économistes élaborent en parallèle leurs travaux et discours éclatés. Les comptes nationaux établissent, avec une investigation toujours plus poussée, les comptes des activités recensées sur le territoire national, sans se soucier du fait qu'ils rendent compte d'une réalité de moins en moins significative. En complément, les statistiques des douanes continuent à chiffrer avec une précision admirable les flux commerciaux : mais sans tenir compte du fait que ces chiffres recouvrent deux réalités profondément différentes : d'une part, le commerce extérieur vrai (entre deux partenaires distincts) et, d'autre part, un commerce international apparent (interne aux firmes multinationales) ; en outre, elles cernent de très près les transactions sur marchandises matérielles, alors que se développent puissamment les transactions sur marchandises immatérielles.

Certains travaillent sur les économies nationales (les structures, les politiques, le rôle de l'État, les grands équilibres, le régime d'accumulation, la voie de développement, le modèle de régulation...) ; d'autres, sur l'économie internationale (théorie pure du commerce international, système monétaire international, problèmes de changes, et à nouveau, puisque le mot est en vogue, problèmes de régulation). D'autres encore travaillent sur les multinationales (analyses de leurs poids et de leurs structures, critiques acerbes ou éloges enflammés, réflexion sur des codes de bonne conduite hier, argumentation pour les convaincre d'implanter une filiale aujourd'hui). Enfin, d'autres écrivent sur l'économie mondiale, l'économie-monde, le système-monde...

Saine division scientifique du travail ? Peut-être en partie.

Mais pour une large part kaléidoscope donnant des images éclatées, sans cohérence entre elles puisque résultant d'analyses fondées sur des bases profondément divergentes.

Au cœur de cet éclatement, la dichotomie fondamentale — et même fondatrice — entre le « national » et « l'international » des analyses et des savoirs économiques.

Les mercantilistes s'intéressent aux finances du prince et, en relations avec elles, à la prospérité de ses marchands et fabricants. Turgot se préoccupe d'améliorer l'économie de la France. Adam Smith réfléchit sur l'origine de la richesse des nations. Bref l'économie se constitue en discipline autonome dans la période même où se développe le capitalisme et où s'affirment les États-nations [voir Beaud, 1981] \* : avec cette relation particulière entre capitalisme et État-nation, qu'il convient d'autant plus de souligner qu'elle ne résulte d'aucune nécessité théorique ou logique...

---

\* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

Capitalisme national, État-nation, rôle et politique des gouvernants (de l'État) : économie politique. En sa constitution, la réflexion économique s'adresse aux gouvernants, aux responsables de l'État-nation : intimement liées, politique économique (nationale) et économie politique (de la nation).

Et cette tradition sera poursuivie avec la plupart des grands économistes, de Ricardo à Keynes, en passant par ceux qui prônent la constitution de « leur » économie nationale (Fichte, List, Carey) et en débouchant après la Seconde Guerre mondiale sur la systématisation et la généralisation des « comptabilités nationales » ; ce qui conduit tout un chacun à se servir des statistiques économiques et financières nationales, à travailler sur la croissance, les équilibres, les problèmes de l'économie nationale.

Le national apparaît comme le niveau principal, presque « naturel » de réflexion sur l'économie. Presque tout le monde parle d'« économie nationale » : et cette notion n'est presque jamais définie. Comme si l'économie nationale était une « évidence ». Comme si elle se donnait d'elle-même.

Cette prééminence accordée à l'économie nationale a impliqué, en contrepoint, le développement des travaux sur les relations économiques entre nations. Les mercantilistes pensaient le commerce extérieur par rapport aux gains ou pertes qu'il entraînait pour le pays, et donc pour le prince. Adam Smith y voyait un moyen d'élargir les marchés. Ricardo pousse la réflexion sur les avantages comparatifs et la spécialisation entre nations. Et à partir de là, « l'économie internationale » s'est développée de plus en plus comme une discipline autonome ; constituée sur la base d'hypothèses extrêmement strictes, elle a proliféré en un foisonnement de constructions plus ou moins formalisées, et en tout cas de plus en plus raffinées et sophistiquées ; elle a permis l'élaboration d'un système de spécialisation internationale qui, dans le modèle, non seulement constitue un optimum pour l'ensemble, mais encore se révèle être le système le plus favorable aux pays les plus petits, les plus faibles et les plus mal lotis en facteurs de production. À côté de ces fascinantes constructions d'écoles, se sont développés un ensemble de travaux empiriques prenant en compte la réalité des relations économiques internationales, et donc les relations entre des économies nationales inégales, inégalement développées, inégalement influentes.

National/international : cette dichotomie a profondément marqué l'ensemble de l'analyse macroéconomique depuis un siècle et demi. Observons au passage qu'elle est entièrement reproduite dans l'économie marxiste traditionnelle (et officielle) avec, d'un côté, l'analyse du capitalisme monopoliste d'État — CME — (qui privilégie la dimension nationale) et, de l'autre, l'analyse de l'impérialisme (qui porte sur les relations entre nations à l'échelle mondiale). On la retrouve aussi avec « l'école de la régulation » — principalement axée sur l'étude des réalités nationales — dont certains clercs,

et quelques sacristains, se chargent de travailler — comme en complément — sur l'international, avec une prédilection sur les monnaies et les relations monétaires.

Cette dichotomie interne à l'économie politique a tant bien que mal permis de rendre compte des réalités jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais du fait des transformations profondes qui se sont opérées dans le monde depuis trois décennies, elle est de moins en moins efficiente. D'où le développement de champs nouveaux.

Il y a d'abord l'abondante littérature sur les firmes multinationales, l'internationalisation du capital, la constitution de nouveaux espaces transnationaux : monographies, études concrètes par pays, par secteur ou plus générales, visions-fictions des nouvelles puissances appelées à dominer un monde où les États-nations auraient perdu leur emprise et leur substance. La tentative la plus poussée pour reconstruire une vision du capitalisme mondial où les firmes multinationales joueraient un rôle majeur, sans que la place des formations économiques et sociales nationales soit négligée [Michalet, 1985], reste insatisfaisante : principalement parce que, même s'il n'est ni omis ni gommé, le « national » n'est pas clairement analysé ; ce qui à la fois affaiblit la prise en compte des formations économiques et sociales et handicape, fragilise la réflexion sur le « multinational ». Car s'il est vrai que le monde apparaît, pour les dirigeants des multinationales, comme un échiquier diversifié où mettre en œuvre une stratégie, il est aussi vrai que les multinationales s'enracinent dans des réalités nationales — les pays capitalistes dominants — dont on ne peut faire abstraction. Et ces firmes multinationales contribuent au développement des relations économiques internationales tout en en modifiant la substance. Multinational, national, international ne doivent donc pas être dissociés dans l'analyse.

Il y a ensuite l'ensemble des analyses en terme de centre-périphérie et de Nord-Sud : là encore, d'innombrables études concrètes et quelques ouvrages tentent de construire une vision systématisée. Mais s'il est possible de construire un modèle du monde schématisé en deux grandes zones, ce modèle est inapte à rendre compte de l'extrême diversité des situations et des réalités nationales. Et l'ouvrage fondateur, qui demeure la référence [Amin, 1970], indique bien l'intention de prendre en compte les réalités nationales, à travers le concept plusieurs fois mis en avant de « formations sociales », mais ne construit pas l'articulation entre ces « formations sociales », le centre et la périphérie, et l'accumulation à l'échelle mondiale, se contentant d'examiner les caractéristiques des formations sociales du centre et de celles de la périphérie. Certes, les analyses en terme de Nord/Sud ou centre/périphérie ont correspondu à un affrontement clé de l'après-guerre, mais les grandes mutations en cours accentuent les rivalités, les tensions, les différenciations et

les évolutions divergentes au sein du « Nord » comme au sein du « Sud » — rendant absolument inadéquates toutes visions globalisées.

Enfin, il y a les analyses en terme « d'économie-monde » le plus souvent elles font coexister des visions fulgurantes, éblouissantes, sur le système mondial, avec des fresques chatoyantes, fascinantes d'érudition et de profondeur, qui mettent en scène les cités et les royaumes, les États, les États-nations [Braudel, 1979 ; Wallerstein, 1980 A, 1985 A] ; mais quand il s'agit de construire la cohérence, il arrive que l'esprit de système entraîne au dérapage : « Le développement de l'économie-monde capitaliste a entraîné la création de toutes les grandes institutions du monde moderne : classes, groupes ethniques/nationaux, ménages — ainsi que les "États". Toutes ces structures sont postérieures, non antérieures, au capitalisme ; elles en sont la conséquence, non la cause » [Wallerstein, 1980 B, p. 799]. Mais comment expliquer qu'une « économie-monde » en pointillé, à peine embryonnaire aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles, ait pu « entraîner la création » des grands États-nations et des grands capitalismes nationaux de chaque période ? En fait, il y a eu une dialectique du national et du mondial (lequel n'existe qu'à travers l'inter- et le multinational) : un rapide regard sur la trajectoire du capitalisme dans l'histoire suffit à le mettre en évidence [Beaud, 1981].

Au total, on se trouve ainsi confronté à une multiplicité d'analyses non articulées :

- certains parlent de l'économie en général, sans souci de son enracinement historique et géopolitique ;
- d'autres réinventent une dimension spatiale, mais dans une forme purement formalisée et mathématique,
- d'autres encore privilégient l'étude des économies nationales, de leurs structures et de leurs dynamiques ;
- mais d'autres, en complément indissociable, se spécialisent sur l'économie internationale avec aussi, bien sûr, les phénomènes monétaires et financiers internationaux ;
- et pour prendre en compte des évolutions récentes, d'autres encore ont centré leurs études sur les phénomènes (firmes, banque, production) multinationaux ;
- mais encore d'autres estiment préférable de prendre d'emblée en compte la seule dimension qui leur paraisse valoir dans la période : la dimension mondiale ;



- ce qui n'empêche pas de réhabiliter l'étude des dimensions régionales et locales, et même y incite.

*Face à la multiplication de ces discours parcellaires, éclatés, inarticulés, nous voulons, dans cet essai, proposer une démarche qui permette de réintégrer dans une même analyse le national, l'international, le multinational, le mondial.*

En fait, j'ai écrit ce livre en trois mois... et trente ans.

Il y a trente ans, j'apprenais les cours de Jean Marchal (comptabilité nationale) et André Marchal (systèmes et structures) ; de Maurice Byé et Jean Weiller (économie internationale) ; de Gaston Leduc (développement), Henri Guitton (théorie économique), Alain Barrère (histoire de la pensée)...

Presque tous étaient partagés : entre le souci, le goût, de nous transmettre un message cohérent, dans la tradition des grands humanistes, des grands moralistes, des ambitieux fondateurs d'une « science sociale » à la fois économique, morale et politique, et celui de nous initier à la « vraie » science économique, l'anglo-saxonne bien sur : avec le grand Keynes, ou plus exactement sa *Théorie générale*, et trop souvent des lectures de relectures aboutissant à d'affligeantes caricatures ; avec aussi ses disciples, les inévitables Harrod-Domar — qu'on ne pouvait étudier sans évoquer Solow ; avec aussi quelques livres de référence : ceux de Samuelson et de Kindleberger notamment.

Enseignement écartelé : avec la cohérence morale et politique d'un côté et le fatras de fragments de sciences économiques disparates de l'autre. Hétérogénéité, discours parallèles ou divergents, schématisations abusives, incohérences : un vrai calvaire pour qui cherchait à avoir une « tête bien faite »...

Dans ce bric-à-brac, je trouvais des éléments importants : plus qu'aux abstractions sur l'équilibre économique général, je m'intéressais à l'analyse des structures économiques et sociales et des systèmes ; Jean Lhomme nous amenait à réfléchir sur le pouvoir économique ; Robert Goetz, sur les rapports de travail et l'organisation du travail.

En cette période, je lus François Perroux : *L'Europe sans rivage, La Coexistence pacifique*. Enfin une pensée. Et le style, les mots pour l'exprimer. Je citerai ses livres dans ce texte ; trop aux yeux de certains. Mais que n'avait-il vu, ne m'avait-il dit, il y a déjà trente ans ! Son ombre était présente là où l'on enseignait l'économie à Paris : à la vieille faculté de droit du Panthéon ; mais son œuvre, passée sous silence — sauf peut-être par Byé et Weiller. Un géant à l'échelle de l'Université française : admiré, mais laissé à l'écart ; craint et haï.

D'ailleurs, c'était le lot de tous les géants : Marx, ignoré ; Sombart, absent ; Schumpeter, négligé — sauf peut-être pour sa petite histoire de la pensée économique, seule traduite alors ; Walras comme Keynes, réduits à une partie localisée, schématisée, édulcorée de leur pensée ; Perroux, écarté — si ce n'étaient les timides chuchotements de quelques disciples ; la grande école historique française ignorée... Et comme pour compenser la mise à l'écart de ces grandes pensées, on surchargeait les programmes.

Une famille sans unité ; une citadelle sans volonté commune : la pensée économique française se mit à l'heure anglo-saxonne (avec vingt, quinze, parfois seulement dix ans de retard) ; elle fut investie par les mathématiques et les modèles. Comme si une intégrale ou un éditeur américain était gage de scientificité. En réaction, beaucoup de jeunes chercheurs ou jeunes enseignants se rabattirent sur Marx : ils y trouvaient la dimension historique, la prise en compte des rapports sociaux, l'analyse du capitalisme ; et ils pouvaient à loisir, selon leurs goûts, philosopher, historiciser, mathématiser, modéliser, théoriser, gloser, controverser, lire dévotement — et, pour quelques moutons noirs, lire en liberté, en gardant l'esprit critique.

Perroux avait montré les limites de l'analyse néo-classique, mais surtout il avait dégagé des éléments de reconstruction : l'effet de domination, les pôles de développement, les firmes dominantes, les nations dominantes ; au-delà, Byé et Weiller avaient creusé de nouveaux sillons. Mais il manquait un élément central, décisif : la prise en compte du capitalisme ; et même si Perroux, Keynes, Schumpeter, Sombart, Max Weber ont écrit sur lui, c'est évidemment l'apport de Marx qui demeure fondamental pour son analyse.

Ainsi s'enracine ce petit livre. Je me rappelle très nettement, quand je lisais Perroux, ma profonde admiration et, en même temps, mon insatisfaction : il manquait quelque chose. C'était, je le pense maintenant, la prise en considération des systèmes économiques, et notamment du système capitaliste.

Et puis chez Perroux, comme chez Marx, comme chez presque tous les économistes, une non-interrogation, donc une non-réflexion, sur la notion « d'économie nationale ». Puisqu'elle s'offre d'elle-même, on la prend pour ce qu'elle apparaît : une évidence. Seuls les spécialistes de l'économie internationale ont eu besoin d'en donner une définition : « Un espace relativement clos de facteurs immobiles. » Dérisoire, au moins si nous regardons aujourd'hui, autour de nous : les hommes et les capitaux. Nous n'avons pas de définition de l'économie nationale : ce qui ne nous empêche ni d'en parler quotidiennement, ni de parler de l'inter- ou du multinational. Et tous nos discours souffrent de ce flou.

Ce livre esquisse une démarche qui permette de reconstruire une « économie politique des nations, de l'international, du multinational, et du monde ». L'activité économique vise à produire les biens et services répondant à des demandes sociales ; or, celles-ci n'ont d'efficace qu'en fonction de logiques spécifiques : domestique, tributaire ou marchande, capitaliste ou étatique ; l'activité économique se développe donc à travers des formes spécifiques que l'on peut saisir conceptuellement en tant que « systèmes économiques ». Et une économie nationale, c'est le mixte de systèmes économiques sur la base desquels est assurée la reproduction d'une formation sociale nationale. Mais dès lors que le système capitaliste occupe une place importante dans une économie nationale, il ne peut rester enfermé dans les frontières de l'État-nation. Il se déploie en dehors sous forme d'échanges et d'implantations.

C'est ainsi qu'à partir des économies capitalistes nationales « fondatrices » se constituent, dans un mouvement en spirale, l'économie internationale, la multinationalisation et le rapport dialectique économies dominantes/économies dominées, bref le système national/mondial hiérarchisé (SNMH).

Si j'étais immodeste, je dirais (et si j'étais habile je choisirais un préfacier qui le dise) qu'après ce livre on ne pourra plus penser de la même manière l'économie. On ne devrait plus — mais il y a plus d'un siècle qu'on ne devrait plus le faire — traiter de l'économie « en général », sans prendre en compte et analyser les logiques économiques fondamentales, les systèmes économiques. On ne devrait plus travailler d'une manière cloisonnée sur les champs — national, international, multinational, mondial — qui, en fait, se constituent l'un l'autre. On ne devrait plus faire semblant de croire qu'une économie nationale est tout simplement assimilable aux activités repérables sur un territoire national. On ne devrait plus — et même pas par jeu intellectuel — accepter de continuer à nourrir les modèles chimériques de l'économie internationale. On ne devrait plus traiter des firmes multinationales comme d'entités « à part », espèce de mutants venus d'une autre planète et préparant une économie d'un nouveau type. On ne devrait plus traiter de l'économie mondiale, de l'économie-monde comme d'un système où seraient superflétatoires les réalités nationales.

Heureusement, l'étude de l'histoire des idées vient au secours de mon souci de modestie : elle me permet de dire la même chose autrement. Elle fait en effet ressortir qu'en certaines périodes « des idées sont en l'air » : la même idée est alors exprimée de différentes manières par différents auteurs, en différents endroits. Tout simplement parce que, la réalité ayant changé, il n'est plus possible d'en rendre compte d'une manière satisfaisante avec les idées ou les théories antérieures.

Et là, ma conviction est ferme : les idées contenues dans ce livre vont nécessairement s'imposer dans les prochaines décennies : il ne sera plus possible de penser une économie nationale « en elle-même », sans la resituer dans le système mondial ; il ne sera plus possible de penser « l'économie mondiale » ou le « Nord-Sud » dans leur globalité : il faudra prendre en compte les économies nationales diversifiées ou inégales, et leurs imbrications à travers l'inter- et le multinational. Il ne sera plus possible d'analyser l'international sans prendre en compte le rôle structurant des économies dominantes, avec l'effet particulier qu'exercent les multinationales. Il ne sera plus possible d'être crédible en présentant des théories exagérément simplificatrices.

Que ce livre doive contribuer à ce renouveau me paraît évident. Dans quelle mesure il y contribuera est impossible à dire. Mais les quelques idées forces qu'il propose s'imposeront dans les dix-quinze prochaines années.

Tout simplement parce que les transformations de la réalité rendent déjà inopérants, et rendront de plus en plus désuets, les schémas traditionnels de pensée.

L'économie nationale est de moins en moins ce qu'elle était. Elle est de moins en moins close en ses frontières, assise en son territoire, unifiée sous la tutelle de son État. Et pourtant, elle ne se dissout pas, ni ne se disloque : elle mue.

Pour les pays dominants, elle est de plus en plus « expansée » à l'échelle du monde à travers les grands marchés, les réseaux d'informations, de crédits, de paiements, de financement et de spéculation ; elle s'ancre, s'implante, se développe sur d'autres territoires nationaux ; elle devient mondiale (à travers l'international et le multinational) tout en restant nationale. Ainsi se constituent des « économies nationales... mondiales, ou des économies « nationales/mondiales », bref des « économies mondiales... nationales » (américaine, japonaise, allemande...) ; et dans leur interaction se structure « l'économie mondiale ».

Pour les pays dominés, l'économie nationale — existante, en construction, quelquefois à édifier — est marquée par des logiques de croissance « étrangères » : des systèmes de valeurs, des modes de consommation et de vie, des modes d'organisation, des technologies venus des « pays avancés », imposés, mais aussi enviés, adoptés, imités. Plus concrètement, elle est influencée, marquée en ses structures par les achats et les ventes des pays dominants, par leurs investissements, par l'action directe de leurs firmes.

Développement, modernisation ? Oui, mais avec des modes différents ; en simplifiant : soit dominants, soit dominés. Division internationale du travail,

spécialisation ? Oui, mais avec, en simplifiant, des spécialisations dominantes et des spécialisations dominées. Indépendance nationale ? De plus en plus difficile et se réduisant le plus souvent à agir sur le degré et les modalités de sa dépendance.

Et désormais, il n'est plus possible de parler d'une économie nationale sans préciser sa place dans le système hiérarchisé des nations et du monde, son mode d'insertion, ses lignes de dépendance, ses points forts et ses atouts. Mais aussi : sa trajectoire dans un SNMH lui-même sans cesse en mutation — trajectoire ascendante, ou déclinante ?

Car une économie nationale dominée n'est jamais vouée à rester dominée. Et n'est jamais seulement dominée. Elle est aussi la base de reproduction d'une formation sociale nationale. Elle est un lieu d'action privilégié pour les forces sociales du pays. Elle recèle des éléments susceptibles de jouer dans une stratégie autonome nationale mais aussi régionale et locale, plurinationale et continentale : réponse multiple, diversifiée, à plusieurs dimensions, aux actions et aux influences multiformes et diverses des acteurs économiques et financiers dominants, dans un monde de plus en plus interdépendant et complexe...

Effort pour penser la mutation en cours, ce livre est en même temps une invitation à reprendre bien des réflexions et bien des analyses <sup>1</sup>.

On part de quelques travaux précurseurs : une intuition remarquable de Rosa Luxemburg, le livre de Nicolas Boukharine sur l'économie mondiale, les analyses de François Perroux (chapitre 1).

Puis on s'attaque à la reconstruction conceptuelle du « national », clé, à nos yeux, de toute analyse de l'économie nationale bien sûr, mais aussi de l'inter- et du multinational et du mondial. Ce qui passe par la prise en compte de la « formation sociale nationale » (chapitre 2).

Avec la prise en compte *des* systèmes économiques, et d'abord évidemment du capitalisme, et avec le concept de « formation sociale nationale », on dispose des moyens de construire l'hypothèse clé de ce livre : celle du « système national/mondial hiérarchisé », puisque celui-ci est constitué,

---

<sup>1</sup> Au-delà des lectures qui l'ont nourri, ce livre doit beaucoup au travail de réflexion collective qui s'est développé dans mon séminaire de recherche de DEA ; il doit aussi aux discussions que nous avons eues dans divers séminaires et colloques (séminaire de la MSH, séminaire du GEMDEV, mini-colloque de Binghamton, colloque annuel sur l'économie mondiale...) et notamment avec Michel Aglietta, Samir Amin, Robert Boyer, Michel Fouquin, André Gunder Frank, Sean Gervasi, Alain Lipietz, Bernadette Madeuf, Charles Albert Michalet, Jorge Niosi, Immanuel Wallerstein... Que tous, étudiants et chercheurs, collègues et amis, veuillent bien accepter l'expression de ma gratitude.

structuré principalement à partir des formations sociales capitalistes (nationales évidemment) dominantes (chapitre 3).

On est alors amené à reprendre l'analyse du national, puisqu'il se concrétise de manière très profondément différente dans les « formations sociales nationales dominantes » (chapitre 4) et dans les « formations sociales nationales dominées » (chapitre 5). Ce qui nous conduit, dans la conclusion, à ébaucher de nouvelles lectures de quelques questions clés de la période.

## 1.

# **Pour une analyse réunifiée du national, de l'inter- et du multinational, et du mondial**

[Retour à la table](#)

**L**e discours des économistes sur la réalité est depuis plus d'un siècle coupé en deux : d'un côté, un ensemble de textes, de travaux et d'analyses portant principalement sur l'économie nationale ; de l'autre, des travaux, des analyses, des théories portant sur les relations économiques internationales. Cette vision dichotomique de la réalité économique — avec une face « nationale » et une face « internationale » — a constitué une « approximation suffisante » de la réalité jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais son insuffisance face aux profondes mutations des dernières décennies a entraîné le surgissement ou le développement des nouvelles approches : travaux sur le multi- et le transnational, sur l'économie mondiale (Nord/Sud, centre/périphérie), sur l'économie-monde...

Cette vision éclatée n'empêche certes pas la multiplication d'études sur des phénomènes particuliers, des aspects de la réalité économique, laquelle est à plusieurs dimensions, recouvre différents niveaux, imbriqués et enchevêtrés. Mais elle interdit d'avoir une vue d'ensemble ; par là même, à nos yeux, elle empêche d'avoir une vision exacte des phénomènes particuliers.

Certains auteurs s'enferment dans un champ, dans une approche : et tels des observateurs qui restent l'œil rivé sur une longue-vue, ils ne voient plus qu'un seul aspect, une seule dimension du paysage, allant parfois même jusqu'à nier son existence...

D'autres vagabondent d'un champ à l'autre, passant d'une approche à une autre, et en même temps — souvent sans le savoir — d'une cohérence de pensée à une autre...

Or, la compréhension de la réalité économique en cette fin de siècle passe par la recomposition d'une grille d'interprétation couvrant l'ensemble des champs évoqués, sans retomber dans une vision monodimensionnelle. Dans cette perspective, l'histoire du capitalisme [Beaud, 1981] nous a suggéré l'hypothèse suivante : *c'est sous l'influence des économies nationales dominantes que se structurent, en chaque période, et les espaces multinationaux, et les relations économiques internationales, et donc que se modèlent les contours, le contenu et les composantes de l'économie mondiale.*

En d'autres mots, c'est l'international et le multinational qui structurent le mondial. Et comme ce sont les forces économiques — groupes industriels et financiers, grandes entreprises, banques, État — des pays dominants qui impulsent le développement des relations économiques internationales et la création d'espaces multinationaux, ce sont les économies nationales dominantes qui structurent l'économie mondiale, exerçant ainsi des influences sur les autres économies nationales...

Mais, avant de développer ces points, et parce que d'autres, avant nous, ont compris l'importance d'une semblable analyse, examinons rapidement quelques démarches amorcées ou développées dans le sens où nous voulons aller.

Et d'abord une intuition fulgurante.

Nous la devons à Rosa Luxemburg. Son *Accumulation du capital* (1913) est principalement consacrée au problème de la reproduction élargie du capitalisme et des débouchés extérieurs ; elle y aborde aussi les questions, qui lui sont liées, de la concentration, du militarisme, du protectionnisme et de l'emprunt international.

Analysant les interventions du capital britannique en Égypte et du capital allemand en Turquie, elle met en scène à la fois la logique capitaliste se déployant dans une dimension internationale, et la prise en compte des réalités nationales avec deux « types » de pays : les « vieux pays capitalistes », et les « pays jeunes ». Si la plus-value réalisée « ne trouve pas d'emploi » dans les premiers, elle en trouve dans les seconds : avec les chemins de fer, les canaux, les mines, l'industrialisation, « le capital accumulé des vieux pays capitalistes trouve dans le pays jeune une nouvelle possibilité de produire et de réaliser de la plus-value, c'est-à-dire de continuer l'accumulation. Les nouveaux pays possèdent d'immenses domaines dominés par l'économie naturelle, à laquelle se substitue l'économie marchande, ou, s'il y règne une économie marchande simple, celle-ci est refoulée par le capital » [p. 94-95].

Ainsi pour l'Égypte : les emprunts internationaux y ont joué un rôle clé en permettant de financer les grands travaux (chemins de fer, canaux), la modernisation de l'agriculture (irrigation ...), l'industrialisation ; or « chaque



emprunt était l'occasion d'une opération usuraire qui rapportait aux banquiers européens un cinquième et même un tiers ou davantage de la somme prétendument prêtée. Ces bénéfiques usuraires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Égypte qui devait les livrer, et la source en était le fellah égyptien. C'est l'économie paysanne qui livrait en dernier ressort tous les éléments des grandioses entreprises capitalistes » : la terre et la main-d'œuvre, « mais aussi l'argent, par l'intermédiaire du système fiscal. Sous l'influence de l'économie capitaliste, les impôts extorqués aux petits paysans devenaient de plus en plus lourds », l'État égyptien remplissant une fonction de « collecteur d'argent au service du capital européen » [p. 101-102].

De même pour la Turquie : « Dans les plaines des vilayets de Konia, de Bagdad, de Basra, etc., le grain vient au monde comme simple produit d'usage de l'économie paysanne primitive ; immédiatement il passe en la possession du collecteur d'impôts en tant que tribut versé à l'État. C'est seulement entre les mains de ce dernier que le blé devient marchandise, puis, de marchandise, se transforme en argent, pour être versé à l'État. Cet argent n'est pas autre chose que le blé du paysan sous une forme modifiée ; il n'a pas été produit en tant que marchandise. Maintenant, comme garantie d'État, il sert à payer en partie la construction et le trafic ferroviaires, c'est-à-dire à réaliser à la fois la valeur des moyens de production qui y sont utilisés et la plus-value extorquée aux paysans et aux ouvriers asiatiques pendant la construction et la mise en service. En outre, comme les moyens de production utilisés à la construction du chemin de fer sont fabriqués en Allemagne, le blé du paysan, transformé en argent, sert encore à réaliser la plus-value extorquée aux ouvriers allemands pendant la fabrication de ces moyens de production. En accomplissant cette fonction, l'argent passe des caisses de l'État turc dans celles de la Deutsche Bank pour y être accumulé comme plus-value capitaliste, sous forme de profits d'émission, tantièmes, dividendes et intérêts au profit des sieurs Gwinner, Siemens, de leur coadministrateurs, des actionnaires et des clients de la Deutsche Bank et de tout le système compliqué des sociétés filiales. » Ainsi s'opère ce que Rosa Luxemburg appelle le « métabolisme économique » entre la petite paysannerie d'Asie Mineure, de Syrie et de Mésopotamie et le capital allemand [p. 109].

Ce qui est tout à fait remarquable dans ces quelques pages, c'est qu'elles mettent en scène la logique fondamentale du capitalisme à la fois en l'enracinant dans le national (vieux pays capitalistes et pays neufs) et en la prenant dans sa dimension internationale (emprunts internationaux, paiement des intérêts, importations de biens manufacturés). Ce qui est également remarquable, c'est que cette vue n'est pas rabattue sur le seul capitalisme : elle prend en compte, en relation avec les activités spécifiquement capitalistes, l'État, l'impôt, l'économie marchande et « l'économie naturelle ».

Prise en compte des systèmes économiques, avec bien sûr la logique prédominante du capitalisme, mais aussi des réalités nationales (en les différenciant), et, d'une manière liée, des relations économiques et financières internationales : ces quelques pages constituent une remarquable ébauche de ce qu'il nous paraît nécessaire de faire pour rendre compte de la réalité — à la fois nationale, inter- et multinationale, et mondiale — de l'économie de notre temps.

Dans *l'Économie mondiale et l'impérialisme* (1915 -1917), Nicolas Boukharine va plus loin en mettant en place les principaux éléments et le schéma d'ensemble du tableau.

D'emblée, dès le titre de la première partie, il associe l'économie mondiale et le processus d'internationalisation du capital. Pour autant, il ne se contente pas d'une vision « mondiale » du mouvement du capital, au contraire, si « le capital s'internationalise », si « l'interpénétration des capitaux nationaux s'accroît », c'est que « les capitaux d'une sphère nationale se déversent dans une autre » [p. 33] : il n'y a pas seulement le développement du commerce international, des mouvements migratoires et de la circulation du capital sous toutes formes ; il y a aussi les trusts internationaux, consortiums bancaires internationaux, organisations capitalistes internationales qui constituent les liaisons structurantes essentielles. Mais cette économie mondiale se construit sur la base des économies nationales. Plus : le « processus d'internationalisation des intérêts capitalistes » ne peut se comprendre sans l'étude du « processus de nationalisation des espaces capitalistes » [p. 54].

Économies nationales, internationalisation du capital, économie mondiale : pour Boukharine, ces trois aspects de la réalité ne peuvent être dissociés.

Et le titre de la deuxième partie du livre associe « l'économie mondiale et le processus de nationalisation du capital » : formation et expansion des monopoles capitalistes (cartels, trusts, syndicats industriels, consortiums de banques) ; double concentration, verticale et horizontale ; pénétration du capital bancaire dans l'industrie ; développement du capital financier et du rôle de l'État... Ces différentes tendances se combinent et se renforcent mutuellement, poussant « à la transformation de toute l'économie nationale en une gigantesque entreprise combinée sous l'égide des magnats de la finance et de l'État capitaliste » [p. 67].

On peut discuter ce diagnostic. Ce qui importe, pour nous, ici, c'est que sont en place les principaux éléments d'analyse de l'économie mondiale : « le capitalisme mondial, le système de production mondial » revêtent désormais, pour Boukharine, l'aspect suivant : « quelques grands corps économiques organisés et cohérents (grandes puissances civilisées) et une périphérie de pays retardataires vivant sous un régime agraire ou semi-agraire » [p. 67]. Et

« chacune de ces économies nationales est intégrée dans le système de l'économie mondiale » [p. 8], dans le cadre d'une division sociale du travail développée à l'échelle mondiale.

Sur cette base, Boukharine dispose des moyens d'analyse qui lui permettent de rejeter les thèses d'un « super-impérialisme » qui fusionnerait les différents impérialismes nationaux. Car, si l'on observe bien de puissantes tendances à l'internationalisation et à la constitution d'un système mondial, celles-ci se développent sur la base du renforcement des « grands corps nationaux », avec le rôle accru de l'État, le protectionnisme, « la politique de conquête, de pression directe de la force militaire, d'annexion impérialiste » [p. 74] et, finalement, l'affrontement des nations, « la lutte des États nationaux » [p.7], la guerre.

Le schéma d'ensemble et les éléments essentiels de la construction analytique sont en place : une construction d'une grande richesse potentielle et d'une étonnante actualité.

Mais, avec le rouleau compresseur du dogmatisme stalinien, ce sont les critères — principalement descriptifs — de définition de l'impérialisme par Lénine qui vont être retenus, dans un système de pensée dichotomique dont l'autre pan est constitué par les analyses (nationales) du CME — capitalisme monopoliste d'État. Et dans la période de renouveau des analyses marxistes, dans les années soixante/soixante-dix, cette dichotomie a, pour l'essentiel, subsisté : avec d'un côté les analyses, menées dans le cadre national, des conditions et des modèles d'accumulation, de la maturation de la crise et finalement de la question de la régulation ; et, de l'autre côté, des analyses sur l'internationalisation du capital, sur l'accumulation à l'échelle mondiale et des débats sans issue sur l'exploitation et le problème de la valeur dans un monde multinational.

Repartir de Boukharine aurait permis d'avancer plus et mieux.

Paradoxalement, c'est un non-marxiste, François Perroux, qui a pris le relais. Il ne s'agit pas ici de présenter l'ensemble de sa pensée, mais de montrer, dans le domaine qui nous concerne, la richesse des analyses qu'il a formulées dès les années cinquante, notamment dans *L'Europe sans rivage* et la *Coexistence pacifique*.

Humaniste, largement marqué par les visions chrétiennes, François Perroux dégage et met en avant, dans *L'Europe sans rivage* (1954), les notions de domination, de nation dominante, manière nouvelle de comprendre les relations internationales.

S'exerçant à travers des influences asymétriques et irréversibles, l'effet de domination joue entre ces « grands êtres » que sont les firmes et les nations ; il structure un espace différent de l'espace des frontières territoriales : « L'Europe triomphante, l'Europe référence que nous évoquons parfois avec nostalgie comme l'Europe des temps heureux, c'est l'Europe de deux économies dominantes, l'anglaise et l'allemande, et l'Europe de deux centres dominants : la place de Londres et le centre de la Ruhr » [p. 34]. On reconnaît là les deux localisations symboliques du capital financier britannique et du capital industriel allemand. Au-delà de cette photographie, il décrit le mouvement profond : « L'essentiel du développement européen réside dans le décalage et les conflits entre l'économie anglaise en possession d'état [de domination, M.B.], et l'économie allemande qui se propose comme principal compétiteur et successeur » [p. 34]. « L'espace économique du monde est alors un réseau d'échanges et de forces irradiés par les pôles économiques de la vieille Europe ; un tissu de relations compliquées et mouvantes entre ces deux pôles » [p. 34-35]. « De vastes projets dessinent d'invisibles frontières aussi vives que les frontières de la cartographie et de la politique [...]. En construisant des usines, en perçant des isthmes, en équipant des flottes et en acquérant des bases, ils changent la signification des frontières ; ils rendent les unes anodines et figuratives, les autres essentielles ou menaçantes » [p. 86] : les nations, désormais, ne peuvent plus s'enfermer en leurs territoires.

Analysant les États-Unis d'Amérique du Nord, Perroux dégage les trois éléments constitutifs d'une économie dominante :

— « *un élément de dimension* : l'inégalité de l'économie considérée à l'égard d'autres économies quant à sa participation aux offres et aux demandes pendant une période et quant à son aptitude à étendre cette participation pendant plusieurs périodes ;

— « *un élément de pouvoir de négociation* : la capacité, dans l'ordre des moyens du marché et dans celui des opérations hors marché, que possède l'économie de plier intentionnellement ses partenaires à sa stratégie économique particulière ;

— « *un élément relatif à la nature des activités exercées* l'aptitude intentionnelle ou inintentionnelle de l'économie considérée à irradier plus d'influence qu'elle n'en reçoit, parce qu'elle contrôle des activités économiques clefs, étant donné l'époque et le développement de la technique » [p. 86].

Ayant analysé plus précisément ces trois éléments dans le cas des États-Unis au début des années cinquante, Perroux conclut : « Les États-Unis, économie dominante, dans la fraction du monde qui pratique les règles de quasi-libéralisme, exercent sur les économies de leur continent et sur les économies du reste du monde plus d'influence qu'ils n'en reçoivent » [p. 95].

L'économie dominante cherche à faire accepter « la règle du jeu qui lui permet [...] de tirer tout le parti possible de ses supériorités relatives sans compromettre son avenir » [p. 96]. Elle est souvent mieux à même de répondre à des changements dans les conditions économiques (nouveau marché, nouvelle opportunité d'investissement). Les économies dominantes « suscitent le progrès en prélevant largement, comme il convient, leur bénéfice. Elles exercent des influences asymétriques qu'il serait entièrement illégitime et assez faux d'assimiler automatiquement à l'exploitation » [p. 117]. Elles doivent assumer leurs responsabilités, notamment celle de participer activement « au rééquilibrage des relations internationales et mondiales que [leur] croissance et [leur] structure ont profondément modifiées » [p. 116].

Plus loin, Perroux amorcera une étude de l'Union soviétique comme économie dominante, non pas à l'échelle mondiale, mais par rapport à l'Europe de l'Est [p. 177 *sq.*].

François Perroux poursuit et prolonge cette réflexion dans un autre livre, *La Coexistence pacifique* (1958) : à partir de l'examen des relations commerciales internationales, il distingue « pays-foyers » et « pays affiliés ». Il observe que les relations entre pays-foyers et pays affiliés s'inscrivent « dans des structures assez stables et comportant, pendant de longues périodes, des développements cumulatifs et des inégalités cumulatives au bénéfice des pays-foyers » [p. 218]. Les statistiques du *National Bureau* qu'il utilise font apparaître « hors l'orbite soviétique [...] trois foyers, mais non pas trois pays-foyers. Les États-Unis qui ont un territoire, une histoire, une volonté collective. La Grande-Bretagne qui offre les mêmes caractéristiques. Et puis « quelque chose » que l'on appelle l'Europe des Six, ou l'Europe de l'OECE, dont il est difficile d'affirmer dans le même sens qu'elle ait *un* territoire, *une* histoire, et surtout *une* volonté collective » [p. 218-219].

Puis il trace à grands traits le portrait d'un pays-foyer : fort exportateur de produits manufacturés, capable de créer des industries nouvelles d'un poids significatif par rapport aux marchés nationaux ou internationaux, doté d'un État actif, « créateur de centre d'approvisionnement et de débouchés, [...], collecteur et [...] diffuseur d'information économique », complexe d'industries « comportant toujours une dose de monopole » et coopérant avec la puissance publique, disposant de grandes places économiques et financières qui exercent une influence sur les marchés qu'elles dominent, disposant aussi de « bases extérieures », « points territoriaux qui ont une valeur de position, qui sont des espaces privilégiés pour exercer l'échange ou la puissance » [p. 226-228].

Rattachés à ces pays-foyers : les pays affiliés. Aux États-Unis : l'ensemble de l'Amérique latine (sauf l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) et le Canada, mais aussi Israël, l'Arabie Saoudite, les Philippines et le Libéria. À la Grande-

Bretagne : tous les pays de la zone sterling (en gros le Commonwealth) avec l'Iran, le Soudan et l'Éthiopie.

Entre pays-foyers et pays affiliés, des relations multiples de commerce et de spécialisation (asymétriques), d'investissement, de prix.

Mais surtout, dans ce cadre, Perroux met en scène ce qu'il appelle les croissances dépendantes [p. 234] : soit avec les effets de décisions d'une grande firme des États-Unis sur les activités d'une petite république d'Amérique centrale, soit par le biais du commerce intra-étatique entre le gouvernement américain et le gouvernement d'un petit pays. Dépendance qui peut être subie, acceptée ou combattue ; mais, écrit Perroux, « dans tous les cas, les peuples et les patries qui aspirent à la liberté tremblent en découvrant que l'État souverain est devenu, pour un grand nombre, une recette impraticable ».

Enfin, Perroux présente l'Union soviétique, comme pays-foyer au sein de l'ensemble de l'Est — où il voit également des « foyers secondaires » : Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne.

Au total, Perroux nous propose d'utiles outils :

- l'analyse en terme de domination (économies, nations dominantes) ;
- la distinction des pays-foyers, foyers secondaires et pays affiliés ;
- les intuitions concernant les croissances dépendantes et spécialisations dépendantes ;
- et plus largement la mise en place des mécanismes très variés à travers lesquels ces phénomènes se développent.

François Perroux : une pensée d'une force exceptionnelle, dans la France de l'après-Seconde Guerre mondiale. Il aura des disciples et, directement ou à travers eux, il marquera profondément la recherche économique française. Il sera suivi, plagié, pillé — sans être toujours cité. Une large part de la jeune école marxiste des années soixante et soixante-dix lui devra beaucoup, sans vraiment le reconnaître.

Car, dans l'analyse de l'économie mondiale, il a vu l'essentiel. Il a, comme Boukharine, mis en place les principaux éléments du tableau — un tableau qu'affaiblit cependant un manque essentiel : l'absence d'analyse de la logique capitaliste et du mouvement du capital dans les différents espaces (national, international et mondial), et, plus largement, la non-prise en compte des différents systèmes économiques.

Rosa Luxemburg, Nicolas Boukharine, François Perroux, grâce à eux, *les voies de l'analyse sont largement ouvertes : un système à la fois national, international et mondial ; un système hiérarchisé où joue un ensemble complexe de rapports de forces, avec des effets essentiels de puissance et de domination ; un système où s'articulent différentes logiques économiques, avec, nettement identifiée et analysée chez les deux premiers auteurs, celle du capitalisme.*

François Perroux, d'une manière implicite, Nicolas Boukharine et Rosa Luxemburg explicitement mettent en scène le capitalisme, dans sa dynamique à la fois nationale et internationale. Rosa Luxemburg prend en compte les autres modes ou formes de production, dans leurs relations avec le capitalisme, lequel tisse les relations — d'échange, de crédit — entre nations industrialisées et pays neufs.

*Car tous prennent en compte le national ; et tous, les hiérarchies entre nations ; et tous, les structurations internationales/mondiales qui sont suscitées par la dynamique des économies nationales dominantes.*

Il y a là les jalons, peut-être les fondements, d'une économie politique des nations, des relations internationales, et du monde. Une économie politique qu'on ne peut résumer en un système algébrique, en un ensemble d'équations, en une formule scientifique, ni bien sûr en un mot. Mais une économie politique dont on a absolument besoin si l'on veut saisir la réalité du monde, telle qu'elle s'est refaçonée au cours des trois dernières décennies : avec la multiplication des États-nations et donc des relations internationales et une nouvelle importance accordée à la réalité nationale ; mais avec aussi une sorte de « mondialisation » du monde, des sociétés et des nations, et encore avec le renforcement de la multinationalisation des firmes, des banques et des groupes — phénomène qui fait changer de nature une partie des relations économiques internationales, même quand leurs apparences n'ont pas changé.

Avant d'opérer cette reconstruction, il est nécessaire de s'arrêter sur le « national » : l'économie nationale, le capitalisme national... expressions utilisées couramment, mais dont le contenu a rarement été défini, et presque jamais analysé. Comme s'il s'agissait d'évidences.

Or, le trouble vient de cette constatation simple, et fondamentale : il n'y a en théorie, aucune nécessité à ce que soient associés « économie » et « nation », ou « capitalisme » et « nation ». À l'inverse, un regard sur l'histoire ou sur la réalité actuelle fait apparaître qu'il y a un lien fort, constant, récurrent entre ces réalités, de telle sorte qu'on ne peut presque jamais ne pas prendre en considération les « économies nationales » ou les « capitalismes nationaux ».

Sous l'apparente évidence, donc, une vraie question.

## 2.

### La formation sociale nationale

[Retour à la table](#)

Taux de croissance, taux d'inflation, niveaux d'équilibre ; balance commerciale, balance des paiements, taux de change ; politique économique, budgétaire et monétaire ; chômage, pouvoir d'achat, contrainte extérieure, déconnexion... Tous ces termes, ces notions, utilisés quotidiennement depuis des décennies, se réfèrent presque toujours à une « économie nationale ».

Économie-nation. La mise en relation de ces deux mots paraît toute « naturelle ». Évidence indiscutable ? Poids des réalités ? Pesanteur des habitudes de pensée ?

C'est dans le cadre des États-nations en cours de formation et d'affirmation que s'est constituée, en tant que branche autonome des sciences de la société, l'économie politique. Les mercantilistes, les classiques puis la plupart des économistes du XIX<sup>e</sup> siècle ont le souci de conseiller le prince, le gouvernement, et donc accordent une place privilégiée au cadre national.

C'est encore dans le cadre de l'économie nationale que Keynes construit sa « théorie générale », avec le souci de proposer une politique économique de plein emploi qui permette d'éviter le choc des multiples recherches de marchés extérieurs. Et la mise en place, après la guerre, des comptabilités nationales contribue à la diffusion de cette évidence : la nation est le cadre « naturel », « normal », de l'économie.

Mais il faut se méfier des évidences, et en particulier de cette « évidence » qui fonde la notion courante d'économie nationale.

Il faut s'en méfier, d'abord parce que l'évidence inverse existe : d'une certaine manière, il peut n'y avoir aucun recouvrement entre le champ de l'économie et celui de la nation. Plusieurs pans de la pensée économique peuvent se déployer sans jamais rencontrer le fait national : c'est le cas de la



théorie économique pure — théories des choix rationnels du consommateur et du producteur, des marchés, de l'équilibre général ; c'est le cas aussi de l'économie spatiale — fondée principalement sur la prise en compte des polarisations et des distances, mais c'est le cas aussi de la théorie du mode de production capitaliste, qu'il est possible de systématiser, comme Marx, et beaucoup de ses continuateurs, sans jamais faire intervenir le fait national. Symétriquement la conception de la nation, dominante depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, n'a guère — et parfois rien — à voir avec l'économie : une « communauté nationale », une population, un peuple, avec une communauté de langue et de culture, un passé commun, une volonté de vivre ensemble, en outre, les revendications nationales ont toujours porté en priorité sur le droit à disposer d'un territoire et de se constituer en État reconnu par la communauté internationale, la dimension économique restant ou négligeable ou seconde.

Donc on pourrait soutenir, face à l'évidence de « l'économie nationale », qu'au fond, il n'y a « rien à voir » entre l'économie et la nation — nation étant ici entendue au sens de « communauté nationale », de peuple-nation et non d'État-nation.

Il y a une autre raison de se méfier de « l'évidence » de l'économie nationale : c'est la confondante insuffisance des définitions qui en sont données. Le plus souvent d'ailleurs, ce n'est pas d'insuffisance qu'il faut parler, mais d'inexistence : on se borne à prendre l'économie nationale comme un fait, comme une donnée, comme une réalité qui s'offre d'elle-même, et cela même chez des auteurs soucieux par ailleurs d'une parfaite rigueur théorique. Parallèlement, dans le domaine de l'économie internationale, on traîne depuis un siècle et demi une définition contestable — à la fois simpliste et biaisée — de la nation : un espace clos de facteurs — les facteurs de production étant absolument ou relativement immobiles dans le cadre des frontières, alors que les marchandises, elles, les traversent ; sur cette base a été élaborée une construction de plus en plus sophistiquée sur l'échange international, la spécialisation et la division internationale du travail ; chacun s'accorde sur le caractère extrêmement rudimentaire et inadéquat d'une telle définition de la nation, mais, pourrait-on dire, elle « fonctionne » et chacun s'en accommode. Enfin, des mercantilistes à Keynes, des premiers conseillers des princes aux comptables nationaux, nombreux sont ceux qui se sont rabattus sur une conception territoriale de la nation : l'économie nationale, c'est finalement l'ensemble des activités repérables ou comptabilisables sur le territoire national. Pour l'essentiel, ces « définitions » ont en commun le fait qu'elles se réfèrent à un territoire : celui de l'État-nation.

Enfin, il y a une troisième raison de se méfier de la fausse évidence de l'économie nationale : c'est qu'elle coexiste, d'une manière non construite, non articulée, avec d'autres analyses. Ainsi pour les analyses de l'économie mondiale, de l'impérialisme, de l'accumulation à l'échelle mondiale, de

l'articulation centre-périphérie ou Nord-Sud : ces larges visions, plus ou moins théorisées, laissent toujours ressortir, à un moment ou un autre du discours, l'économie américaine, ou italienne, ou égyptienne, bref, des économies nationales. De même, tous ceux qui depuis une vingtaine d'années ont centré leurs analyses sur les firmes multinationales, l'internationalisation du capital, la constitution d'une économie mondiale sur la base de la formation de nouveaux espaces transnationaux sont aussi obligés de parler des économies nationales en les prenant comme une réalité « évidente » sur laquelle il n'est pas utile de pousser l'analyse. Enfin, derrière la belle intuition, développée par Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, de « l'économie-monde », on trouve, chatoyante et fascinante, la fresque colorée des cités et des principautés, des États et des nations : mais pourquoi cette « économie-monde » ne s'est-elle pas simplement déployée par le jeu de l'échange et des marchés à travers les provinces, les régions et les continents ? Pourquoi ces États-nations, dont on voit bien toute l'importance et le rôle qu'ils jouent dans le développement du capitalisme dans le monde ? Ces questions restent entières.

J'imagine, à ce stade, l'agacement de certains lecteurs : ainsi pendant deux ou trois siècles la pensée économique aurait déployé ses analyses en recourant à des définitions plates ou nulles de l'économie nationale ! Et il faudrait attendre les années quatre-vingt pour qu'on ait à se poser ce problème !

Cette objection mérite attention.

Comme, pour ma part, la pensée économique, de même que toutes autres formes de connaissance, ne vaut que par sa capacité à rendre compte de la réalité, je proposerai une double réponse.

En premier lieu, on peut considérer que les prises en compte de l'économie nationale comme un « fait d'évidence », de même que les définitions plates de cette économie nationale en référence au territoire de l'État-nation, ont pu constituer au cours des deux ou trois derniers siècles des « approximations suffisantes » ; tant que le sol, le sous-sol et les fabriques constituaient l'essentiel de la base productive ; tant que le pouvoir de décision et de direction appartenait à des familles, des couches et des classes principalement enracinées dans le pays ou en ses régions ; tant que les lenteurs des transports et des communications limitaient les mouvements des hommes et la transmission des informations et des décisions, le territoire de l'État-nation constituait une référence acceptable ; et même le postulat de la relative stabilité des facteurs de production pouvait être accepté en toute première approximation.

Mais, et cela constitue l'autre face de la réponse, la réalité économique a été profondément bouleversée depuis trois décennies : intensification des relations économiques et financières internationales ; multinationalisation des grandes firmes productrices, mais aussi des banques et organismes financiers ;

apparition et rapide développement de nouvelles marchandises immatérielles ayant à voir avec l'information, l'informatique, les télécommunications et la décision ; nouvelle logique de conception et de production de marchandises, conçues en même temps dans leur globalité, pour l'ensemble du monde, et dans leurs spécificités, pour chaque partie ou chaque pays ; et plus récemment, brusque gonflement des flux internationaux (crédits, placements, financements, spéculation...).

Face à cela, on l'a vu, le foisonnement d'une abondante littérature éclatée entre différents angles de vue : l'international, le multinational, le Nord-Sud, le mondial, avec le plus souvent des références non articulées aux économies nationales : tout simplement parce qu'on ne peut pas ne pas en parler. Symétriquement on ne peut plus traiter du national sans évoquer l'extérieur, l'international : dépendance extérieure (pour les importations ou les exportations), endettement extérieur, contrainte extérieure, choix entre la stratégie de substitution d'importations et celle de promotion des exportations, mythe de la déconnexion. Et dans les deux cas, l'insuffisante définition, l'insuffisante analyse de l'économie nationale.

*C'est dire que l'effort de reconstruction d'une représentation, et de systématisation de la définition de l'économie nationale, constitue à nos yeux une clé : elle doit permettre, dans le cadre de l'analyse d'un système, à la fois national/international/multinational et mondial, hiérarchisé, de reconstruire la cohérence conceptuelle entre des approches aujourd'hui éclatées.*

« Nation », « national » s'appliquent à deux réalités : la communauté nationale d'une part, l'État-nation de l'autre. Turgot avait bien fait la distinction — même si ses définitions lapidaires seraient à compléter : d'un côté, « un assemblage d'hommes qui parlent une même langue maternelle » ; de l'autre, « un assemblage d'hommes réunis sous un seul gouvernement » [*Textes choisis*, Dalloz, 1947, p. 267]. Samir Amin applique au premier le nom d'ethnie et réserve au second le nom de nation [Amin, 1979, p. 30]. Nous préférons, pour notre part, parler de « peuple-nation » et « d'État-nation ».

Bien sur, le second n'est pas sans rapport avec le premier. Nombre d'États-nations se sont constitués autour d'un « peuple-nation », ou ont forgé, en se constituant, l'unité d'un « peuple-nation ». Nombre de « peuples-nations » ont aspiré ou aspirent à se constituer en « États-nations », avec un territoire, un État, et la reconnaissance des autres « États-nations » : c'était là un aspect essentiel de la « question nationale » au XIX<sup>e</sup> siècle, et cela le demeure encore (Palestiniens, Arméniens, Basques, etc.).

Et pourtant ce rapport n'est jamais simple. Beaucoup de « peuples-nations » sont partagés entre deux « États-nations » (Allemands, Coréens, par exemple). Et beaucoup d'« États-nations » sont « plurinationaux », c'est-à-dire regroupent

des populations appartenant à plusieurs « peuples-nations » (Suisse, Belgique, Canada, etc.) même s'ils finissent par constituer une nouvelle communauté nationale... plurinationale. Enfin, certaines conceptions larges de la nation (la nation arabe) peuvent coexister avec la conception étroite moderne (les nations marocaine, algérienne, égyptienne, etc.).

Quand on parle, depuis les mercantilistes, de l'économie nationale, c'est toujours de l'économie de l'État-nation. Jean Bodin : « L'abondance d'or et d'argent est la richesse d'un pays » [cité in Deyon, 1969, p. 57]. Colbert : « Il n'y a que l'abondance d'argent dans un État qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance » [cité in Deyon, 1969, p. 100]. Et de cette « économie nationale » — économie de l'État-nation —, les économistes ont, à travers courants et écoles, donné, selon l'expression de François Perroux, trois « stylisations à intentions normatives [...] : l'une présente la nation comme une terre dont la fertilité est différente des autres terres ; l'autre la figure comme un lieu où s'immobilisent les facteurs de la production ; la troisième comme un système de prix » [Perroux, 1954, p. 297-298]. Stylisations dont l'extrême simplisme éclate aux yeux, mais grâce auxquelles des générations d'économistes ont pu développer exercices d'école et constructions théoriques. Et qu'importe l'inadéquation au réel ? Les économistes ont toujours une définition empirique pour se rattraper : l'économie nationale, c'est l'ensemble des activités implantées sur le territoire de l'État-nation.

On retrouve là l'évidence empirique que, pour l'essentiel, les comptabilités nationales mesurent en tableaux — détaillés ou agrégés, intersectoriels, par agents, régionaux — dont la rigoureuse cohérence dissuade de s'interroger sur la réalité de l'objet qu'ils décrivent. Comment douter de la réalité d'une économie nationale dont on a, si l'on ose dire, en long en large et en travers, toutes les mesures ?

Et pourtant, dès le début de l'après-guerre, l'internationalisation, la multinationalisation, la mondialisation bouleversent la réalité même de l'économie nationale. François Perroux est un des premiers à en prendre conscience : avec la polarisation des activités, les influences asymétriques, l'effet de domination, « les nations sont ailleurs qu'entre leurs frontières nationales [...]. Les nations, l'Europe ont des limites économiques tout à fait irréductibles, respectivement aux frontières nationales et aux frontières européennes » [Perroux, 1954, p. 369]. Dès lors, le concept de « l'économie nationale est remis en question » et, avec lui est également remise en question l'idée « d'une séparation simple » entre « ce qui est intérieur » et « ce qui est extérieur » [Perroux, 1958, p. 196]. Admirable sûreté de diagnostic : dès les années cinquante ! Et malgré quelques disciples, la pensée économique française, au lieu de s'engager dans ces pistes audacieusement ouvertes, va s'enfermer dans un académisme plat, partagée entre l'empirisme, le démarcage

mou de la pensée anglo-saxonne et un foisonnement de recherches et de débats théoriciens.

Et pourtant, François Perroux avait amorcé le travail de reconstruction, notamment en proposant une nouvelle vision de la nation : « groupe de groupes orientés et arbitrés par un État qui use de la contrainte légitimée et organisée » [Perroux, 1954, p. 301] ; « groupe de groupes orientés, coordonnés et arbitrés par l'État qui exerce le monopole de la contrainte publique » [Perroux, 1960, p. 161-162]. Soucieux d'intégrer les analyses économiques de la période, Perroux précise que la structure de ces groupes, leurs relations — entre eux et avec l'arbitre — déterminent les propensions (à travailler, innover, consommer, épargner, investir), et donc les conditions dans lesquelles s'établissent les coûts comparés, les termes et les gains de l'échange, les corrections de déséquilibres et la balance des paiements. Bref, la nation est aussi « une combinaison de pôles de croissance [...], une combinaison de centres qui suscitent et propagent des productivités croissantes ou coûts décroissants » [Perroux, 1960, p. 162] : dès lors, l'espace économique déborde et disloque l'espace territorial de la nation.

Si Perroux n'a pas — ou pas assez — été entendu, c'est en partie parce que sa vision était trop large, trop vaste, trop ambitieuse. Mais c'est en partie aussi parce qu'elle était déchirée entre, d'une part, de fulgurantes intuitions sur le réel et son mouvement, et, d'autre part, l'aveuglant enfermement dans un syncrétisme à la fois théorisant et généralisateur qui a constitué le fonds commun de la « science économique » de l'après-guerre. Or, entre les deux, il y a, à nos yeux, un passage obligé, la prise en compte des systèmes économiques, de leurs dynamiques propres et du mouvement historique dans lequel ils se mettent en place, se développent, entrent en relation et interagissent, subissent crises et mutations...

Chemin faisant, nous avons réuni des *éléments de réponse* à notre question de départ : l'économie nationale est celle de l'*État-nation*. Elle se réfère donc à un *territoire*, mais sans s'y réduire ; à une *population*, qui produit, consomme, épargne, investit ; à des *groupes*, à des *entreprises*, des *banques*, des *ensembles financiers* ; le tout sous la tutelle, la direction politique d'un *État*.

Pour aller plus loin, il faut prendre en compte les logiques économiques, les systèmes économiques : la logique et le système capitalistes évidemment, mais les autres aussi : petite production marchande, production domestique, système tributaire et système étatiste.

Essayons d'avancer un peu plus.

Tout groupe humain, toute « formation sociale » n'existe, pour lui-même et pour les autres, que s'il perdure. Et il ne perdure que s'il s'organise, se structure

de manière à assurer sa reproduction — à la fois biologique, économique, sociale, culturelle... [Voir, entre autres, Barel, 1973, p. 478.] Depuis que Marx a utilisé l'expression *Gesellschafts Formation* — formation sociale, formation de la/et en société — puis *ökonomische Gesellschaftsformation* —, formule que biaise toute traduction en français [Sereni, 1971, p. 16 s.], une abondante littérature a été produite sur base et superstructures, rapport entre les instances (économique, politique, idéologique), modes de production et formations sociales... Fausses fenêtres, chausse-trapes et impasses abondent en la matière. En l'absence d'une théorie générale de l'homme et des sociétés, on voit bien le danger qu'il y a à ne s'intéresser qu'à un champ particulier ; mais on sait bien aussi que travailler sur des champs particuliers peut permettre de contribuer à la construction d'une telle théorie. S'agissant de la dimension économique de la reproduction d'une formation sociale, elle s'articule essentiellement autour des processus de production et de répartition des biens et services (individualisables ou non) nécessaires à la vie à la fois des éléments (individus, familles, autres groupes) constitutifs de la formation sociale *et* de la formation sociale prise dans son ensemble ; elle s'organise sur la base de plusieurs formes ou modes de production, avec, dans presque tous les cas, prédominance de l'un sur les autres [Barel, 1973, p. 314].

Or — et ceci constitue un fait qui s'impose à nous — depuis quelques siècles, s'est imposée comme formation sociale prédominante la « formation sociale nationale », sous la figure bien connue de l'État-nation. Et comme toute autre, la formation sociale nationale s'organise, se structure, avec le rôle et l'action spécifiques de son État, de manière à assurer sa reproduction — à la fois biologique, économique, sociale, culturelle. Et « *l'économie nationale* » est l'ensemble des activités articulées autour des processus de production et de répartition et qui permettent la « reproduction économique » de la formation sociale nationale.

Car — et c'est encore un fait qui s'impose à nous — il n'y a pas *une* attitude économique générale pure, par exemple fondée sur des choix parfaitement abstraits et parfaitement rationnels tels que peut les conceptualiser l'économie « pure ». Même si l'on peut s'accorder sur l'idée que tout homme — producteur ou consommateur — veut en gros maximiser un avantage ou minimiser un inconvénient, nul ne vit, n'agit, ne décide à ce degré d'abstraction et de généralité. Ces choix s'opèrent dans des contextes sociaux que l'on peut modéliser en termes de « systèmes économiques », chaque système économique trouvant sa cohérence dans une logique économique dominante :

- le « système domestique », avec le travail des membres du groupe directement mis en œuvre pour répondre à ses besoins propres ;
- le « système tributaire », avec la production, au-delà de ce qui est nécessaire à la reproduction des producteurs, d'un surplus dont les

modes de prélèvement et d'affectation ont en général peu à voir avec l'économie [voir Amin, 1979] ;

- le « système marchand simple », avec la production de marchandises, de biens destinés à être vendus, pour permettre la reproduction, et si possible l'enrichissement, des producteurs et des marchands ;
- le « système capitaliste », où, par-delà la reproduction des travailleurs à travers le salariat, est recherchée la production d'un surplus, d'une plus-value qui, avec l'accumulation, permet la reproduction élargie du système ;
- le « système étatiste », où, par-delà la reproduction des populations à travers le statariat, sont recherchés la concentration et la centralisation du pouvoir et l'élargissement de son champ.

L'économie en général ne peut être pensée qu'en relation avec ces systèmes économiques. En dehors d'eux, elle n'est qu'une bulle vide. Marx et la plupart des économistes du XIX<sup>e</sup> siècle l'avaient bien vu, et encore nombre d'économistes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Mais la « science économique » contemporaine dédaigne superbement cette vision. Et les économistes marxistes la trahissent et la vident de son contenu quand ils se rabattent sur la seule étude de l'économie capitaliste. Car — et là encore c'est un fait qui s'impose à nous — aucune formation sociale nationale n'assure sa reproduction économique sur la base d'un seul système ; toutes le font sur la base de plusieurs systèmes, combinés, articulés, presque toujours sous la dominance ou du capitalisme ou de l'étatisme. Or, chaque système étant caractérisé par une logique spécifique, et donc une rationalité propre, ce sont plusieurs rationalités qui se trouvent à l'œuvre dans une « économie nationale ».

À l'économie nationale s'applique très largement ce que Nicos Poulantzas disait de la formation sociale : elle « comporte plusieurs modes — mais aussi formes — de production dans une *articulation spécifique* [... avec] dominance d'un mode de production, dominance qui produit des effets complexes de *dissolution-conversation* sur les autres modes et formes de production [...] » [Poulantzas, 1974, p. 25]. Ainsi une économie capitaliste ne sera jamais réduite au capitalisme : elle sera une articulation spécifique de modes et de formes de production (domestique, tributaire, marchande simple, capitaliste, étatiste), sous dominance du système capitaliste. De même, une économie étatiste : une articulation spécifique, sous dominance du système étatiste.

Avec ce problème particulier, pour le capitalisme, que s'il a eu besoin du marché national, de l'État national, de la cohésion de la formation sociale nationale, pour se développer — constituant ainsi un « capitalisme national »

—, il ne peut, une fois développé, compte tenu de sa logique propre d'accumulation et de reproduction élargie, rester enfermé entre ses propres frontières.

Ainsi, nous pouvons définir une *économie nationale* comme *l'articulation spécifique de systèmes économiques sur la base de laquelle se reproduit une formation sociale nationale constituée autour et sous la direction d'un État.*

Il y a encore un fait qui s'impose à nous : c'est dans la même période, peut-être dans le même mouvement, que se constituent les États-nations, s'affirme le capitalisme, se met en place l'État moderne. Simple simultanéité ? C'est peu probable.

Et pourtant, dans l'abstraction des systématisations théoriques, il est possible de reconstruire le mouvement d'ensemble du système capitaliste, sans la moindre nécessité d'introduire ni l'État-nation, ni l'État. Symétriquement, de nombreux auteurs peuvent parler de l'État moderne sans le moindre besoin de se référer au capitalisme.

Peut-on comme le font certains auteurs prétendre que c'est le capitalisme naissant qui suscite la formation et l'affirmation des États modernes ? Mais comment expliquer que des capitalismes à peine embryonnaires aient pu s'assurer le soutien à la fois cohérent et finalisé de « leurs » États nationaux ? On peut simplement constater que des marchands et fabricants, dans différents pays d'Europe occidentale, ont su trouver l'appui de « leur » État national pour structurer l'espace national (routes, canaux, ports), pour créer la monnaie et la législation nationales, bref pour créer le marché national et aussi pour appuyer marchands et fabricants face aux artisans ruinés, aux travailleurs exaspérés, mais aussi aux concurrents étrangers. Ainsi, le capitalisme naissant, le capitalisme jeune, a trouvé dans le cadre de l'État-nation, dans le cadre national, un espace et une base favorables à ses premiers développements. Ainsi ce sont sur des bases nationales que s'est formé, affirmé, développé le capitalisme, et cela dans une relation de concurrence/connivence avec l'État.

Le plus probable — mais il s'agit d'une hypothèse que des travaux historiques devraient chercher à vérifier — est que, sur la base d'un double socle — marchand et tributaire —, les deux logiques — capitaliste et étatiste — se sont développées de concert à partir du XV<sup>e</sup> siècle ; qu'elles se sont parfois opposées mais le plus souvent appuyées l'une sur l'autre en se combinant (le prince renforçant sa puissance en bénéficiant d'une partie des richesses produites par les marchands et fabricants, et ceux-ci bénéficiant du soutien, de l'appui, de l'action de l'État) ; et cette alliance de fait s'est réalisée dans le cadre d'espaces territoriaux adaptés aux capacités techniques (de transport, de communication et de production) de l'époque : les Pays-Bas, le royaume d'Angleterre, le royaume de France.



Ainsi ces États-nations sont les creusets où se sont développés, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, des systèmes mixtes d'étatisme et de capitalisme. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle vont s'affirmer, toujours avec l'appui de l'État, de grands capitalismes nationaux : en Grande-Bretagne, puis en Allemagne et aux États-Unis, plus tard au Japon. Et à partir du XX<sup>e</sup> siècle, là où le capitalisme n'aura pu se développer, c'est souvent l'étatisme qui le fera à sa place : ainsi, notamment, en Union soviétique et en Chine [voir Beaud, 1982, nouvelle éd. 1985, chap. 7 et 11].

Dans cette formation liée des premiers États-nations modernes et des premiers capitalismes nationaux, l'État a joué un rôle décisif. Un État qui a su « patiemment tisser une société fortement intégrée et cohésive : la nation » [Morin, 1980, p. 248]. Un État sous l'action de qui se modifient les éléments constitutifs de la nation (unité économique, territoire, tradition) et donc « l'organisation matérielle de l'espace et du temps. La nation moderne tend à coïncider avec l'État en ce sens que l'État s'incorpore la nation, et la nation prend corps avec les appareils d'État : elle devient l'ancrage de son pouvoir dans la société, elle en dessine les contours. L'État capitaliste fonctionne à la nation » [Poulantzas, 1978, p. 109].

Mais l'État n'est pas seulement indispensable à la structuration des formations sociales nationales capitalistes : il est évidemment au cœur des formations sociales nationales étatistes ; et parce qu'il est un agent essentiel du contrôle, de la régulation et parfois de l'organisation de la reproduction sociale, l'État est la clé de voûte de toutes les formations sociales nationales.

En même temps, ces formations sociales nationales existent aussi dans leurs relations — amicales ou hostiles — de coopération ou de confrontation : le « concert des nations ». Et l'État est en quelque sorte l'expression première, le porte-parole, le représentant de chaque formation sociale nationale : pour beaucoup d'aspects essentiels, les relations internationales sont des relations inter-États.

Mais, par ailleurs, le développement des activités capitalistes, en débordant les frontières des territoires premiers, tisse un réseau de relations économiques, monétaires, financières internationales qui structurent le système de l'économie mondiale. Ces points devront être explicités. Mais avant d'en venir là, tentons de récapituler, et si possible de progresser et de préciser.

Une « formation sociale » est une totalité structurée (ce qui implique évidemment une population et un espace territorial) organisée d'une manière qui assure la cohérence de sa reproduction : cohérence ne signifie ni unité, ni homogénéité. D'une part, cette reproduction est à plusieurs dimensions, à la fois naturelle et sociale, biologique, économique, culturelle, institutionnelle, et nul n'a encore réussi à en produire la théorie générale. D'autre part, si l'on s'en

tient à la seule dimension économique de la reproduction, elle s'effectue sur la base de plusieurs systèmes économiques, avec presque toujours prédominance de l'un sur les autres.

La « formation sociale nationale » est la forme prédominante des formations sociales aujourd'hui : totalité sociale structurée, avec un territoire nettement délimité par des frontières et une population assez précisément définie ; mais surtout avec une cohérence de reproduction, résultant d'une articulation spécifique des différents systèmes économiques et de la « supervision » de l'ensemble par le pouvoir d'État.

L'« économie nationale » est donc l'articulation spécifique des systèmes économiques sur la base de laquelle se reproduit une formation sociale nationale, constituée autour et sous la direction d'un État. Or, depuis quelques siècles, le capitalisme s'est développé dans un nombre croissant de formations sociales nationales, et il est aujourd'hui prédominant à l'échelle mondiale. Avec le capitalisme, une contradiction majeure s'est installée au cœur des « économies nationales ».

En effet, l'économie domestique tend à rester centrée sur le groupe familial et à ne pas déborder de son espace ; l'économie tributaire n'a pas de ressort propre qui la pousse à déborder de l'espace contrôlé par le pouvoir qui la domine ; il en est probablement de même — sous réserve d'un approfondissement qui reste à faire de son analyse — du système étatiste ; quant à l'économie marchande simple, elle a pu aussi bien s'établir sur des axes reliant des zones éloignées que dans des espaces restreints, mais elle reste d'une dynamique modérée. Au contraire, le capitalisme implique profit, accumulation, reproduction élargie, donc champs plus larges de production et d'exploitation, donc recherche constante de marchés élargis ou nouveaux.

Et là réside la contradiction : *une économie nationale capitaliste est à la fois la base de la reproduction économique de « sa » formation sociale et la base d'une dynamique capitaliste qui souvent très tôt (parfois dès le début) déborde les frontières nationales ; et en tout cas va avoir besoin de se déployer plus ou moins fortement, plus ou moins agressivement, en dehors de ces frontières.*

Et finalement les principaux capitalismes nationaux vont à la fois être l'élément essentiel de la reproduction de « leurs » formations sociales nationales *et* les foyers à partir desquels vont se développer des relations internationales et multinationales structurant l'économie de notre planète en un système national/mondial hiérarchisé.

Et le fait que ce système est aujourd'hui constitué va changer en profondeur la nature, le contenu des « économies nationales » : les implications n'étant pas

les mêmes pour les formations sociales nationales dominantes et pour la gamme, multiple, des autres.

Ainsi l'économie nationale est la base économique, articulation spécifique de systèmes économiques, qui permet la reproduction d'une formation sociale nationale, d'un État-nation.

Cette définition, qui n'a en soi rien de très original, permet pourtant d'éclaircir bien des questions.

D'abord, elle permet d'avancer plus vite dans l'analyse de classes de la formation sociale : en effet, dès lors qu'on a repéré les systèmes économiques, on peut plus rapidement analyser les classes en présence, les conflits, les alliances ; les oppositions, mais aussi les solidarités. Car si les conflits vont jusqu'à bloquer durablement l'activité économique nationale, c'est la reproduction même de la société qui est en jeu. Et si les concurrences étrangères, voire les agressions, sont trop dangereuses, c'est non seulement les classes dirigeantes, mais toutes les classes — et souvent d'abord les plus démunies — qui seront atteintes.

Donc l'économie nationale à la fois fonde les conflits et oppositions de classes *et* les solidarités et unions nationales. L'État étant à la fois un lieu où s'expriment les rapports de forces, se mettent en place des rapports de domination, mais aussi se négocient des compromis.

Ensuite, cette définition de l'économie nationale permet de mieux voir ce qui a changé vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Jusqu'aux années cinquante, les marchandises étaient surtout matérielles ; elles étaient souvent lourdes et encombrantes — sauf quelques produits de luxe ; les moyens de transport étaient limités, et encore plus les moyens de télécommunication. Pour l'essentiel, les biens nécessaires à la reproduction de la formation sociale nationale étaient (sauf pour de petites nations marchandes) produits par l'économie nationale : le commerce extérieur demeurait second.

Depuis les années soixante, les marchandises matérielles ont été de plus en plus élaborées, et les moyens de transport se sont formidablement améliorés ; de nouvelles marchandises, immatérielles, jouent un rôle de plus en plus important ; les progrès des télécommunications entraînent des mutations radicales dans les transmissions des informations, en ouvrant de nouvelles possibilités en matière de communication, d'organisation, de gestion monétaire et de spéculation à l'échelle du monde. Et les économies nationales sont de plus en plus profondément concernées par ces phénomènes d'internationalisation.

Jadis, une économie nationale principalement enracinée en son territoire (agriculture, mines, usines) ; aujourd'hui, une économie nationale de plus en plus imbriquée dans un ensemble international et multinational. L'une et l'autre devant toujours assurer la reproduction de « sa » formation sociale nationale.

Enfin, cette définition de l'économie nationale ouvre la voie à la compréhension de ce qui distingue fondamentalement l'économie nationale dominante et l'économie nationale dominée.

*L'économie nationale dominante, tout entière consacrée à sa propre autoreproduction et à la reproduction de « sa » formation sociale, se déploie hors de ses frontières pour y trouver d'autres ressources et d'autres richesses.*

*Au contraire, l'économie nationale dominée, influencée, d'une certaine manière, structurée de l'extérieur, soumise à des relations inégales, ne peut qu'en partie seulement se consacrer à la reproduction de « sa » formation sociale nationale et à sa propre autoreproduction.*

*L'économie nationale dominante se déploie bien au-delà de ses frontières en une économie nationale/mondiale, tandis que l'économie nationale dominée est pénétrée de l'extérieur et amputée d'une partie de ses ressources.*

Quels que soient les postulats scientistes ou les principes des déclarations, pour les nations comme pour les individus, il n'y a pas d'égalité fondatrice : ni de ressources, ni de faits, ni de chances.

3

## Le système national/mondial hiérarchisé (SNMH)

[Retour à la table](#)

Ce ne fut le résultat ni d'une nécessité logique ni d'une exigence théorique. Ce fut une de ces réalités décisives que l'histoire porte avec elle, une de ces réalités qu'un tic de vocabulaire, en ces années quatre-vingt, conduit à qualifier d'« incontournable » : c'est dans le cadre national que le capitalisme a trouvé les ressources, les facteurs, les débouchés, les appuis, bref les éléments d'impulsion de son premier développement, et de sa première mutation d'un capitalisme marchand/manufacturier au capitalisme industriel. C'est sur des bases nationales, dans le cadre d'États-nations, en bénéficiant des soutiens particuliers d'États nationaux, que s'est formé, affirmé, développé le capitalisme entre le XVI<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle. Et l'histoire du capitalisme passe nécessairement par l'histoire des capitalismes nationaux : hollandais, anglais, puis britannique, français, allemand, américain, japonais... Certes, dès le début, les deux dimensions — inter- et multinationales — sont aussi présentes et avec elles, en pointillé, la dimension mondiale [Beaud, 1981 ; et, bien sûr, Braudel, 1979 ; Wallerstein, 1980 A et 1985 A].

Mais le point clé, c'est que *le capitalisme a trouvé dans le cadre national le terrain favorable à sa formation et à son développement* : il y a une relation particulière, privilégiée, entre capitalisme et États-nations, entre les capitalismes nationaux et « leurs » États nationaux, entre la constitution d'États (nationaux) modernes à partir du XVI<sup>e</sup> siècle et le développement (national) du capitalisme.

Ce ne sont ni les cités marchandes — si actives et prospères qu'elles aient été — ni les empires qui ont été porteurs du développement du capitalisme moderne. Ce sont les États-nations — auxquels renvoie, dans l'usage que nous en faisons, l'adjectif « national ».

Certains théoriciens l'ignorent ou veulent l'ignorer. D'autres le nient. D'autres, à l'intelligence schizophrène, le prennent en compte dans leurs

travaux empiriques/historiques pour le rejeter en leurs constructions théoriques/économistes.

Actuellement, les relations internationales — c'est-à-dire celles qui s'établissent entre des acteurs (entreprises, banques, organismes financiers, États...) situés dans des territoires nationaux différents — se sont développées d'une manière foisonnante. Mais aussi, les activités multi- ou transnationales — c'est-à-dire celles d'acteurs (entreprises, banques, organismes financiers...) qui mettent en place, organisent, dirigent leurs activités d'une manière coordonnée sur plusieurs territoires nationaux. Et le développement de cette multinationalisation doit nous obliger à distinguer, au sein des relations internationales, celles qui s'établissent entre des agents économiques distincts et nettement autonomes l'un par rapport à l'autre, et celles qui se situent, à l'intérieur d'un espace multi- ou transnational, sous le pouvoir d'un même centre de décision.

Enfin, l'intensification des relations internationales et les progrès de la multinationalisation conduisent à une « mondialisation » des sociétés, des nations et du monde, avec à la fois l'accroissement des interdépendances et la tendance à la mise en place d'un système de référence planétaire, pour la production ou la consommation, les prix, les techniques, l'information, la culture, le mode de vie et de pensée, sans parler de l'équilibre écologique, la guerre et la paix.

Ce mouvement — en germe dès la formation du capitalisme, avec notamment le commerce lointain et le système des compagnies à privilèges — s'est nettement précisé dès la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, ce dont rendent compte en partie les analyses de Rosa Luxemburg et de Nicolas Boukharine évoquées dans le chapitre premier. Il s'est accentué après la Seconde Guerre mondiale, et François Perroux en a dégagé quelques lignes de force. Mais surtout il s'est formidablement accéléré depuis trente ans, ce dont témoigne le très riche foisonnement d'études sur les trois champs : de l'économie internationale, du phénomène multinational et de l'économie mondiale.

*Mais ce triple mouvement, d'internationalisation, de multinationalisation et de mondialisation, ne gomme en rien les réalités nationales. Au contraire, des économies nationales irriguent ce triple mouvement, et, en même temps, celui-ci transforme, malaxe, déstructure/restructure les économies nationales. Si le capitalisme a aujourd'hui des dimensions internationale, multinationale, mondiale, que chacun peut constater, il n'en a pas perdu pour autant sa dimension nationale ; car il a conservé en ses espaces nationaux des bases spécifiques, essentielles, de fonctionnement — bases de plus en plus diversifiées, compte tenu de l'histoire des pays et de leurs places dans le système mondial.*

La logique tributaire pouvait s'enfermer en un domaine, en un royaume ou en un empire : production, au-delà du nécessaire de vie pour les producteurs, de biens, de services, de richesses pour le seigneur ou pour le maître, pour le chef, l'aristocratie, les princes ou les prêtres. Cela n'excluait pas l'échange : échanges à l'intérieur, mais aussi avec l'extérieur. Mais celui-ci restait secondaire, avec principalement la fonction de permettre, par la vente de biens produits, l'acquisition d'autres biens.

La logique marchande pouvait, surtout en des périodes de transports lents et précaires, se focaliser en des espaces restreints : une cité et son arrière-pays, une région, des zones reliées par un axe naturel de circulation. Elle pouvait aussi pour des marchandises de poids et de volume limités, mais de valeur, s'organiser en échanges lointains, comme ce fut le cas pour le sel et les épices, l'or et les matières précieuses, certains tissus... Mais, par rapport à la masse de la production globale, ces échanges demeuraient modestes.

Avec le capitalisme, tout bascule : productions tributaires et productions marchandes simples, en leurs différentes formes, reculent ; nombre d'anciens producteurs indépendants, prolétarisés, viennent nourrir les rangs du salariat ; avec le salariat, l'achat de marchandises devient la forme dominante de l'accès aux biens nécessaires. La marchandise devient la forme dominante des biens. Marchandise capitaliste porteuse de plus-value : accumulation, développement des capacités productives, recherche, conquête de nouveaux marchés, de marchés « extérieurs ».

Marchés extérieurs à la sphère capitaliste ? Marchés extérieurs à l'économie nationale ? D'Adam Smith à Say et Ricardo, de Sismondi à Malthus, de Marx à Henri Denis et A. Emmanuel (en passant par Tougan-Baranowsky, Lénine, Rosa Luxemburg), on connaît les débats. Mais dès lors que la dimension nationale est inhérente à la formation du capitalisme, les deux mouvements se combinent en se complétant : recherche de débouchés extérieurs à la sphère capitaliste dans l'espace national et recherche de débouchés (hors de ou dans la sphère capitaliste) extérieurs à l'économie nationale. Ce qui rend nombre de débats bien désuets.

Notre hypothèse tient en une phrase : *c'est à partir de ses bases nationales que le capitalisme a construit ses dimensions internationale, multinationale et mondiale*. Cette hypothèse s'applique à ce qui est observable sur les cinq siècles qui vont du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, sans préjuger de ce qui pourra se passer dans les prochains siècles.

*Et si le capitalisme constitue bien au fil des siècles un système mondial, ce système est, en fait, national/international/multinational/mondial* : pour alléger, nous dirons qu'il est « national/ mondial ».

Mais aussitôt notre hypothèse doit être précisée : si c'est bien à partir de ses bases nationales que le capitalisme a construit ses dimensions internationale, multinationale et mondiale, cette structure constituée, ce « système national/mondial » pèse sur les économies en cours de formation ou de modernisation après avoir trouvé tout à la fois des ressources, des richesses, de la main-d'œuvre et des débouchés dans la plupart des pays, des régions, des continents de la planète. Cela implique qu'on ne peut prendre toutes les formations sociales nationales, tous les États-nations de la même manière : il y a ceux où se constitue et d'où se déploie le capitalisme ; et il y a ceux où il déploie, à partir des bases nationales prédominantes, son commerce ou ses activités. *Le système est donc hiérarchisé.*

Nous dirons donc que le capitalisme, formé et développé sur des bases nationales, s'est développé à l'échelle du monde à travers la constitution d'un « système *national/mondial hiérarchisé* » (SNMH) ; que ce système, loin d'être formé une fois pour toutes, loin d'être inerte, se transforme, s'adapte sous l'effet de la compétition économique et financière, et des multiples rapports de forces économiques, sociaux et nationaux ; et que, dans ce système, il n'y a ni égalité, ni équivalence entre les nations : au contraire, il y a des nations dominantes et des nations dominées, des nations qui contribuent à la structuration du système (à travers leurs échanges, leurs capitaux, les stratégies de leurs firmes et de leurs banques, leurs crédits et plus largement leur prééminence technologique, informationnelle, monétaire...) et des nations qui subissent les effets de la domination sous forme de transformations non voulues et de stratégies impossibles.

Au total, *un « système national/mondial/hiérarchisé » dont la logique dominante est celle du capitalisme, mais où jouent aussi, et sous des formes constamment renouvelées, les autres logiques économiques.*

Or, toute logique économique ne peut se développer et perdurer au sein d'une formation sociale que si elle assure la reproduction de celle-ci.

Cela est vrai évidemment pour les deux grandes logiques contemporaines : la logique capitaliste qui s'enracine dans le système marchand (petite production marchande, logique des marchés et de l'enrichissement privé) ; la logique étatiste qui s'enracine dans les systèmes tributaires (prélèvement d'un surplus à des fins non principalement économiques). L'une et l'autre assurent, avec leurs qualités et leurs défauts, leurs vertus et leurs vices, la reproduction économique des formations sociales où elles sont prédominantes.

C'est pour avoir oublié cette vérité élémentaire que la plupart des critiques du capitalisme ont débouché sur des analyses, des prévisions ou des propositions erronées. Pour n'avoir vu que les aspects négatifs du capitalisme



— l'exploitation, l'extorsion du surtravail, la logique destructrice, les propensions internes à la crise —, ils ont annoncé son effondrement et prononcé sa condamnation. Mais le capitalisme, c'est aussi des emplois créés, des marchandises produites, du pouvoir d'achat distribué, un certain niveau de consommation et d'investissement...

*Capitalisme* : marchandise, salariat, capital. *Marchandise* avec sa double dimension : valeur d'usage qui va contribuer à la reproduction économique et sociale de la société ; valeur d'échange qui va porter le surplus, la plus-value dont la réalisation permet l'accumulation, donc la reproduction élargie de l'ensemble. *Salariat* : hommes porteurs de capacités productives, qui ne peuvent mettre en œuvre seuls ces capacités et qui vont donc les mettre, contre un salaire, à la disposition d'un fabricant, d'une entreprise, d'un groupe. *Capital* : fabricant, entreprise et groupe, disposant des moyens (financiers, techniques, d'organisation) permettant de mettre au travail ces salariés pour la production de marchandises — marchandises porteuses de plus-value, plus-value ferment d'accumulation, de reproduction élargie, de progrès technologique, de compétition et de conquête...

Arrête-t-on le progrès ? En tout cas, on n'arrête pas le capitalisme. Même si lui-même bute sur ses propres blocages, sur ses déséquilibres et ses crises.

Quand à l'étatisme, il est probablement écartelé entre deux tendances contraires : l'une de s'enfermer en son espace pour s'y renforcer ; l'autre de s'élargir et de s'étendre jusqu'à la totalité de la planète.

*Étatisme* : logique de renforcement, de centralisation, de concentration du pouvoir, avec, en son ultime essentiel, la logique du *pouvoir pour le pouvoir* [voir Beaud, 1982, nouvelle édition 1985]. Mais cet « essentiel » ne peut, là encore, s'accomplir si l'ensemble du système n'assure la reproduction économique de l'ensemble de la formation sociale qu'il domine.

Si l'on accepte la schématisation, deux classes adverses et indépendantes : la statocratie et le statariat. La *statocratie* tient son pouvoir de la maîtrise de l'appareil d'État et se reproduit en assurant la pérennité de cette maîtrise ; son objectif est le pouvoir, avec bien sûr les avantages matériels, psychologiques, sociaux qui l'accompagnent ; son moyen est le pouvoir, parfois à travers l'application de la force brute, le plus souvent enrobé d'habillages idéologiques — idéologie nationale/nationaliste, sociale/socialiste, marxiste ou religieuse avec aussi différentes formes de populisme... Le statariat regroupe l'ensemble des travailleurs affectés à l'administration ou à la production d'État — avec leurs familles : ils mettent, selon des dosages convenus, leurs capacités productrices à la disposition de l'appareil d'État, celui-ci devant, en contrepartie, assurer leur subsistance, et si possible leur bien-être, de la naissance à la mort.

Aucune formation sociale ne se réduit à ce couple : statocratie/statariat — de même qu'aucune ne se réduit au couple bourgeoisie/salariat. Mais dans des formations sociales nationales de plus en plus nombreuses, ce couple prédomine aujourd'hui.

L'étatisme, comme le capitalisme, a connu ses premiers développements dans le cadre de l'État-nation en France, dès les XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, en Allemagne, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'une autre manière au Japon. Il s'est imposé, au XX<sup>e</sup> siècle, dans de grands empires plurinationaux, où le capitalisme n'avait pas, dans les siècles précédents, trouvé de terrain favorable à son développement. Il s'est enfin établi soit dans des pays dominés par une grande puissance étatiste (Europe de l'Est), soit dans des pays du tiers monde à la recherche d'une autonomie nationale.

Capable de mettre en œuvre un certain type de développement industriel et de modernisation, l'étatisme bute assez vite sur ses propres pesanteurs. De toute façon, il reste, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, secondaire : soit système second dans des pays où prédomine le capitalisme (France bien sûr, mais aussi tout pays capitaliste) : soit système prédominant dans un ensemble de pays engagés depuis des décennies dans un effort de « rattrapage » par rapport aux pays capitalistes.

C'est donc principalement à travers le développement de la logique capitaliste que s'est constitué, à travers le « SNMH », l'actuel système-monde ; mais pour une part, autour de l'Union soviétique, il est structuré par la logique étatiste. Ce qui oblige à prendre en compte d'une manière particulière ce sous-système spécifique : un « SPNH », système plurinational hiérarchisé sous la domination et la direction de l'Union soviétique.

Ainsi ce qui fait la différence entre le capitalisme et les autres systèmes, c'est l'inexorable nécessité de croissance et de foisonnement dont il est porteur.

Au cœur de cette nécessité, sa logique de production de marchandises pour le profit, de profit pour l'accumulation, de l'accumulation pour une production de plus de marchandises. Plus de marchandises, plus de profit, plus d'accumulation. Toujours plus...

De cette logique essentielle, prennent essor trois spirales.

D'abord, *une spirale de marchandisation/monétarisation* : tout désormais a vocation à être produit et vendu comme marchandise ; de plus en plus, la satisfaction de nos besoins passe par l'achat de marchandises, et de plus en plus nos besoins sont suscités, excités, aiguillonnés pour que nous tendions à acheter plus de marchandises ; et dès lors que ces achats prennent une place

croissante, s'élargit, dans notre vie sociale, la sphère du monétaire... Un monétaire qui n'est pas simple voile recouvrant le monde de l'économie réelle ; qui n'est pas non plus simple intermédiaire, neutre, tant qu'on sait en conserver les proportions convenables, par rapport aux niveaux d'activité économique. Un monétaire qui est, à une formation sociale et à l'économie, un peu comme le système nerveux à l'organisme humain : transmetteur d'informations et d'ordres ; révélateur de tensions, d'attentes et de craintes ; porteur de signaux, mais aussi de rapports de forces. Un monétaire qui, sur la base de la télématique, est engagé dans une nouvelle et importante mutation. Marchandisation et monétarisation constituent des transformations profondes, essentielles de nos économies *et* de nos sociétés.

Ensuite, indissociable, *une spirale de prolétarisation/salarisation* : chacun désormais a vocation à être salarié — à travailler pour un salaire. L'autosuffisance recule devant la production marchande ; le travail domestique décline en poids relatif ; la petite production marchande est souvent remplacée par la production capitaliste, même si elle se reproduit par ailleurs. Les taux de salarisation ont atteint dans les grands pays capitalistes des niveaux très élevés : tous salariés, ou presque. Et depuis les années soixante, avec la crise : tous salariés... ou chômeurs. Cette salarisation est évidemment profondément liée à la marchandisation et à la monétarisation. Un haut niveau de salarisation implique d'une manière indissociable production de masse et consommation de masse. Et dans une société fortement salarisée/monétarisée, le chômage de masse implique, si les remèdes appropriés ne sont pas mis en œuvre, exclusion de masse — avec de terribles effets pour les exclus d'abord, pour la société qui les exclut ensuite.

Enfin, toujours indissociable, *une spirale de révolutionnarisation (technologique, productive, commerciale) des produits et des besoins*. Car les entreprises en concurrence sur le marché ont besoin d'une avance — sur la technologie, sur la manière de produire ou de vendre, ou sur le produit lui-même. Car les capitaux dégagés de certains secteurs sont en quête de nouvelles opportunités : nouveaux produits, nouveaux processus, nouveaux marchés. Car quand tout s'engorge, que la dynamique se brise, que s'installe la crise, la nécessité est plus forte encore de mettre en œuvre de nouvelles technologies pour créer ou conquérir de nouveaux marchés : rechercher de nouvelles méthodes productives (travail à la chaîne après la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; automatisation, robotisation dans la crise actuelle) ; recherche de nouvelles énergies, de nouveaux matériaux, de nouvelles marchandises (automobiles, aviation depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; traitement et transfert de l'image, du son et de l'information, aujourd'hui) — et cela vient nourrir, renforcer le mouvement de la marchandisation...

*Une logique de base. Trois spirales interactives. Pour aucune, la frontière nationale ne constitue un obstacle infranchissable.*

Production de marchandises pour le profit, le capitalisme s'enracine dans des sociétés ayant atteint un niveau élevé d'activités marchandes. La frontière entre l'un et l'autre n'est pas nette et il n'est pas toujours aisé de démêler où commence réellement le capitalisme, comme en témoignent les hésitations de F. Braudel lui-même. Ce qui apparaît, avec le recul, c'est que les cités qui avaient porté au plus haut niveau les activités marchandes — notamment dans le nord de l'Italie — n'ont pas donné racine au capitalisme ; de même les grands empires, quel qu'y ait été le degré de développement technique et marchand ; c'est en des États-nations de petite/moyenne dimension (Pays-Bas, Angleterre, France) que s'épanouira le premier capitalisme : c'est sans doute qu'il y avait une adéquation entre les moyens techniques de l'époque (de production, de transport, de communication) et la dimension géographique des différents marchés qui se constituaient (marché du travail, marché des produits) grâce notamment à la création de monnaies nationales et à l'action, à la réglementation de l'État. Mais s'il « utilise » le cadre national pour se former et s'affirmer, le capitalisme le déborde très rapidement.

« Utilisation » et débordement du cadre national : ce mouvement s'opère à travers les trois spirales, à partir des capitalismes nationaux dominants.

*Marchandisation/monétarisation.* Cette spirale s'enracine dans des systèmes marchands plus ou moins avancés : avec déjà les marchands et les banquiers ; les échanges proches ou lointains ; le crédit, la monnaie privée et la monnaie contrôlée par le prince. Le système marchand, à travers tensions et rapports de forces, était dynamisé par la recherche de l'enrichissement ; le basculement se fait quand le surplus de richesse est recherché principalement pour permettre un élargissement de l'échelle de la production. Dès lors vont se renforcer à la fois la production et la vente des marchandises et l'irrigation de l'économie et de la société par la monnaie. Et là le cadre national, avec l'appui de l'État, offre une dimension privilégiée : pour mettre en cause l'ordre productif antérieur ; pour aider à la constitution d'un marché national : protectionnisme, unification monétaire, mais aussi législative et juridique. Simultanément la base nationale, avec l'appui de l'État, permet d'ouvrir des voies commerciales et d'accéder à de nouveaux marchés de par le monde : privilèges accordés aux compagnies coloniales, expéditions coloniales, interventions ou soutiens de forces armées, luttes, parfois guerres, contre les concurrents...

*Prolétarisation/salarisation.* Là, dans le cadre national, l'État joue un rôle essentiel : appui au mouvement des enclosures en Angleterre ; lois contre les vagabonds et soutien à la mise en place, pour eux comme pour les orphelins et les sans-familles, de maisons de travail forcé ; répression contre les révoltes et les luttes ouvrières. Mais aussi législation sociale, mise en place d'un système de protection sociale, et plus largement différentes formes de recherche d'une

meilleure coexistence entre patronat et salariat, dont le modèle le plus accompli sera le « compromis social-démocrate ». Là aussi la dimension internationale n'est pas absente : l'État pouvant favoriser ou non, selon les cas, l'émigration ou l'immigration — avec ou sans assimilation des populations étrangères ; et le capitalisme en conquérant des marchés, détruit des petites productions traditionnelles, prolétarisant d'anciens producteurs qui deviennent de potentiels salariés...

*Révolutionnarisation des produits et des besoins.* Pas de marché sans demande solvable. Pas de demande solvable sans moyens de paiement — et l'on retrouve si nécessaire le crédit (aux entreprises, aux consommateurs, aux clients étrangers...). Pas de demande solvable non plus sans motivation d'acheter : et là joue l'effet de démonstration, dans un pays, de la classe des privilégiés sur les classes moyennes, puis de celles-ci sur les autres ; et ensuite la même cascade se démultiplie à travers les pays. Et ce n'est pas un hasard si l'élégance et le style de vie *british* ont rayonné à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et depuis la Seconde Guerre mondiale, l'*American way of life*...

*Et dans les formations sociales touchées de l'extérieur par la domination ou l'échange capitaliste, de nouveaux foyers se créent d'où vont se reproduire ces mouvements, là encore à travers les trois spirales.*

*Marchandisation/monétarisation* : à partir des centres d'activité marchande des pays dominés ; à partir aussi de l'impôt colonial en monnaie qui implique les progrès de la monétarisation ; et bien sûr aussi à travers la fascination exercée par les nouvelles marchandises elles-mêmes ; ainsi c'est très largement à travers des relais locaux (marchands, familles ou « groupes » de commerce et de banque, États) que s'implante le capitalisme dominant dans une autre société ; c'est par ces relais que se constituent souvent de nouvelles bases capitalistes ; et finalement c'est pour une large part à travers ces relais que se constituent des structures productives, des spécialisations plus ou moins fortement déterminées par les intérêts et les structures productives des capitalismes développés.

*Prolétarisation/salarisation* : les marchandises produites dans les pays capitalistes d'Europe vont contribuer à la ruine d'artisans dans toutes les parties du monde ; de même la modernisation agricole pour les paysans ; à quoi s'ajoute l'attrait de la rémunération monétaire, dans un monde où, de plus en plus, l'argent est la clé de l'accès aux biens. Et de nouvelles spirales s'enclenchent à partir des bases locales de nouveaux capitalismes en cours de constitution...

*Révolutionnarisation des produits et des besoins.* Comment, en quelque partie du monde que ce soit, échapper à l'emprise des nouvelles manières de se nourrir, de se loger, de s'habiller, de s'informer, d'entendre et de voir

(transistor, télévision), de se déplacer (vélos, motos, avions...), de communiquer (téléphone, télématique), de massacrer ou de se défendre (armes modernes, systèmes d'armes)...

Ces différentes spirales coagissent, contribuent ensemble à faire déborder, au-delà des frontières, le mouvement du capital ; il serait assez facile d'en suivre, dans l'histoire, les différentes manifestations dans les différentes parties du monde, et par là même le développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Car le terrain est prêt : marchands et fabricants locaux tentés de se lancer dans l'aventure capitaliste, exportation de capitaux, implantations de segments productifs de grandes entreprises de pays dominants ; c'est désormais en de multiples terrains que le capitalisme va pouvoir foisonner. Il y trouve des populations prolétarisées où choisir ses salariés ; il y trouve des marchés immédiatement solvables, grâce aux richesses privées d'hier ou d'aujourd'hui, mais aussi d'immenses marchés potentiels. Et c'est en de multiples points que peut faire rejeter la logique de production de marchandises pour le profit... pour l'accumulation... pour plus de marchandises. Ici, de manière relativement autonome, avec l'appui d'un État relativement indépendant et cohérent. Là, de manière dépendante, dominée, déterminée de l'extérieur.

Et, de manière démultipliée : plus de marchandises, plus de profit, plus d'accumulation, mais aussi plus de compétition, plus de marchés, plus d'interrelations, plus d'occasions d'affrontements, d'alliances et d'affaires...

Plus d'entreprises et d'entrepreneurs. Plus de capitalismes nationaux — ou d'étatismes nationaux — en cours de constitution dans un monde déjà très largement dominé, structuré, quadrillé. Et où il est de plus en plus difficile de s'imposer.

C'est un fait observé, avéré : *le capitalisme s'est formé, constitué, affirmé sur des bases nationales.*

C'est une nécessité inhérente à sa logique : *le capitalisme se reproduit à une échelle toujours élargie.*

Cela découle de ce double point de départ — et c'est à la fois une nécessité logique et un fait d'observation : un *capitalisme national ne peut rester à l'intérieur de ses frontières.* Très tôt, il cherche à vendre à l'extérieur les marchandises, à s'approvisionner au meilleur coût, à profiter d'opportunités d'investissements ou de prêts, parfois à implanter des bases productives. Et ces différentes relations vont ensuite se renforcer, se multiplier, s'intensifier.

Si l'on examine les relations à travers lesquelles un capitalisme national se déploie hors de ses frontières, on observe deux grandes formes.

En premier lieu, l'établissement de *relations internationales — relations entre entreprises, banques, organismes financiers de ce capitalisme national avec des entreprises, marchands, fabricants, administration d'une autre formation sociale*. Cela recouvre deux grandes catégories de relations :

— d'abord, le développement des échanges internationaux de marchandises : la logique de production croissante de marchandises implique de chercher de nouveaux débouchés et de nouvelles sources d'approvisionnement ; il n'y a donc rien d'étonnant à ce que dans la plupart des périodes de développement du capitalisme, les « échanges internationaux » croissent plus vite que les productions nationales. D'une manière indissociable se met en place ce qu'il est convenu d'appeler la division internationale du travail, et qui n'est rien d'autre que l'articulation de spécialisations dominantes et de spécialisations (plus ou moins) imposées ;

— ensuite l'investissement international, les mouvements de capitaux, le crédit international : ces divers flux de capitaux vont favoriser dans différentes parties du monde le développement de certaines activités déterminées, contribuant ainsi à de nouveaux développements des échanges et au renforcement des spécialisations ; en outre, ils entraînent une double dépendance, celle des remboursements à opérer et celle des dividendes et intérêts à payer.

En second lieu, une réalité nouvelle se développe avec la *multinationalisation des activités elles-mêmes — production industrielle, banque, services : celle-ci surajoute aux espaces des États-nations et à ceux des marchés les espaces propres des firmes multinationales* ; cette multinationalisation s'accompagne d'un renforcement des autres formes de relations internationales (échanges, investissement, crédit), mais elle en modifie radicalement la substance.

Ainsi, c'est à la fois le développement du capitalisme sur des bases nationales et sa logique profonde qui conduisent à l'internationalisation, au développement à l'échelle mondiale du capitalisme à travers deux voies principales : le foisonnement des relations internationales (commerciales, financières, monétaires) et la multinationalisation des firmes capitalistes. *Ce développement à l'échelle monde, loin de gommer les réalités nationales, les accentue : renforçant à un pôle les capitalismes nationaux dominants, utilisant à l'autre l'existence d'États-nations plus ou moins fantomatiques, et jouant entre les deux sur les disparités, les différences, les compétitions et les oppositions entre États-nations.*

Ainsi, loin de s'opposer, *national, international, multinational et mondial sont intimement liés et « fonctionnent ensemble ».*

Car c'est bien à travers ce double jeu de relations — internationales et multinationales — que s'est structuré, jusqu'ici, l'espace capitaliste mondial, avec d'un côté des polarisations autour des capitalismes nationaux dominants et de l'autre — plus ou moins pesantes, plus ou moins contrecarrées par des forces nationales — des relations de dépendance entraînant des modes de développement économique profondément différents de ceux des pays du centre : modernisation dépendante, spécialisation dépendante, et finalement développement dépendant.

D'un côté, des polarisations dominantes et structurantes autour de capitalismes développés. De l'autre, des formations sociales dominées et dépendantes. Entre les deux, de multiples situations intermédiaires.

Loin d'un face à face Nord-Sud ou d'une polarisation centre-périphérie, le « SNMH » est un système hiérarchisé, multipolaire, diversifié, en incessante transformation sous l'action des différentes forces, des différentes logiques à l'œuvre et notamment, directe ou indirecte, l'action du capitalisme.

*Capitalismes nationaux dominants suscitant des polarisations structurantes à l'échelle du monde : là réside le point nodal du système national-mondial hiérarchisé*

Capitalismes nationaux dominants : formations sociales nationales se reproduisant sur la base d'une articulation spécifique de modes et formes de production dominés par le capitalisme, un capitalisme à travers lequel se développent les activités les plus modernes, s'accumulent les moyens liés de la richesse et de la puissance, s'irradient, par-delà les frontières, des effets d'influence et de domination « asymétriques et irréversibles » [Perroux, 1954, p. V-VI], bref des polarisations structurantes.

Structuration des économies dépendantes et dominées à travers les structures des échanges : l'achat de produits miniers impliquant le développement des productions minières ; l'achat de produits agricoles, celui d'agricultures modernes d'exportations ; l'achat de produits manufacturés, celui des productions correspondantes. Structuration aussi à travers les flux de capitaux, le crédit international, les stratégies de multinationalisation : car ceux-ci favorisent ou organisent le développement de telles ou telles activités.

Polarisations donc — des échanges, des flux de capitaux, du crédit international, des espaces des firmes multinationales — doublement structurantes : d'abord parce qu'elles structurent l'espace géopolitique du monde en un système géoéconomique hiérarchisé ; ensuite parce qu'elles pèsent d'une manière asymétrique et difficilement réversible sur la structuration des économies nationales intermédiaires et dominées :



articulations spécifiques de formes et modes de production, plus ou moins, et assurément de plus en plus, dominés par le capitalisme, mais un capitalisme développé ailleurs, agi d'ailleurs, en fonction de stratégies élaborées à partir d'autres bases nationales.

Et l'on voit mieux ce qui va faire la différence entre une économie nationale dominante et une économie nationale dominée, même si dans les deux cas prédomine le capitalisme.

Dans la première, les activités capitalistes se sont développées — en se soumettant d'autres formes et modes de production et en relation étroite avec « son » État national — en étant « tiraillées » entre :

- d'une part, la logique d'expansion à tout prix propre au système capitaliste ;
- d'autre part, la nécessité de contribuer à la reproduction de la formation sociale nationale de « son » pays.

Tiraillées parce qu'il n'y a aucune raison que ces deux impératifs coïncident et que, notamment en matière d'investissement, de localisation de la production, d'emploi, il peut y avoir de sérieuses contradictions. Mais en général celles-ci peuvent être résolues ; et elles peuvent l'être d'autant mieux que le capitalisme national dominant réussit son expansion à l'échelle mondiale ; car il trouve alors hors des frontières nationales des ressources, des bases, des avantages divers (y compris économies d'échelle) qui lui permettent de contribuer mieux à la reproduction de « sa » formation sociale.

Et finalement une économie nationale dominante, quand elle réussit à combiner la prise en charge de la reproduction de « sa » formation sociale et son mouvement d'expansion inter- et multinationale, va trouver dans cette expansion des moyens contribuant à cette prise en charge. *Une formation sociale dominante se reproduit à la fois sur la base de « son » économie nationale et de ses prolongements hors des frontières de celle-ci.*

Au contraire, une économie nationale dominée se voit soumise aux pressions, à l'influence, à la domination de groupes et d'intérêts étrangers ; caractérisée elle aussi par une articulation spécifique de modes et de formes de production, elle est soumise à deux exigences contradictoires :

- d'une part, elle doit assurer la reproduction économique de « sa » formation sociale nationale ;
- d'autre part, elle doit subir des spécialisations, des développements asymétriques, des prélèvements imposés par des forces et des logiques extérieures — venues précisément d'économies dominantes.

Ainsi, *une économie dominée — souvent faible et peu développée — ne peut consacrer qu'une part de ses moyens à la reproduction de sa formation sociale*, le reste étant orienté en fonction d'objectifs et de stratégies extérieurs, parfois ponctionné de l'extérieur.

Ni système mondial existant « en pointillé » dès les premières formes du capitalisme. Ni économie internationale s'instituant entre des économies nationales qui toutes tireraient avantages de l'échange. *Un système national/mondial hiérarchisé qui se constitue progressivement à partir des économies nationales capitalistes « fondatrices »* : parce que la logique capitaliste implique recherche élargie de ressources et de débouchés ; et donc parce qu'à partir des capitalismes nationaux « fondateurs », puis des capitalismes nationaux « dominants » s'établissent *des relations d'échanges internationaux* et se constituent *des espaces d'entreprises multinationales... à travers lesquels se met en place la dimension mondiale du système.*

D'une certaine manière, à l'entour des premiers capitalismes nationaux fondateurs se constitue l'ébauche d'un SNMH. Mais il faut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle, la puissance à laquelle atteint le capitalisme britannique, le renforcement des moyens de transport et de communication (chemins de fer, bateaux à vapeur, télégraphe) pour que le premier dessin du SNMH — un SNMH principalement structuré à travers les relations internationales — recouvre l'ensemble de la planète. Et c'est seulement dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle que le SNMH prend toute sa vigueur et toute sa force, jusqu'à concerner presque toutes les parties du monde : il a fallu l'extraordinaire développement du capitalisme, et d'abord aux États-Unis ; il a fallu aussi les nouveaux progrès des moyens de transport, qui permettent de nouvelles progressions de marchandises matérielles ; il a fallu enfin les extraordinaires progrès des télécommunications et de l'informatique qui ont servi de base, d'une part, à la multinationalisation des entreprises et des banques et, d'autre part, à un prodigieux essor des opérations monétaires et financières internationales et de toutes les activités touchant à l'information.

C'est dire qu'il y a bien une rupture au tournant des années cinquante-soixante. Jusque-là, la dichotomie « économies nationales/économie internationale » constituait une approximation suffisante de la réalité. Mais depuis cette période, il est nécessaire d'être plus précis dans l'analyse.

Il est nécessaire d'abord de prendre en compte non seulement les relations internationales, mais aussi les réalités multinationales. Ce qui implique de distinguer, dans les « relations internationales », celles, traditionnelles, qui s'établissent entre agents distincts de pays différents, et celles, nouvelles, qui sont internes à des espaces multinationaux. Car, si elles sont d'apparences

semblables (pour le douanier ou le comptable national), elles sont (pour l'analyste des systèmes économiques) de substances différentes.

Il est nécessaire ensuite de voir comment cette double structuration internationale/multinationale se renforce en fonction de la dynamique d'un capitalisme national dominant, ou des dynamiques — plus ou moins contradictoires — de plusieurs capitalismes nationaux dominants. Et de voir comment cette double structuration internationale/multinationale pèse sur, influence, détermine, structure d'autres économies nationales, intermédiaires et dominées.

Il est nécessaire enfin, dès lors que l'on veut étudier une économie nationale, de savoir la situer dans le SNMH ; et, mieux encore, de connaître quelle a été sa trajectoire dans la hiérarchie en incessante transformation du système national mondial. C'est dire que, là encore, le regard historique est indispensable.

Ajoutons en terminant que cette clé permet de déchiffrer bien des combinaisons. Pas d'étude d'économie nationale satisfaisante si on ne sait dès l'abord la saisir dans ses relations avec le reste du système. Pas d'études d'économie internationale ou des réalités multinationales si l'on ne prend pas en compte les polarisations structurantes : les capitalismes nationaux dominants. Pas de discours éclairant sur l'économie mondiale si on ne fait l'effort de saisir cette complexité.

Inversement, l'hypothèse du SNMH permet de comprendre ces phénomènes apparemment contradictoires : qu'on a eu, au XIX<sup>e</sup> siècle, accentuation de l'internationalisation *et* montée des nationalismes ; qu'on a connu, depuis quelques décennies, un puissant phénomène de multinationalisation *et* multiplication des États-nations ; et que vont probablement s'accroître, avec la poursuite de l'internationalisation et de la multinationalisation, à la fois des phénomènes de « mondialisation » et des affirmations multiformes du fait national.

## 4

# Formations sociales nationales dominantes, polarisations et domination

[Retour à la table](#)

**E**conomies nationales : articulations spécifiques de modes et formes de production propres à des États-nations, soumises au contrôle, à la réglementation de leurs États, et assurant, dans le domaine économique, la reproduction des formations sociales concernées.

Économies nationales capitalistes : ainsi peuvent être nommées celles où prédomine le capitalisme d'une manière telle que la reproduction des autres formes et modes de production est, pour l'essentiel, soumise à son influence.

Économies capitalistes dominantes (nationales, bien sûr) : ce sont celles qui ont déployé des réseaux de relations économiques, commerciales, financières constitutifs de polarisations structurantes pour des espaces plus ou moins larges du monde.

Économie capitaliste hégémonique (nationale et dominante, bien sûr) : c'est celle dont l'effet de polarisation est tel, à la fois sur les économies dominées et sur les autres économies dominantes de la période, qu'elle exerce l'influence décisive, prééminente, centrale, sur l'ensemble du SNMH. Ce fut le cas deux fois dans l'histoire du capitalisme : avec le capitalisme britannique, à l'entour du deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle ; avec le capitalisme américain, au cours du quart de siècle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale du XX<sup>e</sup> siècle.

Si l'on examine les flux — échanges internationaux, flux de capitaux, crédit international —, le capitalisme dominant peut assez facilement être repéré, à partir des statistiques, à travers les phénomènes de polarisation qu'il engendre.

Là encore François Perroux l'avait bien vu : dans *La Coexistence pacifique*, à partir des statistiques du commerce international, il avait repéré trois « groupes de trafics » correspondant à trois « foyers » : deux « pays-foyers », la Grande-Bretagne et les États-Unis, et un autre foyer, moins facilement

cernable : l'Europe occidentale. Autour de ces « pays-foyers », des grappes de « pays affiliés ».

De ces « pays-foyers », Perroux traçait un tableau suggestif : « Ces grands pays-foyers sont les premiers exportateurs de produits manufacturés. Ils ont eu, et ils ont, la capacité de créer des industries nouvelles dont le produit a une dimension telle qu'il exerce une influence appréciable sur un tiers marché ou sur l'ensemble du marché international [...]. Le pays-foyer est un complexe d'industries qui ne sont pas en régime de concurrence classique et qui coopèrent avec une puissance publique [...]. Les pays-foyers disposent de grandes places économiques et financières [...], ensembles à structures hiérarchiques englobant les grandes unités qui exercent un contrôle appréciable sur l'offre d'information, sur l'offre de monnaie et de titres courts, sur l'offre de capitaux à long terme [...]. Enfin, le pays-foyer, en des formes variables, selon les époques et les techniques, dispose de bases extérieures » [Perroux, 1958, p. 226-227].

Description suggestive, mais moins riche que l'analyse que François Perroux avait amorcée quatre années plus tôt dans *L'Europe sans rivage*.

Rejetant « les schémas individualistes et mécanistes », il soulignait l'importance des « influences asymétriques et irréversibles que les groupes humains, notamment les nations, exercent les uns sur les autres » [Perroux, 1954, p. V-VII], bref l'effet de domination, avec ses trois éléments composants : la dimension, le pouvoir de négociation, la nature des activités exercées [*ibid.*, p. 86].

Il décrivait « l'espace économique du monde » comme un « réseau d'échanges et de forces irradié par les pôles économiques [...], un, tissu de relations compliquées et mouvantes autour de ces pôles » [*ibid.*, p. 34-35]. Dans ce cadre, il soulignait « l'insuffisance de toute analyse qui ramène le commerce des nations au commerce des nationaux, omet les décisions des groupes publics ou privés, dirige la lumière sur les décisions des firmes et des consommateurs, "dépolitise", dans une intuition secrètement normative, les économies nationales qui sont profondément politiques et qui doivent à cette circonstance une partie de leurs succès » [*ibid.*, p. 94-95].

Et, poursuivant son débat avec les tenants de l'économie libérale et du libre-échangeisme, il rappelait que l'économie dominante tend à éviter les règles du jeu « qui donnent aux deux parties en présence [...] une parfaite égalité des chances économiques ». Mais elle cherche à faire accepter « la règle du jeu qui lui permet d'utiliser à plein ses moyens propres, de tirer tout le parti possible de ses supériorités relatives sans compromettre son avenir » [*ibid.*, p. 96].

Toutes ces analyses, ces diagnostics écrits il y a trente ans et plus, sonnent étonnamment juste et moderne.

Seule manque la prise en compte, dans cette analyse, du capitalisme et de sa logique. Souvent évoquée, jamais nommée. Crainte, dans son affrontement avec les libéraux, d'apparaître comme basculant dans le camp des critiques marxistes du capitalisme, dont il rejetait les analyses ? Ou soumission au tabou qui interdisait d'intégrer dans l'analyse économique celle du capitalisme — laissant celle-ci aux travaux spécialisés sur les « systèmes économiques » — ? Ou handicap d'une pensée procédant par fulgurances éclatées ?

Or, c'est la dynamique capitaliste de production qui a creusé les écarts entre les nations aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. C'est la dynamique capitaliste de marché qui a densifié et renforcé le réseau des échanges autour de la vieille Europe et de la nouvelle Amérique. C'est la dynamique capitaliste de concentration et de centralisation qui a renforcé les forces économiques dominantes, pouvoirs privés et pouvoir d'État.

Et ce que Perroux écrivait des « économies dominantes » convient parfaitement aux capitalismes nationaux dominants : effet de dimension, pouvoir de négociation, contrôle des activités clés sont des composantes essentielles de l'effet de domination.

*Dimension* : ce n'est pas la taille la plus large possible, mais celle adaptée à la réalité du monde de l'époque ; celle de la Grande-Bretagne pour le XIX<sup>e</sup> siècle ; celle des États-Unis pour le XX<sup>e</sup> siècle. En d'autres termes, c'est la dimension qui permet à la fois d'assurer la cohésion économique nationale, de maîtriser les technologies de la période, et de peser sur les autres réalités nationales.

*Pouvoir de négociation* : ce n'est pas le pouvoir le plus centralisé possible, mais celui qui allie le mieux la nécessaire concentration et centralisation (monopoles, conglomérats, groupes industriels et financiers multiformes et mouvants), et la tout aussi nécessaire souplesse et capacité d'adaptation, tant par rapport aux différents marchés (des principaux produits et des principaux pays) que par rapport aux différentes forces (partenaires et concurrents, États...). Dans ce pouvoir de négociation pèsent aussi d'une certaine manière les moyens militaires, les bases extérieures, les stratégies d'alliance du pays concerné.

*Contrôle des activités économiques clés* ; il s'agit à la fois :

— des activités clés de la période (productives, technologiques, en matière de transport, de commercialisation, de publicité, d'information) ;

- des activités essentielles à l'innervation des activités capitalistes, avec tout ce qui touche au crédit, à la monnaie et aux finances (banques, secteur financier et boursier) ;
- des activités déterminantes de l'avenir (recherche scientifique, recherche développement, information raisonnée sur le futur).

Dans ce contrôle, l'effet de dimension est évidemment essentiel : puisqu'il s'agit en chaque période de réunir les moyens nécessaires en capital et en moyens financiers, en capacité d'organisation, de production/commercialisation, de recherche/novation ; et le contrôle des activités clés va renforcer d'une manière décisive le pouvoir de négociation.

Ce contrôle des activités clés permet de définir la spécialisation dominante — celle qui fait apparaître, dans les échanges extérieurs, des positions fortes dans les productions clés de la période (agricoles, industrielles, informationnelles...), dans les domaines essentiels à l'innervation des activités capitalistes (banques, finance, Bourse) et dans les activités déterminantes pour l'avenir (capacités scientifiques et technologiques).

*Ainsi s'esquisse le mode d'insertion de l'économie dominante dans le SNMH :*

- *centre d'un ensemble de polarisations pour les principaux flux interterritoriaux : échanges de marchandises, flux de capitaux et de prêts, mouvements migratoires, flux de connaissances scientifiques et techniques ;*
- *spécialisation qui va résulter (et témoigner) des positions de force de cette économie en matière scientifique et technique, bancaire et financière, ainsi que dans les productions clés de la période.*

Le tableau ainsi mis en place doit être complété et renforcé par la prise en compte du phénomène de multinationalisation des grands groupes capitalistes qui s'est puissamment amplifié dans les dernières décennies.

Car le développement des flux internationaux est une chose ; la création par les entreprises d'espaces homogènes traversant les espaces nationaux en est une autre — ce qui n'empêche pas ces deux phénomènes d'être liés et le second de rétroagir sur le premier.

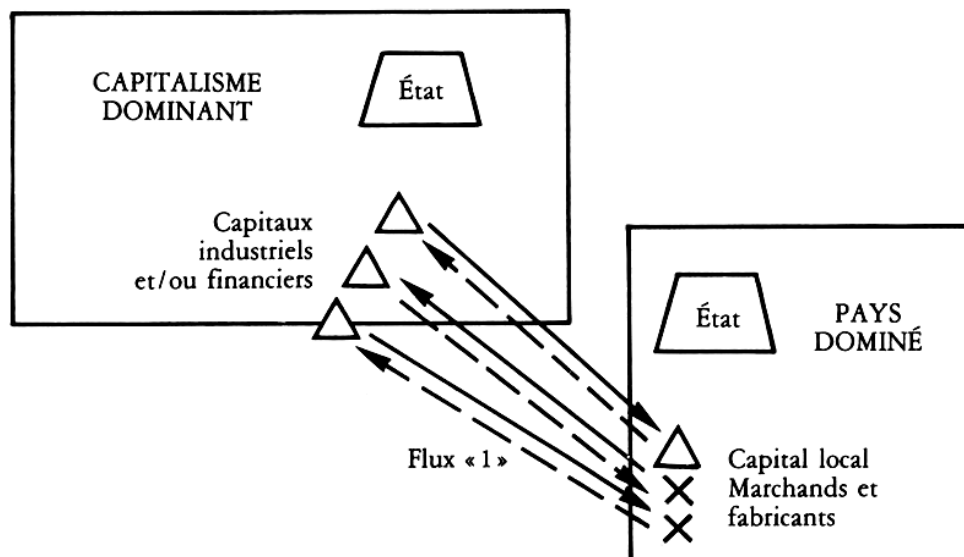
*Avec la multinationalisation un changement qualitatif s'opère.*

Tant qu'il y a simplement échange international de marchandises, crédit international, flux de capitaux, on demeure dans un système structuré par des

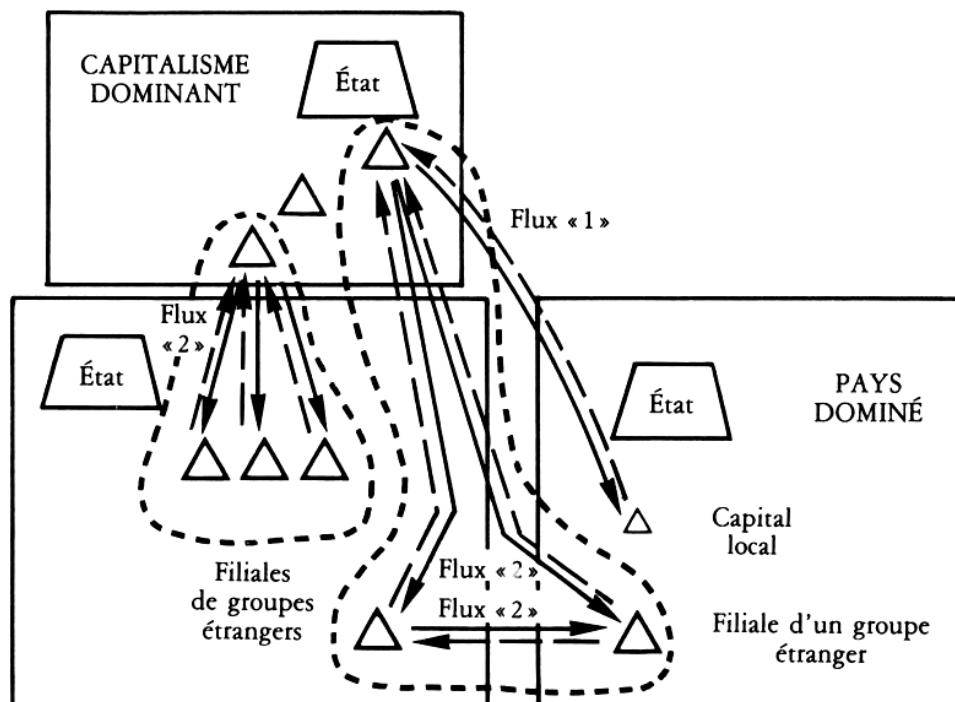
relations entre des acteurs, inégaux certes, mais relativement autonomes, et en tout cas distincts (flux « 1 »).

C'est principalement à travers ces relations que jouent les effets de domination/structuration. Et ces relations demeurent assez largement ce qu'elles paraissent être : des relations « internationales ». L'effet de domination joue, mais à travers des flux résultant de deux décisions distinctes (d'achat et de vente ; de prêter et d'emprunter) : domination indirecte donc, fondée sur les relations économiques et financières internationales.

Dès que se développe le phénomène de multinationalisation, on entre dans un système où des espaces nouveaux, qui traversent les espaces nationaux, contribuent à structurer l'économie du monde : les calculs de rentabilité et les arbitrages s'y effectuent directement ; les stratégies, les décisions s'y appliquent sans intermédiation. Le capital d'un pays dominant est à la fois dans ce pays et au-delà de ses frontières : en un mot, domination directe. Car c'est directement, dans l'espace structuré des firmes et des groupes, que jouent les effets de domination structurante qu'exerce une économie nationale dominante sur des économies nationales dominées.







Désormais les « flux internationaux » vont devoir être analysés d'une manière plus fine. Certains continuent, comme avant, à constituer de véritables relations « internationales » (flux « 1 ») ; mais d'autres ne sont en fait que les moyens, les effets, les manifestations de la multinationalisation, c'est-à-dire de la domination directe : échanges, prêts, flux de capitaux entre la base du groupe et ses filiales à l'étranger, ou entre filiales ; et ils sont donc d'une nature différente des autres (flux « 2 »).

Le capitalisme national dominant déborde directement, en tant que tel, du territoire de son pays : tel est le sens profond du phénomène de la multinationalisation.

Et, inversement, « l'économie nationale » d'un pays dominé est pénétrée par des groupes et des firmes étrangères.

Pour le dire d'une manière imagée : l'économie (dominante) américaine déborde largement les États-Unis ; l'économie (dominée) de Côte-D'ivoire, est à peine ivoirienne.

Essayons de le dire d'une manière plus systématique.

Si l'on appelle PTi la *production territoriale d'un pays i*, c'est-à-dire celle réalisée sur son territoire, cette production a longtemps pu être assimilée à la

« production nationale ». Aujourd'hui, notamment dans les pays dominés ou seconds, on doit en distinguer deux composantes : la *composante nationale* (PTni), production réalisée sur le territoire par des entreprises nationales, et la *composante étrangère* (PTei), production réalisée sur le territoire par des filiales de groupes étrangers.

Bien sûr,  $PTni + PTei = PTi$ .

Notons au passage que cette première distinction fait immédiatement apparaître de profondes disparités dans la réalité : dans les années 1974-1978, le rapport PTei/PTi pour l'industrie était respectivement de :

- 3 % pour les États-Unis, 4 % pour le Japon ;
- 10,3 % pour la Grande-Bretagne, 11 % pour Hong Kong, 19 % pour les Pays-Bas, 22,4 % pour la République fédérale d'Allemagne, 25 % pour le Mexique, 25,4 % pour la France, 33 % pour la Belgique ;
- plus de 55 % pour la Côte-d'Ivoire, 58 % pour le Canada, 70 % pour le Nigéria [Savary, 1981, p. 24-25].

Ainsi se dévoile l'inégale pénétration des économies nationales par le capital étranger.

Mais on ne peut en rester là : on doit prendre en considération la production à l'étranger des économies dominantes : appelons-la PEi.

Là encore, il ne s'agit pas d'un inutile jeu d'esprit. Il s'agit de rendre compte d'une réalité « massive », importante. Selon une évaluation qui permet de dégager des ordres de grandeur [Savary, 1981, p. 27], le rapport PEi/PTi était en 1976 respectivement de :

- 64 % pour la Suisse ;
- 27 % pour la Grande-Bretagne et 21 % pour les Pays-Bas ;
- 16 % pour les États-Unis, 14,6 % pour la Suède, 12 % pour le Canada ;
- 10 % pour la Belgique et le Luxembourg, 9 % pour la République fédérale d'Allemagne, 7 % pour le Japon et la France, 3 % pour l'Italie.

Comment pourrait-on, pour parler de « l'économie suisse », ne pas parler de cette production suisse à l'étranger qui représente près des deux tiers de la production de ce pays ?

Ainsi pour les pays dominants, on est amené à proposer la notion de « production mondiale », avec deux définitions :

- une définition large, la *production* « territoriale/mondiale » d'un pays  $i$  :  $PTMi = PTi + PEi$  ;
- une définition restreinte, la *production* « nationale/mondiale » d'un pays  $i$  :  $PNMi = PTni + PEI$

La production « territoriale/mondiale » d'un pays est l'ensemble de la production réalisée sur son territoire et de celle réalisée à l'étranger sous contrôle de ses capitaux. La production « nationale/mondiale » d'un pays ne comprend que la production réalisée — sur le territoire et à l'étranger — sous contrôle national. En d'autres termes :  $PTMi = PNMi + PTei$ .

La notion de production « territoriale/mondiale » paraît très adaptée à l'analyse d'une économie hégémonique : car les implantations d'entreprises étrangères sur son territoire ne traduisent pas une relation de domination, mais le souci d'avoir accès aux marchés (biens, services, technologies...) de cette économie.

La notion de production « nationale/mondiale » associée à celle de « production territoriale étrangère » est utile pour l'analyse d'économies dominantes secondes ou intermédiaires : à la fois dominées par des économies plus puissantes et dominantes à l'égard d'économies plus faibles.

Cette première grille — qui ne peut à elle seule constituer une analyse — permet immédiatement de repérer des éléments caractéristiques des différents types d'économie nationale dans le SNMH :

- économie dominante : forte importance (absolue et relative) de la production à l'étranger,  $PEi$  ;
- économie dominée : forte importance relative de la production étrangère sur le territoire par rapport à la production territoriale ( $PTei/PTi$ ) ;
- économie seconde ou intermédiaire : double importance relative de la production à l'étranger ( $PEi/PTi$ ) et de la production étrangère sur le territoire ( $PTei/PTi$ ).

Il convient d'ailleurs de remarquer que les principales définitions mises en place ne se limitent pas au champ de la production. Elles s'appliquent tout aussi bien à d'autres grandeurs économiques : chiffres d'affaires, résultats bruts d'exploitation et bénéfiques et, bien sûr, investissement ; il paraît notamment important — dans une économie nationale dominée ou intermédiaire — de pouvoir distinguer dans l'investissement réalisé sur le territoire ( $IT_i$ ) l'investissement par des entreprises nationales ( $IT_{ni}$ ) et l'investissement par des entreprises étrangères ( $IT_{ei}$ ).

Cette grille peut aussi s'appliquer à l'analyse du commerce international d'une économie nationale : celui-ci comprend à la fois le « commerce extérieur » du territoire national, avec ses deux composantes, nationale et étrangère ( $XT_i = XT_{ni} + XT_{ei}$  et  $MT_i = MT_{ni} + MT_{ei}$ ) et le commerce international des filiales à l'étranger ( $XE_i$  et  $ME_i$ ). De même pour l'investissement à l'étranger, les exportations de capitaux, le crédit international...

Cependant, pour ces flux, il faudrait être plus précis encore : il faudrait être en mesure de distinguer les flux internationaux proprement dits, entre agents relativement autonomes les uns des autres — auxquels on a affecté le nombre « 1 » — et les flux transnationaux, internes à l'espace d'une firme multinationale, entre la firme mère et ses filiales, ou entre les filiales d'une même firme -auxquels on a affecté le nombre « 2 ». Cela est valable pour les flux commerciaux, les investissements étrangers, le crédit international, etc.

Ainsi, par exemple,  $XT_i = XT^1_i + XT^2_i$ .

Mais il faudrait aussi distinguer entre les flux où sont parties prenantes les entreprises nationales « n » et ceux où sont parties prenantes les entreprises étrangères implantées sur le territoire « e ». Ce qui conduit à dégager quatre composantes dans le « commerce extérieur » du territoire national :  $XT_i = XTn^1_i + XTn^2_i + XTe^1_i + XTe^2_i$ .

Bien sûr, cela paraît compliquer un peu les choses. Mais ce n'est pas compliquer pour le plaisir une réalité qui aurait gardé sa simplicité. C'est la réalité qui est devenue complexe, et nous cherchons seulement à rendre compte de cette complexité en essayant de proposer des instruments adéquats.

En effet, il est clair que l'échange entre une firme mère du pays  $i$  et sa filiale à l'étranger ( $XTn^2_i$  ou  $MTn^2_i$ ) est un échange profondément différent pour l'économie nationale du pays  $i$  de celui d'une filiale étrangère en  $i$  et de sa firme mère ( $XTe^2_i$  ou  $MTe^2_i$ ) ; et l'un et l'autre différent profondément de l'échange extérieur « traditionnel » d'une firme du pays  $i$  et d'une autre firme d'un autre pays ( $XTn^1_i$  et  $MTn^1_i$ ) : et pourtant ces flux sont mêlés dans les

mêmes statistiques du commerce extérieur — alors même qu'ils recouvrent des *réalités* économiques profondément différentes.

Ajoutons qu'il ne s'agit pas de phénomènes marginaux, accessoires, secondaires, mais de phénomènes massifs et essentiels : selon certaines estimations, le commerce des firmes multinationales représente 40 à 50 % du commerce mondial — dont 30 % pour le seul commerce intra-firmes. Et les ordres de grandeur sont assurément au moins aussi importants pour ce qui touche aux investissements internationaux et aux mouvements de capitaux internationaux.

Donc, dans la polarisation saisie par François Perroux à travers les flux internationaux au sens large, on devrait distinguer deux composantes :

- la polarisation de flux internationaux au sens strict ;
- la polarisation s'inscrivant à l'intérieur d'espaces structurés multinationaux.

Ces deux polarisations contribuent à structurer, à partir des économies (capitalistes nationales) dominantes, l'espace mondial en un système national/international/multinational.

Mais il y a plus : la monnaie de l'économie dominante est utilisée bien au-delà du territoire du pays dominant ; et cela à la fois pour effectuer les paiements, étalonner les valeurs, conserver des réserves. La monnaie de l'économie dominante est à la fois nationale (par rapport au pays d'origine) et mondiale (utilisée dans les transactions internationales — y compris entre des pays autres que le pays d'origine — et à l'intérieur d'autres pays) ; et cette monnaie nationale/mondiale, hors du pays d'origine, se développe sur d'autres bases, sur des bases étrangères : les avoirs à l'étranger en cette monnaie nationale/mondiale, servent pour de nouveaux crédits : en cette seconde forme de « xéno-monnaie » (eurodollars, pétrodollars...), la monnaie nationale/mondiale vit une nouvelle vie dans l'économie mondiale, qui échappe presque entièrement aux autorités monétaires du pays d'origine — ainsi qu'aux autorités monétaires des pays où cette monnaie est utilisée.

Et il y a plus encore : les systèmes de prix, les taux d'intérêt d'une économie nationale dominante, et aussi les anticipations, les spéculations qui s'y développent débordent le cadre du pays concerné : c'est à l'échelle de la zone dominée, parfois plus largement à l'échelle du monde qu'ils induisent leurs effets.

Ainsi, les principaux éléments de l'espèce de « puzzle » évolutif que nous essayons de reconstituer sont maintenant disponibles. Resituons-les, quitte à nous répéter.

C'est dans le cadre d'États-nations que s'affirment à partir des XV-XVI<sup>e</sup> siècles les deux logiques du capitalisme et de l'étatisme. Dans certains d'entre eux, le capitalisme se développe, devient prédominant, principalement à travers la grande industrialisation de 1750-1950 : d'où la constitution de grands capitalismes nationaux — qu'un langage qui se veut « neutre » appelle couramment grandes puissances industrielles.

Mais le capitalisme ne se laisse enfermer dans aucun cadre — pas même dans le cadre national où il s'est formé : il s'en échappe avec le fort développement des échanges internationaux de biens et de services, les exportations de capitaux, le crédit international — avec parfois les moyens que permet la colonisation ; ainsi se déploie une première forme de domination, indirecte, à laquelle on peut associer de premières formes de spécialisation (dominante et dominée) et de développement (dominant et dominé).

Notons au passage que le développement des relations économiques internationales dans la première phase a reposé sur un extraordinaire progrès des techniques et des capacités de transport.

Et lorsque toutes les terres émergées de la planète sont quadrillées par des États-nations affirmés souverains, le développement du capitalisme au-delà des frontières des capitalismes dominants s'opère plus largement sous une deuxième forme : celle de la multinationalisation des grandes firmes composantes de ces capitalismes : et donc domination directe qui s'accompagne de nouvelles formes de spécialisation (dominante et dominée) et de développement (dominant et dominé), et qui vient se superposer à la domination indirecte qui n'a pas disparu.

Notons aussi que ce phénomène de multinationalisation actuel repose sur d'extraordinaires progrès des techniques et des capacités de transmission, de stockage et de traitement de l'information.

Dès lors, le portrait-robot d'une économie (capitaliste) nationale dominante peut être présenté.

D'abord, c'est une économie qui s'est constituée dans la durée ; qui a eu le temps de construire sa cohérence, autour de son État, mais aussi sur la base des nécessaires compromis sociaux, d'une certaine cohésion culturelle, d'une aptitude à se dynamiser ; c'est une économie qui a, si l'on peut dire, « rodé » les articulations entre les différents modes et formes de production ou systèmes économiques d'une manière adaptée à « sa » formation sociale nationale.

Ensuite, c'est une économie qui a fortement développé ses activités bancaires, financières, boursières, sans lesquelles il n'y a pas de capitalisme ; mais aussi qui dispose de positions fortes dans les secteurs productifs, les technologies, les activités de recherche de la période. Ce qui indique déjà en partie deux éléments de la spécialisation dominante.

C'est aussi une économie qui, du fait de la logique d'accumulation et de reproduction élargie du capitalisme, a débordé hors de ses frontières, tant à travers les relations économiques « internationales » proprement dites qu'à travers la « multinationalisation ». Elle exerce donc une double domination — indirecte et directe — sur d'autres formations sociales qui s'inscrivent dans son champ de polarisation.

*L'économie nationale dominante n'est plus une simple économie nationale : c'est une économie « nationale/mondiale » ; sa monnaie est aussi une monnaie « nationale/mondiale ».* La base nationale, le rôle de l'État, les entreprises, les banques, les groupes et les ensembles industriels et financiers, les moyens financiers, scientifiques, intellectuels, productifs réunis sur le territoire national restent essentiels. Mais les décisions, les calculs, les plans, les projets, les stratégies portent bien au-delà des frontières.

Du fait de sa dimension, de la polarisation qu'elle exerce, de sa double domination indirecte et directe, l'économie dominante exerce sur les économies d'autres pays des influences asymétriques : elle en bouleverse certaines structures socioéconomiques ; elle y développe certaines productions ; elle y investit ; elle prête, elle finance : elle induit donc des développements dépendants, des spécialisations dominées. Ainsi vont se constituer des économies nationales dominées qui, prises en elles-mêmes, peuvent apparaître « sous-développées », « déstructurées », « semi-industrialisées », etc.

Enfin, l'économie nationale dominante tire de son déploiement international et des dominations qu'elle exerce des avantages multiples : en termes d'approvisionnement à bas coût, de débouchés, d'économies d'échelle, de spécialisation, de drainage de ressources en main-d'œuvre (déqualifiée et qualifiée), en matière grise, en capitaux... Échange inégal ? Encore faudrait-il avoir défini ce qu'est un échange égal entre systèmes économiques différents et formations sociales hétérogènes. En tout cas, il y a là, au-delà des revenus et des ressources mesurables, d'indéniables gains ; dès lors la base de reproduction de la formation sociale nationale dominante ne se réduit pas à son économie nationale territoriale : c'est l'ensemble de son « économie nationale/mondiale ».

Car c'est bien là le fait fondamental : *à travers relations internationales et multinationalisation, chaque économie nationale dominante crée son espace*

*mondial*. Et l'on peut légitimement parler de « l'économie mondiale » de chaque capitalisme national dominant : l'économie mondiale britannique (française, allemande, américaine...) dans les années trente ; l'économie mondiale américaine (britannique, française...) dans les années cinquante ; l'économie mondiale japonaise (américaine, allemande, suisse...) dans les années quatre-vingt...

Bien sûr, ces « économies mondiales nationales », en chaque période, ne sont ni cloisonnées ni indépendantes. Elles se heurtent, s'entrechoquent, s'interpénètrent, se combattent... et finissent par s'articuler : concurrence, compétition, guerres commerciales, luttes pour le contrôle, rivalités, alliances, et finalement, si l'on ne se contente ni d'une description plate des apparences, ni de la fiction d'une économie-monde tombée du ciel, *l'économie mondiale, d'un moment donné, c'est l'articulation de ces « économies mondiales nationales » constituées sous domination de capitalismes nationaux se déployant à l'échelle du monde.*

Une économie mondiale, oui ; mais structurée à partir des économies nationales dominantes, à travers les flux internationaux et les espaces multinationaux qu'elles génèrent. Système national/international/multinational/mondial donc, avec non seulement inégalité, mais hiérarchisation entre les nations, les nations dominantes constituant les « polarisations structurantes » du système.

Si, comme nous le pensons, la réflexion conceptuelle, ou théorique, doit permettre de constituer les grilles de lecture adaptées à la connaissance de réalités, et si la grille de lecture que nous proposons peut mieux permettre de saisir les réalités économiques contemporaines, le principal problème est celui de l'inadéquation des statistiques économiques nationales et internationales dont nous disposons.

Nous n'avons d'une manière systématique ni les statistiques sur la production à l'étranger PEi des États-Unis, du Japon, de la République fédérale d'Allemagne, etc., ni celles concernant l'investissement à l'étranger, les bénéfiques à l'étranger, etc., de ces pays dominants.

Et pourtant ces chiffres nous seraient bien utiles : d'abord, pour suivre l'évolution des productions nationales/mondiales (PNMi) ou territoriales/mondiales (PTMi) en ces différents pays, mais aussi pour mener des analyses : par exemple, dans beaucoup de pays, on observe au début des années quatre-vingt, une croissance des résultats des entreprises alors que l'investissement (territorial) continue à stagner : il serait intéressant de pouvoir vérifier si cela est vrai pour l'investissement territorial/mondial aussi, ou, au contraire, si l'investissement à l'étranger du pays *i* n'est pas, lui, en progression.



Nous n'avons pas les statistiques qui permettent de distinguer le commerce international « 1 » (entre agents distincts) et le commerce international « 2 » (interne à des espaces multinationaux de firmes).

Donc nous n'avons que de vagues évaluations du poids des firmes multinationales dans le commerce mondial. Nous n'avons que de vagues estimations de ce que représente, pour les pays dominants (mais aussi pour les autres), par grands domaines, ce faux commerce international qui est en fait un commerce intra-firmes.

Nous n'avons évidemment pas les statistiques qui permettent, pour chaque pays dominant de chiffrer ce qui nous paraît être les grandes composantes du commerce extérieur :

- commerce extérieur vrai d'entreprises nationales à localisation territoriale interne (part de  $XT^1_{ni}$ ) ;
- commerce extérieur vrai (avec partenaires distincts) de FMN nationales (autre part de  $XT^1_{ni}$ ) ;
- commerce extérieur apparent (interne à l'espace multinational) de FMN nationales ( $XT^2_{ni}$ ) ;
- commerce extérieur apparent (interne à l'espace multinational) de FMN étrangères implantées sur le territoire ( $XT^2_{ei}$ ) ;
- commerce extérieur vrai (avec partenaires distincts) de FMN étrangères implantées sur le territoire ( $XT^1_{ei}$ )...

Sans parler du commerce extérieur des filiales à l'étranger des FMN nationales ( $XE^1_{ni}$  et  $XE^2_{ni}$ ), lequel permettrait d'évaluer le commerce « national/mondial » ou « territorial/mondial » d'un pays dominant.

Autrement dit, dans toute la masse des statistiques régulièrement produites, nous ne disposons pas des chiffres que nous considérons comme essentiels à l'analyse de la réalité que nous voulons connaître. Leur élaboration — sur une base à la fois nationale et mondiale — nous paraît une tâche importante pour les dix-quinze prochaines années.

D'autre part, l'analyse que nous proposons nous paraît de nature à éclairer plusieurs débats actuels.

D'abord, le débat sur le « déclin » de l'économie américaine. S'il s'agit de constater que le poids relatif des États-Unis est moindre, dans presque tous les domaines, qu'il n'était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, aucun

doute n'est permis. Mais si la domination est affaire non seulement de dimension, mais aussi d'influence, de spécialisation, de polarisation structurante, les choses sont plus complexes.

Ainsi, toutes les statistiques faisant apparaître le très fort recul relatif des États-Unis dans de très nombreux secteurs, de l'acier à l'automobile et du textile à la chimie, ne suffisent pas à exprimer le déclin ; elles peuvent signifier que les États-Unis reculent dans des secteurs qui ont été parties constitutives de l'ancienne spécialisation dominante ; mais s'il y a, en même temps, renforcement dans les activités correspondant aux nouvelles (ou futures) spécialisations dominantes, il n'y a alors que changement de spécialisation (dominante), l'économie américaine pouvant très bien à travers ce changement conserver sa prééminence : ce qui serait exactement l'inverse du déclin.

En outre, pour apprécier pleinement la situation des États-Unis, conviendrait-il de ne pas seulement prendre en considération leur production territoriale (PTi), mais leurs productions « territoriale/mondiale » (PTMi) ou « nationale/mondiale » (PNMi). Ce qui renvoie au problème précédent.

Enfin, il serait nécessaire d'étudier systématiquement les accords passés entre groupes américains et japonais, notamment dans les secteurs correspondant aux nouvelles spécialisations : on s'apercevrait alors que, peut-être, c'est dans un condominium (nippon-américain) qu'est en train de se mettre en place la nouvelle spécialisation dominante.

Autre débat : celui concernant le système monétaire international, le dollar fort, le dollar faible...

Avant le dollar, la livre sterling (monnaie nationale britannique) avait constitué la monnaie mondiale (monnaie clé du système de paiements internationaux) : l'un et l'autre ont été ce que nous appelons des monnaies « nationales/mondiales ».

Cette situation a pu être (plus ou moins bien) gérée tant que le poids de l'économie dominante était appréciable par rapport au reste du monde ; et surtout tant que les flux monétaires et financiers étaient en proportion « raisonnable » par rapport aux flux commerciaux. Mais l'est-elle encore dès lors qu'on assiste à une « explosion » des flux monétaires et financiers internationaux qui perdent toute proportion avec les flux de marchandises ?

En d'autres termes, n'entrons-nous pas dans une période où la création d'une monnaie « mondiale », c'est-à-dire d'un contrôle mondial sur le crédit, les flux et les compensations, va être nécessaire ?

En dernier lieu, notre réflexion souffre d'une lacune dont nous avons bien conscience : elle ne traite pas de l'économie nationale dominante du sous-système étatiste du SNMH.

Il serait possible de s'avancer un peu plus que nous ne l'avons fait. Nous pensons au contraire qu'il vaut mieux, là, s'en tenir à l'ébauche de l'esquisse. Pour aller plus loin, il faudrait disposer d'une analyse plus poussée de ce que nous appelons le système étatiste [Beaud, 1982, nouvelle édition 1985].

Car si le SNMH est structuré principalement par la logique capitaliste ; si, comme nous le pensons, la logique capitaliste ne prédomine pas en Union soviétique et dans ses pays affiliés ; si là c'est la logique étatiste qui prédomine, eh bien il conviendrait de mieux cerner et analyser cette logique pour comprendre comment elle structure le « système plurinational étatiste » que domine l'Union soviétique, et donc comment s'opère l'articulation de ce système plurinational avec le reste du SNMH.

Puissent des travaux ultérieurs contribuer à ces analyses.

## 5.

### **SNMH et formations sociales nationales dominées**

[Retour à la table](#)

L' économie des nations et du monde ne peut se comprendre si l'on ne prend en compte les systèmes économiques — et donc, pour la période contemporaine, le capitalisme.

Le développement du capitalisme à l'échelle du monde ne peut se comprendre si l'on ne prend en compte le fait qu'il s'est constitué, formé, développé sur des bases nationales et que sa logique propre l'oblige à déborder par-delà ses premières frontières.

Ainsi, dans le champ de l'économie mais aussi au-delà, c'est à partir des capitalismes nationaux dominants que se constituent, à travers les relations internationales et la multinationalisation, des polarisations structurantes — et, à travers elles, le « national dominé », le « national dominant » et le « mondial ». C'est donc dans un même mouvement que se structurent le national dominant, l'inter- et le multinational, le national dominé, et, finalement, le mondial : mouvement complexe dont rend compte le concept de « système national/mondial hiérarchisé » — SNMH.

De ce fait, se dégage immédiatement l'inégalité fondamentale des nations : il y a celles qui sont/ont été/sont sur le point d'être des centres dans cette polarisation structurante. Et il y a les autres : qui à des degrés divers vont être marquées, influencées, dominées — mais qui, pour autant, ne sont pas définitivement condamnées à n'être que des pions passifs, inertes, sur l'échiquier du monde.

Car sur cet échiquier, structuré par la polarisation des rapports de forces (économiques, financières, technologiques, politiques, militaires...), rien n'est définitivement établi.

Économies dominées. Dépendance. Trop d'auteurs ont une vision mécanique, unilatérale, simpliste de cette situation : ainsi l'État sous-développé présenté comme une créature et un simple rouage de « l'économie mondiale constituée » [Mathias-Salama, 1983] ; et, dans trop de publications tiers-mondistes, les économies dominées condamnées à subir — et c'est le sous-développement — les seuls effets négatifs du développement des centres.

Mais la réalité ne se laisse pas enfermer dans de telles simplifications.

Essayons, une fois encore, de prendre quelque recul.

Autant qu'entre individus, grande est l'inégalité entre nations. De nombreux facteurs y concourent : superficie et ressources, populations, richesses, puissance..., et puis — cela découle de notre analyse — la place dans le SNMH.

*Si l'on s'en tient à la dimension conceptuelle, il y a, d'une part, les nations et les économies nationales dominantes, qui contribuent à la structuration du SNMH ; et il y a les nations et économies dominées dont la réalité est marquée par les influences qu'elles subissent dans le SNMH. Avec toute une gamme de situations intermédiaires.*

*Si l'on introduit la dimension historique, les choses se compliquent.*

Il y a d'abord les États-nations qui se sont formés/affirmés dans le mouvement même du développement du capitalisme : avec à la fois développement de « leur » capitalisme national (et secondairement de « leur » étatismes) et de leur domination sur de larges contrées du globe : domination capitaliste, indirecte ou directe, renforcée par des éléments de domination étatiste (colonisation, protectorat, alliances forcées...). Ce sont des pays qui ont pu donner une cohérence à leur économie nationale et en étendre les assises au-delà de leurs frontières : vieux pays capitalistes d'Europe (Hollande, Belgique, Grande-Bretagne, France...) ; pays capitalistes de constitution plus récente (Allemagne, États-Unis... ou « convertis » plus récemment au capitalisme (Japon...)).

Il y a ensuite les deux grands ensembles — Union soviétique et Chine — qui se sont affirmés à la fois sur la base de leurs héritages historiques et de leurs traditions étatistes *et* en rupture avec l'impérialisme et les capitalismes.

Il y a enfin les États-nations qui se sont constitués à l'occasion des vagues d'émancipation ; et qui ont donc eu à la fois à conquérir leur indépendance politique et leur droit à l'existence, pour certains, à forger leur identité et à construire une « économie nationale ».

Parmi eux, certains se sont constitués dans la vague de décolonisation du XIX<sup>e</sup> siècle, et ont déjà une histoire politique et économique riche, complexe, souvent accidentée : il s'agit pour l'essentiel des pays d'Amérique latine. D'autres se sont constitués dans la grande vague de décolonisation de l'après Seconde Guerre mondiale.

Parmi ces derniers, les uns correspondent à des formes étatiques anciennes, et ont une cohérence qui s'enracine dans l'histoire ; les autres, au contraire, ont été créés à travers les découpages de la colonisation et les avatars de la décolonisation.

Dans les deux cas il y avait, bien évidemment, avant que n'interfèrent les marchés ou les entreprises capitalistes, une base productive à la reproduction économique des formations sociales concernées. Dans le premier cas, il y avait déjà une « économie nationale » cohérente avec l'ancien État. Dans le second cas, une économie locale/régionale/continentale comme en Afrique subsaharienne.

Dans la plupart des cas, des économies à dominance tribulaire, avec une dimension plus ou moins importante d'activités marchandes (marchés locaux et commerce lointain). Et donc : agriculture/élevage, artisanat, commerce, avec une classe ou caste dirigeante — chefferie, oligarchie terrienne... — et, pour certaines, les structures plus ou moins déployées des appareils d'État.

C'est donc avec ces réalités que le développement national/mondial du capitalisme va interférer. Et la nature de cette interférence va dépendre à la fois de la cohésion (ou de la fragilité) des structures en place, et de la force d'expansion du capitalisme.

C'est dire qu'on est obligé, pour l'analyse des économies dominées ou secondes, de distinguer aussi selon la période de développement du capitalisme dont il s'agit.

*Pendant la période du capitalisme manufacturier et marchand, la dimension mondiale du capitalisme est déjà présente, notamment à travers les compagnies coloniales et le commerce de traite.*

En certains points du monde, les effets de la conquête coloniale et du commerce prédateur sont extrêmement brutaux, destructurants, destructeurs : en certaines zones d'Afrique, avec l'élargissement du « prélèvement » des esclaves ; en Amérique du Sud et du centre, avec la décimation des populations autochtones, le pillage des métaux précieux, le développement ponctuel de productions agricoles et minières pour la métropole.

Mais par rapport à la masse de la production mondiale, les effets du commerce capitaliste ou de l'action directe des compagnies restent encore ponctuels et limités.

*Pendant la période du capitalisme industriel*, la dimension mondiale du capitalisme s'élargit ; sa domination indirecte s'intensifie et se renforce : fort développement des échanges internationaux, exportation de capitaux, crédit international — particulièrement entre le deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et le deuxième tiers du XX<sup>e</sup> siècle ; sa domination directe s'esquisse avec le début de multinationalisation de quelques grandes firmes. Une première division internationale du travail se met en place avec, d'un côté, une spécialisation dominante (activités financières ou bancaires, transports, production de biens manufacturés) et, de l'autre, une spécialisation dominée (productions de base, minières et agricoles).

Mais la masse de la production mondiale est loin d'avoir été touchée par cette évolution : si certains pays ou certaines contrées sont devenues étroitement dépendantes des capitalismes métropolitains, le capitalisme est encore loin d'avoir étendu le réseau de ses relations sur l'ensemble du monde. Donc de nombreuses formations sociales continuent à assurer leur reproduction économique sur la base de leurs économies traditionnelles. Et, dans certaines formations sociales nationales, demeure la possibilité que se constituent, face au(x) capitalisme(s) dominant(s), de nouveaux capitalismes nationaux : les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Japon en témoignent entre autres, chacun en son temps et à sa manière ; et cela d'autant plus que les technologies de la période ne sont ni d'une complexité ni d'un coût susceptibles d'empêcher la montée de ces challengers. Ce qui ne veut pas dire que le capitalisme réussit à s'imposer partout où il a pris racine : en Russie avant 1917, les fragments de la bourgeoisie naissante n'arrivent pas à s'imposer face aux forces traditionnelles ; et dans de nombreux pays d'Amérique latine entre les deux guerres, ils se heurtent aux intérêts des oligarchies terriennes.

Avec la période de l'après-Seconde Guerre mondiale, une page se tourne. Que ce soit à travers ses marchandises ou son commerce, à travers la lame de fond de la multinationalisation, à travers son modèle de production, de consommation et de vie, à travers les références qu'il véhicule et les valeurs qu'il détruit, le capitalisme a pénétré la quasi-totalité des formations sociales du globe. Directement ou indirectement, il interfère avec toutes les formes de production dans toutes les parties de la terre. En outre, les nouvelles technologies de la période sont « lourdes », complexes, coûteuses et doivent être maîtrisées dans leur complexité et leurs conjugaisons.

C'est dire trois choses : d'abord, que toutes les activités productrices du monde tendent à être dominées ou influencées par la logique capitaliste telle qu'elle se développe à partir des capitalismes nationaux dominants, ensuite,

qu'il est infiniment plus difficile de constituer une économie nationale relativement autonome que cela ne l'a été il y a un siècle ; enfin, que, dans ce contexte, les appels à la déconnexion et à l'adoption d'une voie autonome de développement risquent de nourrir de dangereuses illusions.

Car cela apparaîtra probablement un jour comme la contradiction majeure de la période actuelle : *l'accès à l'indépendance politique formelle de multiples États-nations a lieu à un moment où la domination économique financière culturelle du capitalisme (national/mondial) a atteint un degré très élevé d'extension et d'intensité.* Accès à l'indépendance : reconquête de l'indépendance politique pour des peuples-nations depuis longtemps constitués en États, mais soumis dans les derniers siècles à une forme ou une autre de domination ; ou constitution de nouveaux « États-nations » pour d'autres. Dans les deux cas, les États de ces États-nations ont le souci de constituer/reconstituer/conforter leur économie nationale : la base économique sur laquelle va se reproduire la formation sociale nationale — et sur laquelle les classes dirigeantes vont pouvoir fonder leur puissance et leur richesse.

Or, une fois éteint le rêve, l'espoir d'un développement humaniste/socialiste/solidaire, *la voie à suivre s'impose à tous, aux dirigeants formés dans les universités des pays capitalistes comme aux officiers passés par leurs armées, comme aux hommes d'affaires, de commerce et de banque : c'est la modernisation de l'économie, l'industrialisation, le « développement économique » avec ses deux voies, capitaliste et/ou étatiste. Ainsi se referme la nasse.*

Car ce qu'aucun pouvoir mondial n'aurait pu imposer ; ce qu'aucun monopole industriel et financier n'aurait pu mettre en œuvre, des milliers, des dizaines de milliers de décisions gouvernementales ou privées dans les pays du tiers monde vont l'engager et le développer : exploration et mise en valeur des ressources du sous-sol, spécialisation/modernisation de l'agriculture, mise en place des « industries de base » dont certains pensaient qu'elles devaient être industrialisantes, développement des industries manufacturières ; d'amples respirations semblent rythmer ces transformations : on développe les productions pour l'exportation ; puis on soutient les productions pour le marché intérieur ; puis on prône une croissance tirée par les exportations ; puis l'industrialisation pour la substitution des importations ; on s'endette pour développer le potentiel productif ; puis on a besoin de la croissance pour faire face aux charges de la dette... Intérêts privés, agences gouvernementales, entreprises publiques, capitaux privés locaux, capitaux étrangers : avec des dosages, des rythmes, des choix qui varient de pays à pays, le même mouvement s'engage, sans unité apparente, sans cohérence, sans jamais apparaître précisément comme constituant un même mouvement.



Presque partout les classes dirigeantes locales brûlent ou laissent brûler leurs vaisseaux : déstructuration/destruction des économies rurales (agricoles/artisanales) traditionnelles ; exode massif des populations vers les villes où sont groupés les signes de la modernité, du pouvoir et de la richesse : aéroport, autoroutes, palais présidentiel, buildings modernes, banques, négoce, industries. Urbanisation sans frein, favelas, bidonvilles : prolétarianisation massive. Recherches d'emplois — publics et privés —, émigrations multiples, chômage multiforme, et, parce qu'il faut bien survivre, reconstitution d'une économie marchande « non officielle », « souterraine » à la marge de l'autre : monétarisation, marchandisation massives. Fascination des marchandises modernes : transistor puis télévision ; vélo puis auto ; magnétophone puis walkman : par-delà la marchandisation, l'inculcation de valeurs morales, d'un mode de vie, de références culturelles.

D'autant plus que, de tous les grands capitalismes dominants, les firmes se battent pour vendre : du transistor aux systèmes d'armes les plus élaborés, du médicament de base à la voiture de prestige, des appareils d'air conditionné aux produits agricoles essentiels...

Quelques esthètes et rêveurs peuvent bien appeler de leurs vœux un « autre mode de développement » ou même comme c'est de mode en certains cercles parisiens de la rive gauche le « non-développement » ; tout déjà a basculé. Les équilibres cruels d'hier ne pourront nulle part être retrouvés ; les nouvelles harmonies proposées par les utopies socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont nulle part reçu le début de l'amorce d'une réalisation ; les belles perspectives d'un développement « pour tout l'homme et tous les hommes », formulées par François Perroux dans les années cinquante, ont été balayées par les spirales de la modernisation/prolétarianisation/monétarisation/marchandisation.

Et chaque État-nation constate qu'il est pris dans les filets d'un système mondial : obligation d'acheter (machines, équipements, technologies, *know-how*..) pour se moderniser ; nécessité de vendre, donc de pousser certaines productions, donc de se spécialiser en situation dépendante, pour pouvoir acheter ou tout simplement assumer la charge de l'endettement extérieur ; référence explicite ou implicite au mode d'organisation de la production, au mode de consommation et de vie, aux formes de pouvoir, aux systèmes d'armes des pays capitalistes développés. Les réseaux des échanges, des crédits, des mouvements de capitaux se densifient et s'intensifient ; et comme chaque État-nation est jaloux de ses frontières, de ses règles et de ses lois, la multinationalisation s'accroît ; avec, là encore, d'amples respirations : on fait appel aux multinationales, puis on cherche à les brider, à leur fixer des « règles de bonne conduite », et dans la crise on les supplie de venir ou de revenir, à tout prix.

*Jamais, dans le monde, autant d'États nations indépendants.*

*Et jamais, dans le système de l'économie nationale/mondiale, l'indépendance économique n'a autant été, pour la quasi-totalité des pays, un leurre.* Car la domination des capitalismes dominants sur les économies nationales dominées est triple :

— domination indirecte, à travers les flux de biens et services, d'endettement et de remboursement, de capitaux, de *know-how* et de matière grise, de main-d'œuvre ;

— domination directe, à travers les filiales des firmes des pays dominants, le capital étranger, le contrôle étranger direct ; — et puis domination/imprégnation, insaisissable et fondamentale, à travers les modèles et valeurs de référence, les formes de société, les modes de vie et de consommation.

Mais, pourra-t-on objecter, un ensemble de pays — qui s'appellent socialistes — restent à l'écart. Eux ont, au moins, à défaut de construire le socialisme tel qu'on l'imagina au XIX<sup>e</sup> siècle, mis en place les éléments de l'autonomie nationale.

Et il est vrai que la rupture avec le capitalisme a été tentée, poursuivie et d'une certaine manière accomplie — au nom du socialisme : en Union soviétique d'abord, puis en Chine, puis dans divers pays du tiers monde. Et une marge d'autonomie nationale a été constituée sur cette base, notamment dans les deux pays continents. Au lieu du capitalisme, un système dominé, contrôlé, organisé par l'État ; un système adapté pour gérer un vaste réseau d'irrigation, accomplir de grands travaux, organiser quelques programmes massifs, conduire une économie de guerre ; un système qui peut constituer un rôle sur lequel les innombrables tentacules — notamment celles qui font la domination directe — du capitalisme ont du mal à prendre prise [Beaud, 1982, nouvelle édition 1985].

Mais face à la révolution permanente des consommations, des marchandises, des manières de produire, des technologies, des mentalités, ce système a du mal à suivre. Encore aurait-il réussi à innover, à inventer une autre manière de vivre en société. Mais il a cherché à battre le capitalisme sur son terrain, à le rattraper, à le dépasser... En outre, le capitalisme est un terrible révélateur/éveilleur/stimuleur de besoins ; la contagion des besoins par-delà les frontières — notamment par l'intermédiaire des classes aisées — est un élément de son expansion nationale/mondiale. Et les systèmes étatistes, là où ils prédominent, doivent accroître la production nationale pour répondre (plus ou moins bien) à des besoins en quelque sorte fécondés de l'extérieur par le capitalisme : pour y répondre mieux, on adopte l'organisation capitaliste de la

production, on achète les technologies capitalistes, on fait de plus en plus appel aux logiques sociales capitalistes.

Ainsi, même les plus puissantes sociétés étatiques, celles qui ont poussé le plus loin la logique de rupture avec le capitalisme sont prises, même si c'est d'une manière spécifique, dans le grand mouvement de révolutionnarisation des modes de production, de consommation et de vie impulsé par le capitalisme national/mondial à l'échelle de la planète.

Quant aux autres sociétés étatiques — européennes ou du tiers monde —, elles sont prises aussi dans ce mouvement. Elles découvrent, elles aussi, la pression de l'interdépendance et les limites de l'indépendance ; certes, elles ont réduit, elles limitent leur dépendance par rapport aux grandes puissances capitalistes, mais elles doivent accepter une dépendance d'une autre nature à l'égard de la puissance étatique dominante : l'Union soviétique. Dépendance particulièrement forte. Car si, comme nous le pensons, la logique du pouvoir pour le pouvoir est au cœur du système étatique, elle est l'élément structurant essentiel du système plurinational dominé par l'Union soviétique.

*Ainsi le capitalisme, à travers les mutations des mentalités qu'il a engendrées dans le monde entier, comme à travers son triple développement (national/inter- et multinational) couvre maintenant le monde entier.*

Cela ne signifie pas que le système capitaliste s'est substitué à toutes les autres formes de production. Certaines formes de production et d'organisation sociale — domestiques, tributaires, marchandes, étatiques — restent, en certains pays ou certaines contrées, relativement peu touchées par le développement à l'échelle mondiale du capitalisme. D'autres sont concernées sans pour autant être détruites : pour leurs approvisionnements, pour l'écoulement de leurs produits, pour leur financement, elles sont dépendantes de firmes ou de banques capitalistes ; soumission formelle transitoire (voir Marx, 1863-1866), mais aussi soumission indirecte durable, à travers le marché, et qui conduit à ce que ces activités se reproduisent en situation dominée par rapport à des activités capitalistes locales, nationales ou étrangères.

Mais il n'y a pas que la soumission indirecte d'activités anciennes : de nouvelles activités se créent — par exemple, sous la forme de production marchande simple — en symbiose avec des secteurs du capitalisme : dans le tourisme comme dans les nouvelles activités à haute technologie, dans tout ce qui touche aux loisirs, à la culture, à la santé, comme dans les nouvelles branches touchant, sous une forme ou une autre, à l'information ; et parmi ces nouvelles activités, certaines se créent d'emblée en symbiose avec des productions capitalistes et donc en situation de soumission indirecte par rapport à elles. De même, parmi les productions étatiques qui connaissent un

développement foisonnant dans le tiers monde, beaucoup sont articulées — et finalement soumises indirectement, à travers le marché — à des segments productifs de capitalismes nationaux dominants.

On est loin de certaines visions marxiennes selon lesquelles le mouvement du capital, avec notamment la concentration et la centralisation du capital, devait conduire à un clivage social de plus en plus profond entre une petite minorité de capitalistes et une masse croissante de prolétaires. Il y a bien — et à un degré inouï — concentration et centralisation ; mais cette évolution s'accompagne d'un double mouvement de création/recréation de petites activités marchandes et d'élargissement, chaque fois que nécessaire, des activités étatiques. Comme si, dans le mouvement d'ensemble de développement du capitalisme, s'opéraient à la fois la reconstitution du terrain du capitalisme (les activités marchandes) et l'entretien mesuré de son concurrent/complément (le système étatique) : avec la constitution/reconstitution permanente de couches diverses : paysanneries, petites et moyennes bourgeoisies, petites et moyennes « bureoisies » d'État.

Ainsi, dans son mouvement d'expansion à l'échelle mondiale, le capital des pays dominants, loin d'être amené à tout contrôler et à tout envahir, étend, à partir de quelques implantations ou relations stratégiques, le réseau de ses échanges et de ses influences à travers des relais locaux privilégiés : capital local, appareil d'État ou secteur étatique, communauté (ethnique ou autre) jouant un rôle particulier dans les domaines marchand et bancaire ; c'est à travers eux que se constituent des relations complexes, souvent indirectes, avec multiples relais, entre les groupes industriels et financiers des capitalismes dominants et les producteurs, paysans, mineurs, ouvriers, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie.

Donc, *ici encore, le système est bien national/mondial car c'est à travers les relais nationaux des pays dominés que les rapports de domination se déploient jusqu'au producteur final.* D'où la souplesse, l'adaptabilité, la plasticité de ce système qui combine cohérence et hétérogénéité, puisqu'il se développe autour d'une logique centrale tout en s'adaptant de manière diversifiée à l'extrême variété des situations nationales et locales.

De ce fait même, on doit se garder de toutes les analyses unilatérales, qui voient seulement « la » logique centrale et font finalement tout dépendre « du » système, ou « du » centre, ou de « la » puissance hégémonique, ou « du » capital dominant. Car les relais ne sont jamais que relais : ce sont des forces sociales (locales ou nationales) qui ont des objectifs — parfois des stratégies — de pouvoir, de richesse, d'accumulation...

Et les formes et modes de production ne peuvent jamais se réduire à n'être que des adjuvants du capital qui se déploie, à partir des pays dominants, dans

la dimension mondiale : ils ne peuvent se reproduire que s'ils assurent, au moins au minimum, la reproduction des populations productives concernées.

Plus largement, qu'ils aient été nouvellement créés ou qu'ils aient recouvré l'indépendance, les États-nations qui se sont affirmés dans la période récente doivent bien, à partir des potentiels existants, sur la base des formes et modes de production locaux et régionaux, constituer ou reconstituer une économie nationale : c'est-à-dire la base économique de la reproduction de la formation sociale nationale. Et là encore, cette économie nationale est un mixte de formes et de modes de production : ce qui implique à la fois diverses classes et couches productives — lesquelles ne fournissent leur travail productif que si leur propre reproduction est assurée — et diverses classes et couches moyennes et dirigeantes — lesquelles ont des objectifs, des stratégies, des intérêts qui ne permettent jamais de les réduire au rang de simples relais.

Et immédiatement, il *apparaît impossible de parier de ces pays dominés sans les saisir dans leur diversité*, ce qui enlève beaucoup à ces grands mythes de la période récente : « le » tiers monde, « la » périphérie, « le » Sud.

Il y a ceux qui ont une tradition nationale (étatique, culturelle, politique) ancienne, et ceux qui sont de création récente. Il y a ceux qui ont un potentiel économique (énergétique, agricole, industriel) important, et la gamme de tous les autres, jusqu'aux plus démunis. Il y a ceux dont l'économie est déjà fortement imbriquée dans le système mondial, et la large variété des autres, jusqu'aux plus autonomes. Il y a ceux qui ont une unité forte et ceux que les divisions ethniques, religieuses et culturelles conduisent au déchirement et condamnent peut-être à l'éclatement. Il y a ceux dont le groupe dirigeant exprime une volonté d'autonomie, d'indépendance nationale, et la grande diversité des autres. Il y a ceux où existe de longue date une forte tradition marchande et bancaire, ceux où prédomine la tradition étatiste, et un chatoyant nuancier intermédiaire. Il y a ceux qui ont été engagés récemment dans la voie étatiste, ceux au sein desquels se constitue un capitalisme national, et la diversité des autres.

Or, ces différents caractères se croisent, se combinent ; certains évoluent dans la crise. On conviendra alors que les « pays dominés » constituent une mosaïque extrêmement bigarrée, voire contrastée. Depuis les petits pays démunis — les uns peu peuplés et les autres trop — jusqu'aux grands pays du tiers monde, parmi lesquels trois au moins sont engagés dans la bataille pour devenir un des pays dominants du prochain siècle.

On l'a dit : dans son processus multiforme d'expansion à l'échelle mondiale, le capitalisme tient compte de ces réalités et s'adapte. Mais ce sur quoi il faut insister — parce que trop d'analyses récentes l'ont nié ou occulté —, c'est que chaque formation sociale que l'analyse du SNMH conduit à considérer comme

« dominée » est un lieu de forces, de résistance, d'initiatives, d'impulsions : et autant que la prise en compte de sa place dans le SNMH, l'analyse des forces sociales en présence, des forces au pouvoir, de leurs intérêts, de leurs objectifs et de leurs stratégies est indispensable.

*Car domination ne signifie pas intégration. Et une économie, un pays que l'on peut analyser comme « dominé » n'est jamais réduit à être un simple rouage. Ni indépendance ni dépendance absolue...*

Un système national/mondial hiérarchisé qui se constitue, au cours des siècles, par la dynamique des capitalismes nationaux dominants. Un mouvement qui, à travers l'inter- et le multinational, concerne maintenant l'ensemble de la planète, alors que se constituent et s'affirment de nombreux États-nations. Polarisation, domination, mutations technologiques, mondialisation...

C'est dans ce cadre qu'il faut revenir sur le débat, trop souvent mené en termes ontologiques, sur le couple développement/sous-développement, la spécialisation internationale, la déconnexion, les politiques autonomes nationales...

Développement. Mot magique de la période. Mot ambigu s'il en est.

Il y a eu l'immense espérance d'une voie nouvelle — humaniste, socialiste, solidaire — de développement pour « tout l'homme et tous les hommes » ; pour la satisfaction des besoins essentiels. Mais, si l'on cesse de rêver, on sait que, pour les « responsables » actuels, le seul développement qui vaille, c'est le « développement/modernisation », et qu'il passe par le capitalisme, l'étatisme, ou un mixte des deux.

Il y a eu aussi l'observation/dénonciation du sous-développement : présenté par certains comme retard ; par d'autres, comme l'ensemble des conséquences négatives de conditions (climatiques, naturelles, sociales, raciales, historiques, etc.) défavorables ; par d'autres encore, comme la plaie inéluctablement causée au Sud par le développement du Nord. Simplismes stériles.

En fait, ce qu'on observe dans les pays du tiers monde est un développement dominé. Il s'accompagne — comme tout processus de développement, capitaliste ou étatiste, en toute période — de destruction/déstructuration des formes antérieures de production et d'organisation sociale : d'où les nombreux signes de dégradation de la situation économique et sociale observables dans la période récente dans différentes parties du monde. Mais il est aussi, sauf dans quelques pays écrasés, développement, avec essor de nouvelles activités, mise en place et élargissement de nouvelles capacités productives, construction d'infrastructures, formation de nouvelles classes et couches sociales.

En même temps, et c'est sa spécificité, c'est un développement sous influence, un développement dominé, dépendant : avec des références culturelles, des technologies, des marchandises, des modes d'organisation, des modes de vie et de consommation venus d'ailleurs ; avec une économie territoriale déstructurée : un poids parfois très élevé de la production étrangère et une part souvent importante de la production nationale/territoriale orientée vers l'étranger ; et donc, finalement, avec une économie territoriale à la fois éclatée, largement déterminée de l'extérieur et insuffisamment orientée vers la reproduction de la formation sociale.

Si l'on revient à nos définitions du chapitre précédent, les pays dominés n'ont pas de production à l'étranger (PE) ; commencer à développer des multinationales mettant en place des bases productives à l'étranger est déjà le fait de pays intermédiaires. Donc les concepts de « production nationale/mondiale » ou « territoriale/mondiale » ne s'appliquent pas à l'économie nationale d'un pays dominé.

Seul est significatif le concept de « production territoriale » d'un pays  $j$  (PT $j$ ), avec la composante nationale (PT $n_j$ ) et la composante étrangère (PTE $j$ ). Ce rapport PTE $j$ /PT $j$  permet déjà d'évaluer le poids des multinationales étrangères dans la production territoriale. Mais il faut aussi estimer quelle part de la production nationale (PT $n_j$ ) est orientée vers l'extérieur, dépendante de stratégies commerciales extérieures et donc « développée » en fonction de demandes solvables extérieures.

Car, finalement, et contrairement à l'économie dominante qui élargit au-delà des frontières nationales les bases sur lesquelles va être assurée la reproduction de « sa » formation sociale dominante (avec PT $M_i$  > PT $i$ ), l'économie dominée n'est que partiellement consacrée à la reproduction de « sa » formation sociale (avec PT $n_i$  < PT $i$ ).

En outre, elle est soumise à des systèmes de prix mondiaux qui aboutissent à un rapport d'échange défavorable du travail national par rapport au travail d'un pays dominant ; sauf poussée contraire (hausse des prix du pétrole, relèvement momentané des prix des produits de base), les évolutions des termes de l'échange sont défavorables aux pays dominés ; en outre, ceux-ci ont des monnaies soit faibles, soit rattachées à quelque monnaie d'un pays dominant ; ils sont soumis à l'obligation de payer une part importante de leurs achats en devises fortes, et donc soit d'équilibrer leurs balances commerciales en devises fortes, soit de s'endetter ; mais l'endettement en devises fortes crée de nouvelles dépendances, avec des charges du service de la dette qui peuvent devenir écrasantes si les taux d'intérêt augmentent et si le change de la monnaie forte monte, et avec, en fin de compte, les sanctions des banques ou du FMI.

Bref, ils sont pris dans un jeu dont les règles sont définies par les partenaires les plus puissants.

On comprend, face à une telle situation, que les appels à la déconnexion et au « développement autocentré » puissent avoir de vibrants échos.

Mais il faut regarder les choses en face.

Les pays dépendants sont pris dans les mailles d'un filet qui a couvert le monde entier. Quel que soit le point de vue auquel on se place — agricole, industriel, technologique, financier, monétaire —, il est infiniment plus difficile de reconquérir une marge d'autonomie nationale maintenant qu'il y a un siècle ou même un demi-siècle.

En outre, les pays dépendants sont pris dans un mouvement technologique qui rend les choses encore plus difficiles : l'Allemagne et les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, et le Japon au cours des deux premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle ont réussi en leurs temps à se constituer un « système productif complet » où étaient intégrées les principales productions de la période. De nos jours, cela peut être tenté par de très grands pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil ; mais aucun petit pays du tiers monde ne peut y prétendre.

Enfin, la croissance démographique, l'urbanisation, l'attrait pour les biens modernes de consommation rendent les choses irréversibles.

Nul ne va pouvoir désormais s'abstraire du contexte mondial. Nul ne peut échapper aux champs multiples et contradictoires de forces qu'irradient les capitalismes dominants et les puissances étatiques sur l'ensemble de la planète. Nul ne peut prétendre dans le monde actuel à une réelle indépendance économique. Aujourd'hui moins qu'hier, et moins encore demain. En ce sens le discours actuel de la déconnexion<sup>1</sup> et le développement autocentré [Amin, 1985] nourrit de terribles illusions qui risquent de conduire à de tragiques désenchantements.

Non que le destin des pays soit entièrement verrouillé.

Développement dépendant, spécialisation dépendante, certes. Mais ces constats ne doivent pas être lus de manière unilatérale : ils expriment l'effet du mouvement national/mondial du capitalisme sur les économies des pays

---

<sup>1</sup> La définition que Samir Amin donne de la « déconnexion » est très forte : « Organisation d'un système de critères de la rationalité des choix économiques fondé sur une loi de la valeur à base nationale et à contenu populaire, indépendant des critères de la rationalité économique tels qu'ils ressortent de la domination de la loi de la valeur capitaliste opérant à l'échelle mondiale. » [AMIN, 1985, p. 108.]



récents ou récemment revenus à l'indépendance. Mais ils ne signifient jamais une totale, absolue, irréversible dépendance. Car un relais ne demeurera pas indéfiniment un relais et parmi les intermédiaires locaux, beaucoup vont chercher à élargir leur autonomie ; et certains vont y parvenir.

*Mais beaucoup dépend de la situation de chaque pays.*

Quelles sont les forces sociales à l'œuvre dans le pays ? Sont-elles capables de se coaliser dans un effort long de reconstruction d'une autonomie nationale ? Sur quelle base ? Avec quelle alliance ? Sous quelle forme politique ?

Quel est le degré actuel de spécialisation dépendante ? Les secteurs productifs développés sont-ils stratégiques ou non ? Sont-ils bien situés dans la compétition internationale ? D'autres spécialisations sont-elles possibles ? L'essentiel de la reproduction de la formation sociale peut-il être assuré (alimentation et eau potable, transports, santé, éducation, capacité de dégager un surplus) ?

Quelles sont les autres formes de dépendance ? Quel est le degré d'endettement, et sa charge ? Qu'en est-il des dépendances financières, monétaires, militaires, technologiques ?

De quelle capacité de négociation, de quel atout dispose le pays ?

Quelles sont les capacités d'entente, d'alliance, de coopération économique, de codéveloppement avec des pays voisins ? Ou avec d'autres pays de la région ? Ou avec d'autres pays dominés ou intermédiaires ?

C'est en fonction de l'ensemble des réponses à ces questions que des pays dominés pourront, à condition que leurs forces sociales soient porteuses d'une volonté d'autonomie nationale, tenter de définir *une stratégie visant à reconquérir une marge de manœuvre*. Cette stratégie pourrait s'articuler en trois composantes :

- assurer le socle national essentiel : cohésion sociale, maintien ou reconstitution des capacités susceptibles d'assurer au moins « un minimum de survie sociale » (alimentation, avec donc eau potable, énergie, productions et transports essentiels), éducation, santé... ;
- renforcement de quelques points forts, permettant de peser dans le rapport de forces et sur les marchés internationaux ;
- sur ces bases, participation avec d'autres États-nations, notamment dans un cadre régional/continental, à la mise en place d'une

coopération/spécialisation plurinationale, seul moyen, dans la période, permettant d'améliorer le rapport de forces face aux économies dominantes et à leurs firmes multinationales.

Ainsi, face à la dépendance qu'entraîne le renforcement du « système national/mondial hiérarchisé », plutôt que l'illusoire réponse d'une impossible déconnexion nationale, ce qui reste possible, c'est une riposte diversifiée, avec recherche d'une plus grande marge d'autonomie à plusieurs niveaux : national bien sûr, mais aussi local et régional, et chaque fois que possible dans un cadre plurinational, souvent à construire ; avec aussi, dans des configurations plurinationales qui peuvent être multiples, des stratégies contractuelles pouvant aller de la négociation commerciale à une division internationale du travail négociée et d'accords ponctuels de coopération industrielle et technique à une perspective, plus ambitieuse, de codéveloppement ; avec enfin — plus indispensable et plus utile que jamais — la mise en place d'organismes mondiaux ayant autorité que ce soit à l'égard des pays capitalistes dominants ou des puissances étatiques, et d'abord dans les deux domaines essentiels des paiements internationaux et des grands équilibres écologiques.

*Le choix n'est pas entre une situation de dépendance et une prétendue « déconnexion » qui fait un peu penser à la poudre de perlimpinpin des charlatans d'antan. Il est entre une dépendance passive, subie, parfois écrasante, et la reconquête de marges d'autonomie permettant de peser sur l'étendue et les modalités de cette dépendance. Il est entre être « pris » dans les flots et les remous du système mondial en mutation et se donner les moyens, dans ces mêmes flots et remous, d'une navigation maîtrisée.*

Au total, pour les pays dominés aussi, l'hypothèse du SNMH nous paraît éclairante.

D'abord, elle fait ressortir les limites des analyses trop globales : Nord-Sud, centre-périphérie. Non seulement parce qu'il y a des situations intermédiaires : le Nord a « son » Sud et le Sud a « son » Nord ; entre le centre et la périphérie existe une « semi-périphérie ». Mais surtout parce que le fait national a la vie dure : il perdure là où il s'est affirmé au cours des derniers siècles, et il resurgit ailleurs avec force, ici en regain, là en rejet.

Les grandes schématisations géopolitiques ou géoéconomiques demeurent utiles ; mais elles restent cadres vides si elles ne sont nourries de la réalité essentielle du monde d'aujourd'hui : les nations, les États-nations, les formations sociales nationales avec leurs classes, leurs groupes, leurs ethnies, leurs éléments nationaux, et avec donc leurs divisions et leurs conflits internes, leurs équilibres et leurs compromis. Impossible de parler *du* tiers monde si l'on ne sait analyser sa formidable diversité. Car, que de décalages, par exemple,

entre le Cap-Vert et le Brésil, le Bangladesh et l'Arabie Saoudite, Hong Kong et l'Inde...

Ensuite, l'hypothèse du SNMH oblige à une réflexion plus solidement ancrée que beaucoup d'autres sur le débat développement/sous-développement/non-développement. Elle oblige à regarder en face quelques réalités : mouvement d'ensemble de révolutionnarisation des productions et des manières de produire, des produits, des consommations, des modes de vie et des manières de décider et d'organiser ; le mouvement est à l'œuvre à l'échelle mondiale et concerne l'ensemble des formations sociales nationales ; aucune voie alternative globale ne s'est dégagée ; *volens nolens*, toute formation sociale nationale est prise dans ce mouvement et s'y engage d'une manière plus ou moins autonome ou dépendante, et avec des doses variables de petite production marchande, de capitalisme et d'étatisme.

Dès lors qu'il est engagé, ce mouvement d'industrialisation/modernisation (qui pour certains correspond au « développement ») s'accompagne de déstructuration/destruction de formes sociales antérieures (avec des symptômes que l'on peut lier en termes de « sous-développement »). Mais le diagnostic est erroné qui fait apparaître d'une manière simplement dichotomique le sous-développement à la périphérie comme l'autre face du développement au centre : certes, les deux sont liés, mais la réalité est infiniment plus complexe ; c'est dans chaque pays, dans chaque formation sociale nationale qu'il y a « développement » *et* « sous-développement » ; la grande différence, dans les pays dépendants dominés, c'est que le « développement » qu'ils connaissent est lui-même largement déterminé de l'extérieur, influencé, dépendant.

Et c'est là le troisième apport de notre hypothèse du SNMH : dès lors que, à travers l'histoire, le système national/mondial est structuré d'une manière hiérarchisée, il n'y a pas un seul « développement », il n'y a pas un mode homogène de développement, il y en a différents types, avec deux figures caractéristiques : développement dominant et développement dépendant.

Au contraire de l'économie dominante, l'économie dominée n'est qu'en partie consacrée à (et organisée pour) la reproduction de « sa » formation sociale ; elle subit les effets d'une spécialisation dépendante constituée à travers l'histoire ; elle est soumise aux influences directes ou indirectes des économies dominantes ; elle doit tenir compte de mouvements — de marché, de prix, de changements technologiques, monétaires, financiers, d'informations, d'anticipations, de spéculations — qui trouvent leurs logiques dans la dynamique des économies dominantes et parfois leurs affrontements.

Dépendance ne signifie ni impuissance ni passivité. Mais, du fait de l'intensité du phénomène de mondialisation, elle rend irréalistes toutes les propositions simplistes d'indépendance, de déconnexion ou de développement autocentré. Il faut savoir, il faut dire que la seule manière de contrebalancer cette

dépendance passe par la recherche d'une plus grande autonomie, d'une plus grande marge de manœuvre ; et que, dans cette perspective, il faut une stratégie combinant avec l'action menée au niveau national, d'une part des actions aux niveaux régional et local, et d'autre part aux niveaux plurinationnel et mondial.

*Face à l'emprise d'un système hiérarchisé national/international/multinational/mondial, une stratégie diversifiée locale/régionale/nationale/plurinationale/mondiale.*

## Propos d'étape

Connaître, c'est ne pas connaître :  
voilà l'excellence.  
Ne pas connaître, c'est connaître :  
voilà l'erreur. »

LAO TSEU, Tao tô king \*

[Retour à la table](#)

Au moment où je termine ce texte, je reçois le dernier livre de Casamayor, *L'avenir commence hier* ; en première page, il cite Jacques Bainville : « Ce qui est curieux, ce n'est pas qu'on ait tout dit, mais qu'on ait tout dit en vain, de sorte que tout est toujours à redire. » De cet aphorisme amer, Casamayor dégage une double leçon : d'abord que « répéter ne suffit pas ; il faut préparer l'oreille à recevoir la parole », ensuite qu'« aujourd'hui, il ne convient plus de dire les mêmes choses puisque les choses ont changé ».

Ces préceptes débouchent sur de nouvelles difficultés. Préparer l'oreille ? Mais encore faut-il se faire entendre dans la cacophonie, le brouhaha et les vacarmes de la période : leitmotifs ressassés des orthodoxies établies ; contrepoints des écoles critiques ; mélodies singulières des hétérodoxes indépendants, salmigondis plus ou moins bien apprêtés des manuels et des encyclopédies ; avec, dominant le tout, grâce aux sonos déchaînées des médias, les discours éclatés d'ouvrages ou d'auteurs momentanément portés par quelque mode ou quelques coteries, et en bouquet Yves Montand — chanteur enchanteur de ma jeunesse — chargé d'expliquer la crise à des millions de téléspectateurs.

Chaque orateur le sait. Face à un auditoire inattentif et bruyant, il est deux voies : hausser le ton, pour forcer au silence et imposer sa parole ; ou bien, au

---

\* Coll. « Idées », Gallimard, p. 173.

contraire, commencer par chuchoter, parler en confidence, pour gagner, avec le silence, l'attention et l'écoute. C'est d'une certaine manière le pari d'*Agalma* : au lieu d'ouvrages écrasants, bardés d'appareillage d'érudition, des textes cursifs. C'est en tout cas ce que je tente avec ce plaidoyer pour une économie politique des nations et du monde : j'aurais pu l'écrire en plusieurs centaines de pages et, avec une équipe, en plusieurs volumes. Mais l'essentiel de l'argument est là : offert à qui acceptera de se rendre disponible un temps pour le comprendre, quitte ensuite à l'admettre, avec ou sans critique, ou à le rejeter.

Mais qui, de nos jours, sait encore se rendre disponible pour lire ? Au fur et à mesure que se multiplient les publications, se délite la qualité de notre lecture. Il m'arrive d'éprouver de la nostalgie pour l'époque non trop lointaine où la bibliothèque de l'honnête homme contenait quelque cinq cents volumes, dont on pouvait faire le tour, qu'on savait lire, et relire, et reprendre plusieurs fois au cours de sa vie. On peut, bien sûr, s'enfermer dans une spécialité, puis dans la branche d'une spécialité, puis dans une spécialisation de cette branche : et à condition de ne pas trop s'interroger sur le reste — l'immense reste, c'est-à-dire presque tout —, on peut être assuré de son savoir. Mais comment être honnête homme aujourd'hui ?

J'ai rencontré quelques lecteurs merveilleux. Un collègue, dans un centre universitaire du nord du Québec, dans une contrée où il n'est pas de mois où il ne neige, qui avait mieux que moi en tête — mais je l'avais écrite quelques années plus tôt — mon *Histoire du capitalisme*. Un historien yougoslave qui m'a dit avoir, pendant de longs mois de maladie, trouvé un réconfort à la lecture de mon *Socialisme* à l'épreuve de l'histoire. Et puis cette étudiante de Bordeaux, que je n'ai jamais rencontrée, étudiante de doctorat, et donc ayant quatre années au moins d'université, qui m'écrit après avoir lu *L'Art de la thèse* : « C'est la première fois que j'ai eu le sentiment qu'un enseignant prenait de l'intérêt pour l'étudiante que je suis... »

La solitude, la maladie, le froid extrême — seraient-ce là les conditions pour lire avec disponibilité dans le monde tel qu'il va ?

Mais peut-être devrais-je m'interroger aussi sur l'écriture. Peut-être découvrirais-je aussi, parmi les ressorts ultimes, une lutte contre la solitude, la maladie, le froid extrême.

À peine achevé, déjà ce petit livre m'échappe, devient étranger à moi.

J'en vois les limites. Certaines tiennent au nombre de pages : mais je n'ai pas le droit de m'en prévaloir puisque, depuis que j'enseigne, je répète à mes étudiants que chaque sujet peut aussi bien être traité en quelques pages qu'en quelques dizaines ou plusieurs centaines ; à condition d'admettre que la matière exposée ne peut être la même. D'autres tiennent aux qualités et défauts propres

à l'auteur : le rejet profond, viscéral de l'encyclopédisme-poudre aux yeux, de l'hermétisme *in* et de l'à peu près-isme chatoyant ; le souci de comprendre la réalité dans un mouvement de pensée qui refuse l'enfermement dans la théorie comme dans l'empirie : le théorique, le conceptuel étant essentiels pour interroger et interpréter la réalité, mais devant aussi sans cesse être réadaptés, recomposés dans ce travail sur le réel. D'autres enfin tiennent à la période, avec notamment le terrible cloisonnement des disciplines qu'aggrave encore l'éclatement des spécialisations...

Déjà aussi j'en pressens des lectures. Certains le trouveront trop simple et d'autres jugeront inutilement compliqué l'effort de reconstruction. Beaucoup le liront avec les lunettes de « leur » système : ils liront donc un autre livre, issu bien sûr de celui-ci mais dont certains passages auront été gommés et d'autres démesurément grossis, emphatisés. Et puis, ce qui est normal, chacun le lira avec ses interrogations, ses préoccupations du moment : mon souhait est qu'il aide des économistes, des intellectuels des générations qui montent à voir clair plus rapidement, à éviter les impasses et les débats stériles, à analyser mieux le problème qui leur tient à cœur en le prenant dans ses multiples dimensions.

Car on ne peut pas tout réduire à l'économique (ou à un des autres champs que je vais nommer) : il faut saisir les interdépendances, les interactions, les inter-déterminations avec le social, le politique, les croyances, les religions, les idées, les valeurs, les institutions, le droit ; et, pour cela, la prise en compte des temps, l'éclairage historique sont indispensables.

De même, on ne peut tout réduire au capitalisme — même s'il est prédominant en notre époque : il y a, fondamentales, les relations hommes/femmes et parents/enfants ; il y a le système marchand et l'échange où il s'enracine ; il y a les autres logiques productives, domestique, tributaire, étatique ; il y a les motivations profondes : la nécessité de produire pour survivre ou vivre, l'aspiration à la sécurité, au confort, à l'enrichissement, le goût de la richesse (ou de ses signes), le goût du pouvoir (ou de ses signes)...

Enfin, on ne peut pas s'intéresser à un niveau — le local, ou le national, ou le mondial — sans se préoccuper des autres. Aujourd'hui plus intensément que jamais, le national et le mondial sont dans le local ; le mondial, avec l'international et le multinational, sont dans le national ; et ce « mondial » n'est pas intelligible sans la prise en compte des nations, de l'international et du multinational.

C'est pourquoi le lecteur a trouvé, au cœur de ce plaidoyer pour une économie des nations et du monde, l'hypothèse du « système national/mondial hiérarchisé » (SNMH).

En même temps, je vois quelques-unes des questions qu'il aurait fallu, qu'il faudrait approfondir. Sur la méthode d'abord : ne fallait-il pas mieux élaborer la démarche implicite qui consiste à enchaîner dans un même mouvement de connaissance, observation de la réalité présente/prise en compte de l'histoire/élaboration conceptuelle/interprétation de la réalité ? De même, sur l'effort pour saisir un aspect de la réalité sociale — l'économique — en cherchant à ne pas le dissocier des autres — le social, le politique, l'idéologique. Connaissance de la complexité. Complexité de la connaissance. Et, pour l'exprimer l'enchaînement linéaire des mots, des phrases, des paragraphes. J'aimerais, un jour, aborder cette question fondamentale.

D'autres questions surgissent sur le contenu : à l'évidence, il faudrait aller plus loin sur le concept de formation sociale nationale ; sur sa base économique l'« économie nationale », sur les classes sociales et les rapports de classes, mais aussi sur les autres éléments de sa constitution : les minorités nationales, ethniques ou religieuses ; les réseaux qui s'y constituent, sur la base d'intérêts d'argent, de recherche du pouvoir, d'affinités, de familles de pensées ; les idées, les croyances, les mythes qui en certaines périodes contribuent à cimenter une certaine unité et en d'autres à creuser des fossés ou à exacerber haines et affrontements. Et il faudrait être capable d'une « relecture » des différentes sociétés de la planète en fonction de leurs histoires, leurs modes spécifiques d'organisation, leurs visions du monde, leurs valeurs. Et, bien sûr, il aurait fallu d'autres livres pour analyser plus complètement l'enracinement des logiques capitalistes et étatistes dans les attitudes fondamentales des hommes et notamment dans la recherche, au-delà des moyens essentiels de vie, de l'avoir et du pouvoir ; pour développer l'analyse de l'État, du système étatiste, et donc du système plurinational étatiste actuellement constitué sous la domination de l'Union soviétique ; pour aller plus loin dans l'analyse du phénomène multinational, de la « mondialisation » qui s'est amorcée, de la nouvelle mutation techno-économique en cours...

Compte tenu de l'impossibilité de tout dire en un seul ouvrage, et de l'impossibilité plus cruciale encore de penser à la fois la totalité et, dans leurs analyses précises, les parties et les articulations, qu'il nous soit permis de nous arrêter sur ce qui est l'objet central de ce livre.

*La dichotomie traditionnelle des analyses économiques (scindées entre celles qui portent sur le national et celles qui portent sur l'international) est de plus en plus un obstacle à l'observation et à la compréhension des phénomènes économiques contemporains. Il en est évidemment de même de l'éclatement des travaux entre les quatre champs distincts du national, du multinational, de l'international et du mondial. C'est fondamentalement à une recomposition de ces champs dans une démarche de pensée cohérente que ce texte contribue.*



Pour nous — et nous aimerions sur ce point aider à une prise de conscience qui nous paraît urgente —, les principaux phénomènes économiques de la période ne peuvent être saisis qu'à travers cette *démarche pluridimensionnelle*, qui prend en compte, répétons-le une fois encore, d'une manière articulée, le « national », l'« international », le « multinationale » et le « mondial ».

Cette recombinaison passe par la *prise en compte des « systèmes économiques »*, formalisations conceptuelles permettant de rendre compte des grandes familles de structurations économiques et sociales autour des logiques économiques fondamentales. Cinq logiques économiques fondamentales peuvent être repérées :

- trois anciennes, mais qui n'ont pas disparu dans notre monde : domestique (ou communautaire), tributaire, marchande simple ;
- deux récentes, mais qui s'enracinent dans le passé : capitaliste (qui s'enracine dans la logique marchande) et étatiste (qui s'enracine dans la logique tributaire).

Une incertitude subsiste sur la réalité (sur la possibilité) de la logique socialiste — production de biens par une société pour satisfaire les besoins principaux de cette société — qui pourrait s'enraciner dans la logique domestique. Ne peut-on dire du socialisme ce que J.-J. Rousseau disait de la démocratie : qu'elle serait le fait d'une société de dieux — ou, pour parler comme Lao-Tseu, de « saints » ; car :

« Le saint se garde d'amasser ;  
en se dévouant à autrui, il s'enrichit,  
après avoir tout donné, il possède encore davantage.  
(...) la vertu du saint agit sans rien réclamer <sup>1</sup>. »

À quoi fait curieusement écho : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »...

La recombinaison de l'analyse passe également par la *prise en compte du fait national* : à la fois parce qu'il demeure une des dimensions essentielles de la vie économique (l'économie nationale, base de la reproduction des formations sociales nationales, figures majeures, avec l'État-nation, des structurations sociales dans le monde moderne) ; et parce qu'il est une clé pour comprendre le double phénomène d'internationalisation et de multinationalisation des mentalités et des sociétés, des nations et du monde.

---

<sup>1</sup> LAO TSEU, *op. cit.*, p. 188.

Prise en compte des systèmes économiques et notamment du capitalisme ; prise en compte du fait national, et notamment de l'économie nationale — cela permet de rendre compte de ce système « *national/international/multinational/mondial* » que cherche à formaliser le concept de SNMH.

Cela implique une vision large et ouverte de l'économie ; cela implique notamment la prise en compte de la dimension historique sans laquelle notre vision réduit la réalité à un degré tel qu'on ne peut plus la saisir valablement.

Au-delà, et pour rendre compte de l'ensemble de la réalité économique mondiale contemporaine, il faudrait être en mesure de rendre compte de ce système plurinational dominé par l'Union soviétique, donc à nos yeux structuré par la logique étatiste : ce qui implique l'analyse de la « formation sociale nationale étatiste » et donc une connaissance approfondie de la logique étatiste. Nous avons préféré remettre cette réflexion à une étape ultérieure, car :

« Qui embrasse peu acquerra la connaissance sûre,  
qui embrasse beaucoup tombera dans le doute <sup>1</sup>. »

La formulation de cette hypothèse du SNMH n'est pas une fin en soi.

C'est évidemment un point d'aboutissement, avec, comme c'est le cas de tout travail de recherche, de multiples explorations, des hésitations, des doutes, la prise de conscience de diverses impasses et finalement la formalisation d'un ensemble d'idées, d'un concept, qui nous paraît plus éclairant que tout ce que nous avons rencontré, ou utilisé jusqu'ici. Plus éclairant, c'est-à-dire plus apte à rendre compte de la réalité économique et sociale.

Mais la formalisation de cette hypothèse est aussi un point de départ : elle implique une démarche, elle implique des moyens, elle implique une recomposition des informations. Elle implique donc des années et des années de travail et d'approfondissement.

La première implication me paraît être de l'ordre de la *discipline de pensée* ; nous devons intégrer ce fait dans nos travaux scientifiques comme dans notre compréhension quotidienne de la réalité : *le national ne se réduit pas au national ; le mondial ne peut se limiter au mondial ; et de même pour l'international et pour le multinational.*

Le « *national* » est, bien sûr, largement caractérisé et structuré par tout ce qui concerne la formation sociale nationale : mais la place que celle-ci occupe dans le SNMH est aussi un élément déterminant ; et donc il n'y a pas d'analyse

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 88.

possible d'une réalité sociale nationale sans prendre en compte sa place dans le système mondial, et donc les relations internationales, et donc les espaces multinationaux. En ce sens, l'international, le multinational, le mondial sont dans le national : et celui-ci ne peut être analysé, compris, si on ne les prend en compte.

Cela s'applique à l'étude de toute économie nationale, de toute situation nationale, et même de tout phénomène inséré dans une réalité nationale : un paysan (argentin, ou ivoirien, ou allemand, ou indonésien), un ouvrier, un chômeur, un technicien (belge, ou canadien, ou brésilien, ou algérien, ou coréen) sont en permanence concernés par des phénomènes qui débordent leur propre pays. Une anecdote en guise d'illustration : un ami s'est récemment acheté un « costume anglais » — dans un magasin anglais de Paris ; rentré chez lui il s'aperçut que ce costume avait été fabriqué dans une usine des Vosges ; curieux d'en savoir plus, il apprit que le tissu de velours venait d'Italie et que le costume avait été fabriqué sur une machine ultra-moderne japonaise fonctionnant avec un logiciel sud-coréen...

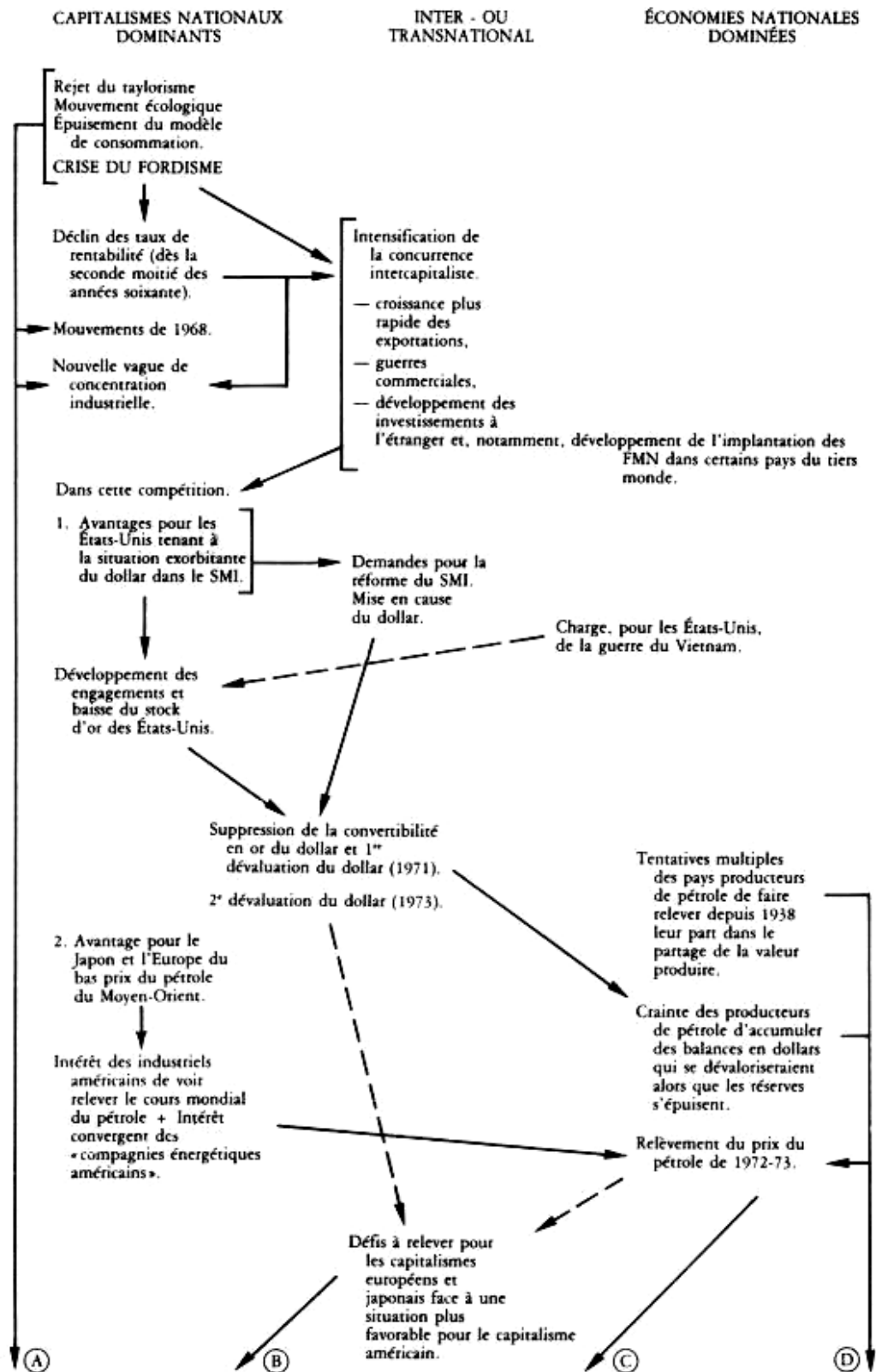
Comment dans ces conditions, entendre le slogan « Produisons français » ? Il pourrait aujourd'hui signifier : produisons, grâce aux multinationales françaises, partout dans le monde où c'est le plus rentable ; venant du Parti communiste français, on sait que ce n'est pas le sens. Il peut signifier aussi : produisons dans des entreprises situées sur le territoire français ; mais alors, il aurait dû être formulé différemment, par exemple : produisons en France. Finalement, « Produisons français » peut être compris de manière plus ou moins précise : produisons dans des entreprises françaises (et non des firmes étrangères), implantées sur le territoire national (et non des filiales à l'étranger), utilisant du matériel français, de l'énergie et des matières premières françaises, du savoir-faire français (et non des inputs et du *know-how* étranger), et, finalement, employant des travailleurs français (et non des immigrés). Formule simple, contenu complexe, signification ambiguë : c'est aussi cela « l'effet » du SNMH sur le national...

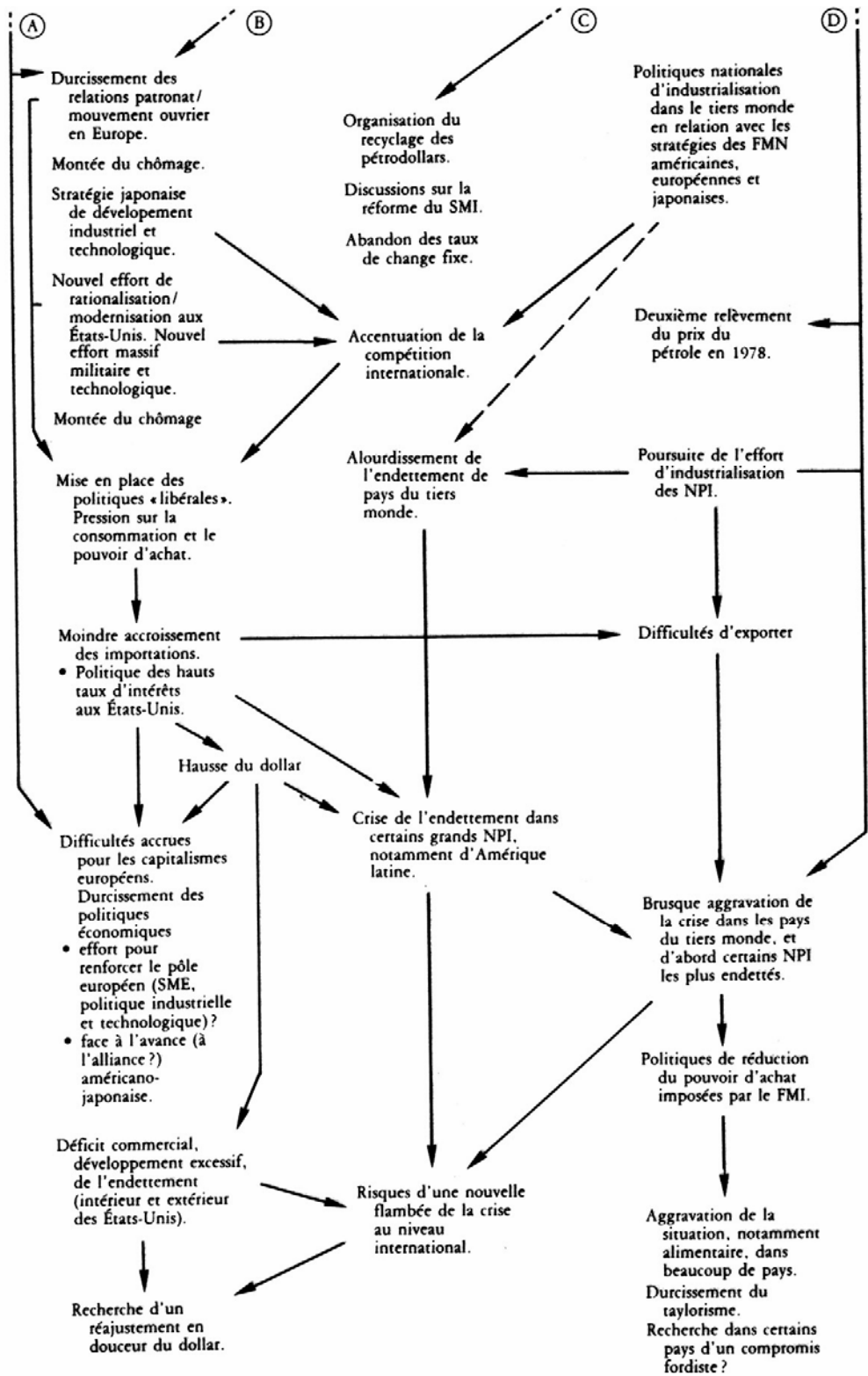
De même pour le « mondial » : il est pour l'essentiel constitué de ce qui concerne l'entière planète ; mais, très largement, il se constitue à partir de réalités nationales qui structurent la dimension mondiale principalement à travers les phénomènes internationaux et multinationaux. Le dollar, Coca-Cola et IBM PC sont à la fois américains et mondiaux ; Tchernobyl est à la fois soviétique et mondial ; les marchandises, les monnaies, l'information, la spéculation sont des phénomènes à la fois mondiaux et nationaux. En ce sens, le national, l'international, le multinational sont dans le mondial. Et tout phénomène économique majeur de la période, même s'il semble s'insérer dans une dimension (nationale, ou internationale, ou multinationale, ou mondiale) doit être étudié dans ces quatre dimensions. Illustrons ce propos d'un exemple : la crise qui est au cœur de la période actuelle. Beaucoup d'études de cette crise

ont porté sur ses multiples aspects nationaux — et en certaines phases, ils sont essentiels. D'autres ont traité d'aspects internationaux — crise du pétrole, crise du dollar, crise du système monétaire international, problème de la dette extérieure. Quelques-unes ont porté sur le rôle et les stratégies des firmes et banques multinationales. D'autres enfin ont privilégié la dimension mondiale, la crise de l'impérialisme, le face-à-face Nord-Sud. Or, ce sont ces quatre dimensions qu'il faut prendre en compte à la fois dans leurs dynamiques internes et dans leurs interactions ; à défaut de le démontrer essayons simplement de le suggérer à travers une chronologie de la crise [p. 116-117] qui vise à faire ressortir l'interaction entre économies nationales dominantes, économies nationales dominées et inter- ou multinational <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour simplifier, cette chronologie fait abstraction des « pays de l'Est » qui sont certes concernés par la crise mondiale, mais qui pour l'essentiel ont à faire face à une crise qui leur est propre. Cette chronologie est extraite de notre contribution au colloque de Binghamton de novembre 1985 : « Sur la spécificité de la crise actuelle ». Voir *Cahier* du GEMDEV, n° 6, mars 1986.





On le voit, il est à nos yeux impossible de réduire la crise à sa seule dimension mondiale, ou à sa seule dimension nationale (crise du fordisme ou du rapport salarial...), ou à ses seules manifestations internationales. Impossible aussi, mais c'est un autre débat, de la réduire à ses seuls aspects négatifs pour le capitalisme : elle est à la fois blocage *et* nouveaux développements, nouveaux secteurs, nouvelles technologies, nouveaux pays et nouveaux marchés pour le capitalisme à l'échelle du monde.

La deuxième implication de l'analyse en termes de SNMH, c'est *l'impossibilité d'accepter une vision homogène, « aplatie » du national. Le « national » n'a pas la même épaisseur, le même contenu, le même efficace selon la place qu'occupe la formation sociale concernée dans le SNMH : cette place étant saisie et comprise dans sa dimension historique.*

Nous avons tellement insisté sur ce point que nous hésitons à nous répéter une nouvelle fois : faut-il redire ici que « national » concerne des réalités économiques et sociales différentes : dominantes, dominées ou intermédiaires, que le « *national/dominant* » focalise des polarisations structurantes, bénéficie d'une spécialisation dominante, se déploie hors des limites territoriales et finalement se constitue en un national/mondial ; que le « *national/dominé* », s'il est enraciné en son territoire, inhérent à sa formation sociale, est agi de l'extérieur, structuré, orienté, influencé par des forces, des décisions, des stratégies initiées ailleurs et qu'il est marqué par des spécialisations subies ; et que les *réalités nationales intermédiaires* mêlent ces différents caractères, et de manières diverses, selon qu'elles sont en déclin ou en ascension.

D'où la nécessité de nous « dé-simplifier » un peu l'esprit, de nous ouvrir un peu à la complexité ; oh, pas beaucoup : admettre que certaines réalités nationales sont nationales/mondiales, que d'autres sont influencées de l'extérieur ; qu'il y a développement et développement (développement dominant et développement dépendant) ; qu'il y a spécialisation et spécialisation (spécialisation dominante et spécialisation dépendante) ; et que, finalement, le national ne peut plus être simplement réductible au national comme il a pu l'être encore jusqu'à la dernière guerre mondiale.

Si nous insistons tellement pour que soit prise en compte cette nouvelle démarche d'analyse, ce n'est ni par un effet de mode ni par goût du nouveau pour le nouveau. C'est simplement, essentiellement parce que les réalités ont changé : le paysage géoéconomique a connu une telle mutation dans les dernières décennies qu'une nouvelle grille de lecture est nécessaire.

Et la troisième implication de notre analyse concerne *les politiques nationales. Elles vont longtemps encore demeurer importantes* : parce que le national demeure un lieu privilégié de reproduction

économique/idéologique/politique/sociale ; un lieu privilégié de solidarité et de conflits sociaux, de règlement de ces conflits, d'affirmation par rapport à l'extérieur. *Mais* ces politiques nationales ne peuvent rester principalement nationales : *elles doivent, elles aussi, prendre en compte la place dans le SNMH, le multinational, l'international et le mondial.*

La tentative de relance keynésienne et sociale du gouvernement de gauche en France a échoué en 1981-1982 ? C'est principalement parce que les recettes keynésiennes, qui pouvaient s'appliquer à une économie nationale il y a trente et quarante ans, n'ont plus la même vertu aujourd'hui pour une économie nationale située dans la partie médiane/haute du SNMH.

La plupart des politiques nationales de développement engagées dans la plupart des pays du tiers monde depuis trente ans conduisent à des résultats contrastés, des déceptions, parfois de francs échecs ? C'est qu'on n'a pas mesuré les contraintes qui pèsent sur les économies dominées dans un système hiérarchisé où la combativité des plus forts est aiguisée tantôt par la croissance, tantôt par la crise. C'est qu'on a mythifié le développement — comme le sous-développement —, ce qui a empêché de bien comprendre la réalité du développement dépendant.

On se plaignait avant-hier d'un dollar trop bon marché, hier d'un dollar trop cher ; on va peut-être se plaindre à nouveau d'un dollar trop bas ? C'est que tous les pays sont pris dans un système national/mondial où les flux de paiement et les flux financiers s'accroissent puissamment, et où la principale monnaie mondiale est la monnaie nationale de l'économie la plus puissante — économie dominante dont les principaux groupes industriels et financiers sont capables d'exploiter à leurs avantages les deux situations : celle d'un dollar trop bas comme celle d'un dollar trop haut.

Les États-Unis seraient-ils donc les seuls à être autonomes au sein du SNMH ? Même pas. Écoutons Félix Rohatyn, associé de la banque Lazard frères à New York, esprit influent au sein du Parti démocrate qui précisément cherche à formuler les grandes lignes d'une nouvelle politique économique pour 1988 <sup>1</sup>. Certes il préconise aux États-Unis mêmes une négociation au sein des entreprises : les chefs d'entreprise devant s'engager à investir, et les salariés à « modérer leurs revendications » : modernisation, compétitivité, la dimension internationale/mondiale n'est évidemment pas absente de cette recommandation. Mais elle est omniprésente dans tout le reste de l'interview : nécessité de mesures de protection pour « certaines industries » (de base et à haute technologies), et à l'égard de « certains pays » — et cela comme en accompagnement des négociations engagées au sein du GATT ; crainte que l'affaiblissement actuel du dollar n'ait des conséquences fâcheuses pour

---

<sup>1</sup> Interview du *Monde des affaires* du 2 janvier 1987.



certaines pays (le Canada et certains pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est) ; souhait que le Japon et l'Allemagne fédérale assument mieux leurs responsabilités économiques mondiales ; projet d'un Fonds mondial de 50 milliards de dollars pour contrebattre la spéculation monétaire internationale ; perspective enfin d'un « marché commun nord-américain » qui réunirait les États-Unis, le Canada et le Mexique... Même le nationalisme économique, aujourd'hui, doit assumer la nouvelle dimension internationale, multinationale et mondiale.

En France, on dénationalise après avoir nationalisé — mouvements de balancier qui ne favorisent pas l'effort de modernisation et d'adaptation. En Europe, on s'observe avec suspicion par-dessus les frontières. Entre les pays développés intermédiaires et les nouveaux pays industriels, on s'observe avec défiance si ce n'est avec hostilité. Mais on oublie que les deux cents plus grandes firmes mondiales totalisent un chiffre de vente qui représente 30 % environ du produit mondial brut et assurent environ la moitié du commerce mondial.

Les effets de l'accident de Tchernobyl ont concerné un grand nombre de pays ; d'autres accidents, plus graves, auront lieu dans les prochaines décennies. En outre, il y a actuellement dans le monde 55 000 têtes nucléaires, qui représentent un million de fois la puissance de la bombe de Hiroshima. Par rapport à ces risques, aucun pays ne peut plus s'enfermer en ses frontières ou se prévaloir de sa neutralité.

Économie, commerce, monnaie, environnement, systèmes d'armes, information, culture, mode de vie : dans tous ces domaines les réalités nationales sont prises, enserrées, entraînées, malaxées dans un système mondial. Ce qui ne les efface pas en tant que nations, mais les oblige à repenser leur existence et leur devenir au sein de ce système inter- et multinational diversifié, inégalitaire, hiérarchisé.

Car nul ne peut s'abstraire de ce système mondial.

La déconnexion, entendue comme l'est tout slogan politique : dans son sens le plus élémentaire, est une fausse fenêtre. L'Albanie peut bien mettre le monde entre parenthèses. Des intégristes de différentes religions peuvent bien jeter l'anathème. Des dogmatiques de différentes obédiences peuvent bien enfermer leurs sujets dans des frontières ou dans des camps. Un jour — à moins bien sûr que l'humanité n'ait été, tel Icare, victime de sa propre ambition — il faudra bien qu'ils regardent le monde : et il sera, une fois encore, profondément transformé.

Pour autant, chaque société, chaque pays ne peut s'en remettre au cours erratique d'un vaisseau mondial sans capitaine ni gouvernail. Taux de changes,

dette internationale, système de prix et termes de l'échange, spéculation, système de paiement, prix de l'énergie et des matières de base : trop de domaines clés, essentiels, desquels dépendent les économies de tous les pays et sur lesquels les forces dirigeantes de l'économie dominante ne veulent prendre des mesures que lorsqu'il y va de leur intérêt. En outre, les fuites en avant de ces dernières années avec les endettements (y compris les endettements américains), les spéculations (aux États-Unis et à l'échelle mondiale), le développement des xénomonnaies et de la xénofinance font qu'une aggravation brutale et non maîtrisable de la crise mondiale va demeurer possible pendant les prochaines années [voir Beaud, 1981, nouvelle édition 1987, chap. 7].

*Il faut donc reconstruire des marges de manœuvre et si possible des marges de sécurité. L'erreur serait que chaque pays cherche à le faire isolément.*

Bien sûr, chaque pays doit rechercher ce qu'il peut faire en ce sens au niveau national, mais sans s'enfermer dans son horizon national :

- il doit chercher à assurer ou à sauvegarder ses bases essentielles de vie : eau potable, cultures vivrières, énergie, productions essentielles, et aussi les mécanismes de cohésion sociale et de solidarité permettant de surmonter des crises graves ;
- dans cette perspective, une démarche décentralisée et le renforcement de ces différents domaines à partir du local et du régional sont sans doute essentiels ;
- enfin chaque pays doit renforcer, seul ou avec d'autres, ses points forts, développer ses atouts par rapport aux jeux et aux échanges internationaux.

À l'autre bout, chaque pays doit avoir en perspective la dimension du mondial. Certains problèmes mondiaux nécessitent que l'humanité se dote, sinon d'un pouvoir mondial, au moins d'institutions mondiales permettant de maîtriser, peut-être de résoudre les grands problèmes planétaires. Et d'abord le surarmement, absurde, qui nous menace tous. Ensuite les dommages irréversibles mettant en danger l'équilibre écologique de la planète. Mais aussi le risque de surpopulation, les problèmes entièrement nouveaux que posent aux pouvoirs et à la conscience humaine les applications des nouvelles technologies. Et enfin la mise en place d'un système de paiement mondial qui ne repose pas centralement sur la monnaie de l'économie nationale prédominante.

Mais il est clair qu'une maîtrise mondiale des problèmes qui concernent l'entière humanité passera par une longue période d'incertitudes, de drames et d'impuissance.

Il faut donc avancer dans la voie des réalisations plurinationales. C'est-à-dire qu'aux problèmes que pose un système inter- et multinational/mondial, il faut, au-delà des réponses nationales/régionales/locales, développer des réponses concertées, négociées, instituées par plusieurs pays.

Cette réponse plurinationale a déjà été amorcée : il y a d'abord, sur tous les continents, de très nombreuses institutions, organisations, communautés qui regroupent des ensembles plus ou moins nombreux de pays ; il y a aussi les organisations et institutions qui regroupent, d'un côté, les pays situés dans la partie haute du système hiérarchisé et, de l'autre, les pays situés dans la partie basse ; il y a enfin une large gamme d'organisations qui regroupent des pays du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Là, la question devrait être : comment utiliser chacun de ces organismes :

- pour avancer dans une meilleure maîtrise du système mondial ;
- pour reconquérir une meilleure marge de manœuvre au sein de ce système mondial ; c'est-à-dire, très concrètement, pour contrebalancer le poids des économies nationales dominantes et de leurs grands groupes multinationaux.

Mais face aux risques immédiats et aux incertitudes du SNMH tel qu'il existe, compte tenu de l'urgence de certains problèmes, il conviendrait de concevoir un autre mode de concertation et d'action plurinationales. Il s'agirait de mettre à l'œuvre, sur un problème déterminé, les efforts de tous les pays soucieux de contribuer à sa solution, par exemple :

- sur le problème de sécheresse et de famine dans le tiers monde ;
- sur les problèmes de la dette des pays les plus pauvres et des autres pays en voie de développement ;
- sur le problème des cours de l'énergie et des matières premières ;
- sur le problème d'un système de paiement rendu moins dépendant du dollar.

Sur chacun de ces problèmes, aucun pays isolé ne peut vraiment peser. Et un regroupement régional isolé ne pourra probablement guère plus.

Mais sur chacun de ces problèmes il est possible de réaliser des rapprochements d'intentions et d'intérêts qui conduiraient à une configuration où pourraient s'engager conjointement des pays d'Europe de l'Ouest *et* de l'Est, d'autres pays industrialisés (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), des pays

pétroliers, des pays en cours d'industrialisation et de développement. Bien sûr, des groupements déjà constitués pourraient être actifs en tant que tels dans de telles configurations.

La seule originalité de cette proposition qui pourrait raisonnablement prendre corps dans les quinze ans à venir, réside en deux aspects : d'une part, il s'agit de mobiliser des énergies, à un niveau plurinational, sur des problèmes concrets, déterminés, qui précisément concernent nombre de pays ; d'autre part, il ne s'agit pas de refaire une nouvelle organisation aux contours bien délimités, mais au contraire de regrouper, sur chaque problème-cible, une configuration de pays différente, et probablement susceptible d'évoluer.

*Ainsi, face aux contraintes, aux menaces, aux incertitudes d'un système national/inter- et multinational/mondial, des réponses nationales bien sûr, combinées d'une part avec des réalisations régionales locales et, d'autre part, avec de nouvelles initiatives plurinationales, dont certaines pourraient concerner plusieurs continents et plusieurs ensembles géoéconomiques.*

La quatrième implication de notre analyse est que, pour disposer des moyens de connaissance adaptés, *il faudrait de profondes transformations des cadres de recueil et de recomposition des connaissances, et notamment des statistiques.*

Il serait, par exemple, indispensable de substituer au système actuel de « comptabilités nationales » et de comptes extérieurs des nations, *un nouveau système de comptabilités nationales/internationales/multinationales/mondiales* : les comptes nationaux/mondiaux, dont nous avons proposé une esquisse au chapitre 4, devraient s'articuler avec des comptes territoriaux des firmes multinationales et avec des comptes internationaux, traitant d'une manière spécifique les flux internes aux firmes multinationales.

De même, les *tableaux d'échanges interindustriels* ne devraient plus être conçus principalement sur une base territoriale, mais *sur la base d'espaces « nationaux/mondiaux cohérents »* prenant en compte les différentes réalités territoriales nationales.

Ainsi serait-il possible d'analyser une économie nationale dominante, pas seulement dans « sa » dimension territoriale, mais dans sa dimension nationale/mondiale ; inversement, cela permettrait de mieux analyser les éléments structurants de la dépendance d'une économie nationale dominée.

Enfin, cinquième et dernière implication : elle concerne le *proche futur de nos économies nationales et de l'économie mondiale*. L'analyse en termes de SNMH permet de dégager trois lignes :

1) avec les nouvelles technologies, les progrès des moyens de télécommunication et de traitement de l'information, les dimensions internationales/multinationales et mondiales vont se renforcer : avec des impacts croissants dans les domaines informationnel, culturel et intellectuel, monétaire et financier. *Des nations, un monde de plus en plus mondialisés. Un monde de plus en plus rétréci et interdépendant ;*

2) le fait national, avec notamment sa figure majeure de l'État-nation, ne va pas se dissoudre pour autant. Au contraire, dans un monde brouillé, incertain, l'État-nation va apparaître comme un lieu d'identification et d'enracinement privilégié. *Nationalismes* (chez les dominants comme chez les dominés), *revendications du droit à l'existence nationale* vont donc coexister avec la *mondialisation des nations et du monde* ; et donc *conflits nationaux* (culturels, économiques, militaires) qu'il faudrait savoir analyser en relation avec les logiques économiques et sociales dominantes (capitaliste et étatiste) ;

3) la rencontre des puissantes technologies modernes (nucléaires, informationnelles, biologiques) avec les grandes logiques sociales de notre temps (étatisme et capitalisme) peuvent conduire à *des monstruosité dont les quelques dérèglements que nous sommes capables d'imaginer ne sont que de pâles esquisses*. Delà, il y a quelque vingt-six siècles — à l'époque des seules logiques domestique, tributaire et marchande — Lao Tseu écrivait :

« Plus on possède d'armes tranchantes,  
plus le désordre sévit ;  
plus se développe l'intelligence fabricatrice  
plus en découlent d'étranges produits (...) <sup>1</sup> »

L'humanité en ses nations, en ses classes, ses groupes ou ses individus ne pourra éviter le pire — que chaque jour rend de plus en plus possible — que si elle est capable d'inventer une nouvelle éthique. Avec peut-être déjà cette règle simple : appliquer les nouveaux moyens techniques disponibles en priorité à la satisfaction des besoins essentiels de la planète et de l'humanité : air respirable, eau potable, alimentation de chacun, bonne santé, éducation, apprentissage de la démocratie, c'est-à-dire de la liberté et de la responsabilité.

Mais déjà nous demandons beaucoup...  
Lao Tseu dégageait ces quelques règles

« Discerne le simple et étrenne le naturel  
réduis ton égoïsme et refrène tes désirs <sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> Lao Tseu, *ibid.*, p. 147.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 83.

Ayant écrit ce livre, est-il permis de dire que ces règles, si elles s'adressent à tous, ne peuvent avoir le même sens pour les riches des pays riches, les ultra-riches des pays pauvres, les pauvres des pays riches et les pauvres des pays les plus pauvres ?

Ce qui nous conduit à cette ultime réflexion :

*Lao Tseu nous a aidé  
à conclure ce livre sur le SNMH.  
L'hypothèse du SNMH peut nous aider  
dans la lecture de Lao Tseu...*

## Bibliographie

[Retour à la table](#)

- AMIN Samir, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, IFAN-Dakar, Anthropos, Paris, 1970. — *L'Échange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat*, Anthropos, Paris, IDEP, Dakar, 1973. — *L'Impérialisme et le développement inégal*, Éd. de Minuit, Paris, 1976. — *La Loi de la valeur et le matérialisme historique*, Éd. de Minuit, Paris, 1977. — *Classes et nation*, Ed. de Minuit, Paris, 1979. — *La Déconnexion. Pour sortir du système mondial*, La Découverte, Paris, 1986.
- ANDERSON Jan Otto, « Capital and Nation-State : a Theoretical Perspective », *Development and Peace*, automne 1981.
- BAREL Yves, *La Reproduction sociale*, Anthropos, Paris, 1973.
- BEAUD Michel, *Histoire du capitalisme, de 1500 à nos jours*, Seuil, Paris, 1981, nouvelle édition augmentée 1987. — *Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, Paris, 1982, nouvelle édition augmentée 1985. — *La Politique économique de la gauche*, Syros, Paris, 2 vol., 1983 et 1985.
- BERTIN Gilles, *Les Objectifs extérieurs des États*, Economica, Paris, 1981.
- BOUKHARINE Nicolas, *L'Économie mondiale et l'impérialisme (esquisse économique)*, 1915-1917, traduction française, Anthropos, Paris, 1969.
- BOULDING Kenneth E., *The World as a Total System*, Sage Publications, Beverly Hills, 1985.
- BOURGUINAT Henri, *L'Économie mondiale à découvert*, Calmann-Lévy, Paris, 1985.
- BRAUDEL Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 3 volumes, A. Colin, Paris, 1979. — *Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, 1969.
- BYÉ Maurice, BERNIS Gérard de, *Relations économiques internationales, I — Échanges internationaux*, Dalloz, Paris, 4<sup>e</sup> édition entièrement refondue, 1977.

- COOPER Richard N., *The Economics of Interdependence*, Columbia University Press, New York, 1980. — *Economic Policy in an Interdependent World*, MIT Press, Cambridge Mass., 1986.
- Croissance, échange et monnaie en économie internationale*, Mélanges en l'honneur de M. le Professeur Jean Weiller, Economica, Paris, 1985.
- DENIS Henri, « Le rôle des "débouchés préalables" dans la croissance économique de l'Europe occidentale et des États-Unis d'Amérique », *Cahiers de l'ISEA*, n° 113, série P, n° 5, mai 1961, p. 1-90. — « Marchés nouveaux et accumulation de capital », *L'homme et la société*, octobre-décembre 1971, p. 97-105.
- DEYON Pierre, *Le Mercantilisme*, Flammarion, Paris, 1969.
- DOCKES Pierre, *L'Internationale du capital*, PUF, Paris, 1975.
- DUFOUR David, *L'Économie mondiale comme système*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1979.
- EMMANUEL Arghiri, *L'Échange inégal, Essais sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Maspero, Paris, 1969.
- GUILLOCHON Bernard, *Théories de l'échange International*, PUF, Paris, 1976.
- GUNDER FRANK André, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, (Monthly Review Press, New York, 1967), traduction française, Maspero, Paris, 1970. — *Le Développement du sous-développement, l'Amérique latine*, traduction française, Maspero, Paris, 1970. — *Lumpen-bourgeoisie et Lumpen-développement*, traduction française, Maspero, Paris, 1971.
- KINDLEBERGER Charles, P., *Power and Money*, Mac Millan, Londres, 1970. Voir aussi LINDERT.
- LÉNINE, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1917, traduction française, Éd. du Progrès, Moscou, 1969.
- LEONTIEF Wassily, CARTER Anne P., PETRI Peter A., *The Future of the World Economy*, Oxford University Press, New York, 1977
- LINDERT P.-H., KINDLEBERGER Ch. P., *Économie internationale*, traduction française de la 7<sup>e</sup> édition américaine, Economica, Paris, 1983.



- LIPIETZ Alain, *Mirages et miracles — Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, La Découverte, Paris, 1985.
- LUXEMBURG Rosa, *L'Accumulation du capital*, 1913 ; traduction française, Petite collection Maspero, Paris, 1969.
- MARX Karl, *Le Capital*, livre I (1867), Matériaux pour les livres II et III (1869-1879) in *Œuvres, Économie*, 2 volumes, La Pléiade, Paris, 1963 et 1968. — *Un chapitre inédit du capital* (1863 -1866), UGE 10/18, Paris, 1971.
- MATHIAS Gilberto, SALAMA Pierre, *L'État surdéveloppé-Des métropoles au tiers monde*, La Découverte, Paris, 1983.
- MICHALET Charles-Albert, *Le Capitalisme mondial*, PUF, Paris, 1<sup>re</sup> édition 1976, 2<sup>e</sup> édition 1985. — *Le Défi du développement indépendant*, Éd. Rochevignes, Paris, 1983.
- MICHALET Charles-Albert *et al.*, *Nationalisations et multinationalisation*, La Découverte/Maspero, Paris, 1983.
- MORET Michel, *L'Échange international*, M. Rivière, Paris, 1957.
- MORIN Edgar, *La Méthode*, Seuil, Paris ; t. I, *La nature de la nature*, 1977 ; t. II, *La vie de la vie*, 1980 ; t. III, *La connaissance de la connaissance*, volume I, 1986.
- PALLOIX Christian, *Problèmes de la croissance en économie ouverte*, Maspero, Paris, 1969. — *L'Économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*, Maspero, Paris, 2 volumes, t. I, 1975, t. II, 1975.
- PERROUX François, *L'Europe sans rivage*, PUF, Paris, 1954. — *La Coexistence pacifique*, PUF, Paris, 1958, 3 tomes. — *L'Économie du XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, Paris, 1961. — *L'Économie des jeunes nations*, PUF, Paris, 1962. — *Indépendance de la nation*, Aubier Montaigne, Paris, 1969. — *Dialogue des monopoles et des nations*, PUG, Grenoble, 1982.
- POULANTZAS Nicos, « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation », *Les Temps modernes*, février 1973. — *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Seuil, Paris, 1974. — *L'État, le pouvoir, le socialisme*, PUF, Paris, 1978.
- RUDLOFF Marcel, *Économie internationale (Itinéraires et enjeux)*, Cujas, Paris, 1982.

- SAMUELSON Paul A. éd., *L'Avenir des relations économiques internationales*, Calmann-Lévy, Paris, 1971.
- SAVARY Julien, *Les Multinationales françaises*, PUF, Paris, 1981.
- SCHUMPETER Joseph, *Impérialisme et classes sociales*, 1919, traduction française, Ed. de Minuit, 1972. — *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, traduction française, Payot, Paris, 1961.
- SERENI Emilio, « De Marx à Lénine : la catégorie de "formation économique et sociale" », *La Pensée*, septembre-octobre 1971, p. 3-49.
- VERNON Raymond, *Opportunities and Risks for the World Economy ; the Challenge of Increasing Complexity*, OECD 25th Anniversary Symposium, Paris, 1986.
- WALLERSTEIN Immanuel, *Le Système du monde du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Flammarion, Paris ; t. I, *Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, 1980 (cité 1980 A) ; t. II, *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750*, 1985 (cité 1985 A). — « Les États dans le vortex institutionnel de l'économie-monde capitaliste », *Revue internationale de sciences sociales*, 1980 n° 4 (cité 1980 B). — *Le Capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 1985 (cité 1985 B).
- WEILLER Jean, *Problèmes d'économie internationale*, 2 vol., PUF, Paris, 1946 et 1950.
- Zimmermann J.-B., « Analyse de la dominance économique », *Revue d'économie politique*, 1979 n° 4.